

LES
COSAQUES
DANS LE GATINAIS

EN 1814

PAR M. ANTOINE-JULES DUMESNIL

SENATEUR, VICE-PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DU LOIRET,

MAIRE DE PUISEAUX, OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

« Nos pères ont eu bien des peines... »

(Béranger.)

PITHIVIERS
IMPRIMERIE NOUVELLE

1880

A LA MEMOIRE

de mon aïeul

ANTOINE DUMESNIL

Membre du Conseil du Département du Loiret

Premier Maire de Puiseaux en 1790

A LA MEMOIRE

de mon père

ANTOINE-PIERRE-JEAN DUMESNIL

Conseiller général du Loiret

Maire de Puiseaux, de 1808 à 1829

HOMMAGE DE RESPECT ET DE RECONNAISSANCE FILIALE

AVERTISSEMENT

En rangeant, au commencement de l'année dernière, d'anciens papiers oubliés depuis près de quarante ans, je trouvai un vieux carton rempli de circulaires administratives, de lettres de maires et autres personnes, adressées à mon père, de proclamations de l'empereur Alexandre, d'ordres et de réquisitions de généraux russes, prussiens et autrichiens, et d'officiers sous leurs ordres, le tout relatif à l'invasion des alliés, en 1814, à Puiseaux et dans les environs.

Ces documents me parurent curieux, et me donnèrent l'idée de les compléter, en faisant l'historique des événements dont le Gâtinais s'est trouvé le théâtre à cette époque.

Ce travail, que je considérais d'abord comme facile, me révéla bientôt des difficultés inattendues. Ne voulant raconter que des faits vrais, et dont l'exactitude est prouvée par des pièces ou par des témoignages irrécusables, j'employais un temps considérable à étudier, classer et annoter les nombreuses pièces conservées dans les archives de la préfecture du Loiret, ainsi que dans celles des villes d'Orléans, Pithiviers, Montargis, Nemours et autres communes moins importantes.

Je recueillis également quelques relations particulières, conservées dans plusieurs familles, et rédigées par des contemporains de l'invasion.

J'interrogeai de nombreux témoins, enfants ou adolescents en 1814, aujourd'hui vieillards, afin de profiter de leurs souvenirs.

Enfin, je visitai les lieux, villes, communes et campagnes qui ont servi de scène aux principaux événements que je me proposais de raconter.

C'est après tous ces préliminaires que j'ai pu coordonner les faits et en présenter le récit.

Les événements qui se sont passés dans le Gâtinais, pendant les premiers mois de 1814, n'ont exercé sur l'issue de la lutte engagée entre l'empereur Napoléon I^{er} et les souverains alliés, aucune influence décisive ; néanmoins, on y rencontre des épisodes omis par les historiens de cette grande et triste époque, et dont la mémoire mérite d'être conservée.

Que saurait-on d'authentique sur le siège d'Orléans soutenu par Jeanne d'Arc contre les Anglais, si un bourgeois de cette ville n'en avait pas consigné les détails dans son journal ? Je suis loin de comparer ce qui s'est passé dans le Gâtinais en 1814, à ce siège mémorable, dont la levée a commencé l'affranchissement de la France ; cependant, tout ce qui se rattache aux annales de notre pays ne saurait manquer d'un certain intérêt ; c'est cette pensée qui m'a engagé à faire ces recherches et à rédiger ce travail.

En le composant, je me suis proposé trois objets principaux, à savoir :

Le premier, de montrer les horreurs de la guerre, afin d'inspirer l'amour de la paix ;

Le second, de faire connaître les services rendus, dans ces terribles circonstances, par les maires aussi bien des moindres villages, que des villes plus importantes, services qui ont exposé plusieurs d'entre eux aux plus grands dangers ;

Le troisième, de mettre le lecteur à même d'apprécier, par la comparaison, combien l'époque actuelle l'emporte sur les temps antérieurs.

En terminant, qu'il me soit permis d'adresser à M. le préfet du Loiret mes remerciements de l'autorisation accordée pour faire mes recherches dans les archives du département, où j'ai été puissamment aidé par le zèle et la complaisance de M. l'archiviste. Je ne saurais non plus oublier les communications importantes qui m'ont été faites par MM. les Maires d'Orléans, de Nemours, de Pithiviers et Montargis, et par l'archiviste de cette dernière ville...

Malgré les recherches auxquelles je me suis livré pour découvrir et affirmer la vérité, premier devoir de l'historien, je ne me flatte pas d'avoir préservé mon travail de toute erreur ; je m'estimerais heureux de pouvoir corriger, à l'aide de documents nouveaux ou de témoignages authentiques, celles qui me seraient signalées.

Puiseaux, 20 mars 1868.

Comme on le voit, cet avertissement a été écrit avant la dernière guerre.

J'étais loin de m'attendre alors que je verrais, moi aussi, l'ennemi envahir notre cher pays et y faire un plus long séjour qu'en 1814.

Maire de Puiseaux, comme mon père, j'ai eu à subir les tristes conséquences de cette dernière invasion.

Plus tard, j'en publierai, peut-être, la relation, lorsque j'aurai réuni aux notes que je n'ai pas manqué de prendre chaque jour, les renseignements sur les faits de guerre qui se sont passés à Puiseaux et dans les environs, du mois de novembre 1870 au mois d'avril 1871.

NOMS DES FONCTIONNAIRES ET DES MAIRES

CITES DANS CET OUVRAGE

Le baron Pieyre, préfet du Loiret.

MM. Mésange, sous-préfet de Montargis.

Hector de la Taille, sous-préfet de Pithiviers.

Dartonne, sous-préfet de Gien.

César Valade, sous-préfet de Fontainebleau.

Baron Crignon Désormeaux, maire d'Orléans.

Baron d'Escoutures, maire de Pithiviers.

MM. Fera de Rouville, maire de Malesherbes.

Vallerand, maire de Boynes.

De Malherbe, maire de Bordeaux-les-Rouches.

Robineau, maire de Châteauneuf.

Ant.-P.-J. Dumesnil, maire de Puiseaux.

Trélat, maire de Courtenay.

Delon, maire de Ferrières.

Aubepin, maire de Montargis.

Lavocat, maire de Châteaulandon (Seine-et-Marne)

Doré, maire de Nemours (Seine-et-Marne)

CHAPITRE PREMIER

Retraite de l'armée française après la campagne d'Allemagne en 1813. — Efforts tentés pour organiser la défense de la France. — Les armées ennemies envahissent son territoire. — Proclamations des généraux autrichiens et prussiens. — Victoires remportées par l'Empereur Napoléon ; elles ne peuvent arrêter la marche des alliés. — Positions qu'ils occupaient au commencement de février 1814.

Personne n'ignore qu'à la suite de la désastreuse retraite de Russie, en 1812, et après les revers non moins déplorables de la campagne de 1815 en Allemagne, les débris de l'armée française, connue sous le nom de Grande-Armée, furent refoulés sur le Rhin, et réduits à défendre, non sans gloire, mais malheureusement sans succès, les anciennes frontières de la France.

Toutes les nations de l'Europe, à l'exception du Danemark et de la Turquie, étaient alors coalisées contre notre pays, et cherchaient à lui faire expier l'éclat des vingt années de triomphes. Elles y parvinrent en effet, et exercèrent à leur tour contre la France, qui les avait tant de fois vaincues, de terribles représailles.

Les années 1813, 1814 et 1815 peuvent être citées dans nos annales comme véritablement fatales ; car la première vit lever et envoyer sur les champs de bataille un million cent quarante mille Français, dont une grande partie périt presque immédiatement en Allemagne (1) ; et c'est dans le cours des deux autres, plus malheureuses encore, que le sol de la vieille France, affranchi depuis plusieurs siècles, fut envahi et foulé aux pieds par les armées étrangères qui s'étaient réunies pour l'accabler.

Les soldats des nations alliées s'avançaient par masses compactes, menaçant à la fois toutes nos frontières, aussi bien celles du sud-ouest par l'Espagne et les Pyrénées, que celles du sud-est, de l'est et du nord-est par les Alpes, l'Italie, la Suisse, les provinces rhénanes, l'Allemagne et la Belgique.

Repoussé sur tous les points par l'immense supériorité numérique de l'ennemi, les différents corps français cédaient le terrain pied à pied, en le disputant par des luttes héroïques.

(1). Voici le détail de ces levées, ordonnées par sénatus-consultes :

1 ^{er} et 4 janvier 1813, appel de	350 000	hommes
1 ^{er} et 3 avril 1813	180 000	—
23 et 24 août 1813	30 000	—
7 octobre 1813	280 000	—
13 et 15 novembre 1813	300 000	—
Total égale	1 140 000	hommes

Les dates ci-dessus sont celles des séances du Sénat dans lesquelles les levées furent votées. — Voyez les exposés des motifs dans l'ouvrage intitulé : Choix de rapports, opinions, discours, etc., etc., t. XX, p. 329, 336-7, 352, 357, 386, 388, 394, 418-9, 420 ; — Paris, Alexis Emery, 1822, in-8^e.

Partisan décidé de la paix et souhaitant l'échange des sentiments de charité chrétienne entre tous les hommes, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, je n'ai jamais beaucoup admiré ce qu'on appelle l'art de la guerre. Je dois même avouer hautement que j'ai toujours éprouvé le plus pénible sentiment de répulsion et de pitié pour ces immenses hécatombes d'hommes, décorées du nom de grandes victoires, malheureusement trop fréquentes dans les annales de tous les peuples.

Toutefois le récit de la campagne de France en 1814 a toujours eu le privilège de m'émouvoir profondément ; c'est que cette campagne montre la défense du sol sacré de la patrie, entreprise sous la conduite d'un chef dont le génie militaire ne fut jamais mieux inspiré, par des soldats combattant presque sans espoir du succès final, mais résolu à vaincre ou à mourir.

Parmi ces défenseurs de la France, un grand nombre étaient des conscrits levés à la hâte, et même des gardes nationaux mobilisés ; les uns et les autres à peine vêtus, mal armés, encore plus mal exercés.

Ces généreux efforts devaient rester inutiles, et tant de bravoure, tant d'abnégation ne put arrêter le progrès de l'ennemi.

Je n'ai pas à raconter la campagne de 1814 : bien téméraire serait l'écrivain qui oserait recommencer le tableau, après celui tracé de main de maître par l'illustre historien du *Consulat et de l'Empire*. Mais pour mieux faire comprendre les différents épisodes de l'invasion des alliés dans le Gâtinais, il me paraît nécessaire d'exposer très brièvement leur marche depuis les frontières de l'Est, jusqu'au centre de la France, en rappelant les combats livrés par l'empereur et ses admirables soldats.

Après les trois funestes journées de Leipzig et la déplorable retraite qui en fut la conséquence, les débris de la Grande-Armée s'étaient mis momentanément à l'abri de la poursuite de l'ennemi, derrière les fortifications de plusieurs places de guerre. Laissant à ses lieutenants le soin de les réunir et de les reformer à Cologne, Mayence, Strasbourg et autres points de ralliement, Napoléon était rentré à Paris le 9 novembre 1813.

Désireux d'organiser immédiatement les moyens de reprendre l'offensive, l'empereur avait fait présenter au Sénat, dès le 12 novembre, un exposé de la situation, dont la conclusion était la demande de mise en activité de trois cent mille conscrits, pris dans les classes des années 11, 12, 13, 14, 1806 et suivantes, jusques et y compris 1814.

Ce sénatus-consulte fut, comme les précédents, voté sans opposition.

Cinq jours après son adoption, un décret avait organisé en cohorte de grenadiers, de fusillers et d'artilleurs sous les ordres des commandants de place, les gardes nationales des villes de guerre et de toutes les autres qui pourraient être menacées par l'ennemi.

Cette mesure, applicable principalement aux villes fortifiées des frontières, ne pouvait que très difficilement être mise à exécution dans les autres. En effet, en dehors des places fortes, il n'existait aucun dépôt d'armes ou de munitions, aucune organisation de commandement. La population mâle valide, épuisée par les levées sans fin de la conscription, manquait pour la défense des villes ouvertes. Le centre

de la France, en particulier, était entièrement dépourvu d'hommes en état de porter les armes, les conscrits et les gardes nationaux de cette partie du pays ayant rejoint, soit l'armée, soit les places fortes.

Pour remonter la cavalerie et l'artillerie, des réquisitions de chevaux avaient été faites dès le mois de juillet 1813 ; le prix des chevaux, ainsi exigé, était mis à la charge des communes et réparti par canton. Je trouve que celui de Puiseaux eut alors à payer pour cette dépense la somme de 2,897 fr. Ces réquisitions recommencèrent dans le mois de décembre, et l'arrondissement de Pithiviers dut fournir 28 chevaux de selle, achetés à des marchands, et dont le prix fixé à 11,350 fr. fut réparti, non plus sur les communes, mais sur les plus riches propriétaires de chevaux, conformément aux instructions du ministre directeur de l'administration de la guerre.

La recherche des fusils était encore plus rigoureuse : une circulaire du préfet du Loiret du 15 novembre 1813, avait prescrit aux maires de faire le recensement de tous les fusils de munition en la possession des habitants. A en juger par ceux, au nombre de trois, découverts à Puiseaux, il ne devait pas s'en trouver beaucoup. Bientôt une nouvelle circulaire ordonna de réunir à ces fusils ceux appartenant aux communes et servant à la garde nationale, en prescrivant d'envoyer immédiatement les uns et les autres à la préfecture. Cet envoi eut lieu dès la fin de décembre. Enfin, les fusils de munition ainsi réunis ne suffisant pas pour armer les conscrits et les gardes nationaux mobilisés, une lettre du sous-préfet de Pithiviers, du 22 janvier 1814, prescrivit de faire des perquisitions chez les propriétaires de fusils de chasse : on en découvrit 18 à Puiseaux qui furent, comme les précédents, expédiés de suite à Orléans.

Ces mesures étaient générales et mises immédiatement à exécution dans toutes les parties de la France.

Ainsi, la population, bientôt en présence de l'ennemi, allait se trouver entièrement désarmée.

Le 19 décembre 1813 avait eu lieu l'ouverture du corps législatif. Trois jours après, le bruit se répandit dans Paris que le principal corps de l'armée des alliés, fort de cent mille hommes, sous les ordres du généralissime, prince Schwartzemberg, avait franchi le Rhin, depuis Bâle jusqu'à Schaffouse, violant ainsi la neutralité de la Confédération suisse.

Avant d'effectuer le passage de ce fleuve, le prince autrichien avait adressé aux Français une proclamation répandue à un grand nombre d'exemplaires, dans laquelle il engageait les magistrats, propriétaires et cultivateurs à rester dans leurs foyers, promettant le respect des propriétés particulières, et assurant que les troupes alliées observeraient la discipline la plus sévère ; qu'elles n'étaient animées de nul esprit de vengeance ; et que la seule conquête qu'elles ambitionnaient c'était la paix.

Dix jours plus tard, le 31 décembre, l'armée prussienne, sous le commandement du général Blücher, passait également le Rhin, depuis Manheim jusqu'à Coblenz.

Dans sa proclamation du 1^{er} janvier 1814 aux habitants de la rive gauche du Rhin, ce général ne montrait pas la même modération de langage que le commandant autrichien : Après avoir déclaré qu'il avait fait traverser le Rhin à l'armée de Silésie pour rétablir la liberté et l'indépendance des nations et conquérir la paix, il terminait ainsi :

« Tout habitant des villes et des campagnes doit rester tranquille chez lui, tout employé à son poste et continuer ses fonctions.

Du moment de l'entrée des troupes alliées, toute communication avec l'empire français devra cesser. *Tous ceux qui ne se conformeront pas à cet ordre, seront coupables de trahison envers les puissances alliées ; ils seront traduits devant un conseil de guerre et punis de mort. »*

Ainsi, la fidélité à la patrie était considérée par le général prussien, comme une trahison méritant la mort ! — Tel est ce qu'on appelle le droit de la guerre.

Du 2 au 6 janvier 1814, les Russes s'emparent de Port-Louis, les Autrichiens du Fort de l'Ecluse : Montbéliard est occupé par les Autrichiens, Colmar par les Bavaois, Haguenau par les Russes, Trèves par les Prussiens.

Du 6 au 25 janvier, le fort de Joux (Doubs), Chambéry, Vesoul, Bourg, Langres, Dijon, Châlons-sur-Saône, Bar-sur-Aube, tombent au pouvoir des Autrichiens.

Cologne, Nancy, Toul, sont occupés par les Russes, Epinal, par les Wurtembergeois. Les Prussiens sont maîtres de Forbach, de Vaucouleurs, Commercy, Saint-Mihiel, Joinville et Saint-Dizier. Enfin la ligne d'opérations de la Grande-Armée alliée est établie sur la Saône, sur l'Ain, sur la Meuse et sur la Marne.

Pendant cette marche en avant, que les différents corps français n'avaient pu arrêter, l'empereur Napoléon, toujours à Paris, avait appelé au service mobile, jusqu'au moment où l'étranger serait chassé du territoire, cent vingt-un bataillons de garde nationale, destinés à couvrir Paris et Lyon. Par un autre décret du 8 janvier, il avait mis en activité la garde nationale de Paris, divisée en douze légions. Enfin, un troisième décret, du 4, avait prescrit la formation de douze nouveaux régiments de la jeune garde, six de voltigeurs et six de tirailleurs, composés de volontaires âgés de 20 à 50 ans, ayant contracté l'engagement de servir jusqu'à ce que l'ennemi eût été chassé du territoire français.

A l'exception de l'organisation de la garde nationale parisienne, ces mesures ne reçurent qu'un commencement d'exécution, arrêtée par la rapidité des événements.

Le 25 janvier, après avoir remis, par lettres-patentes du 23, la régence à l'impératrice Marie-Louise, Napoléon quitta Paris pour reprendre le commandement de ses troupes. Il les avait divisées en huit corps, commandés chacun par un de ses maréchaux. Mais cette fois, malheureusement, ce n'était plus comme dans les années de triomphes, près de Berlin, Vienne ou Madrid, qu'il allait rejoindre ses vaillants soldats : c'était à quarante lieues seulement de la capitale, à Châlons-sur-Marne, que l'empereur établissait son quartier général.

Dès le surlendemain, 27 janvier, l'ennemi s'aperçoit de sa présence au combat de Saint-Dizier, et il est obligé d'abandonner cette ville avec de grandes pertes.

Les 29 et 31 janvier, près de Brienne, Napoléon avec des forces de moitié inférieures en nombre à celles des alliés, remporte une victoire complète sur les Prussiens, commandés par Blücher, et sur les Russes du corps de Sacken.

Il est moins heureux, malgré l'héroïsme de ses soldats, le 1^{er} février, au combat de la Rothière : quarante mille Français y soutiennent une lutte de douze heures contre cent dix mille, tant Russes que Prussiens, Autrichiens et Bavaois. Accablés par le nombre, ils sont contraints de céder et de se replier sur Troyes.

Le 5 février, jour de l'ouverture du congrès de Chatillon, le général prussien York s'empare de Châlons-sur-Marne.

Le 7, la ville de Troyes est occupée par l'avant-garde du principal corps de l'armée alliée.

Du 10 au 14 février, combats de Champaubert, Montmirail, Vauchamp, dans lesquels Napoléon, perdant peu de monde, anéantit une armée de 80,000 Prussiens et Russes. Mais l'ennemi était suivi par de si nombreuses masses, qu'il pouvait facilement réparer ses pertes et recommencer la lutte. Au contraire, l'armée française réduite à une poignée d'hommes, sans moyens de se recruter, voyait diminuer ses forces, même par chaque victoire.

C'est ainsi que nonobstant leurs dernières défaites, des corps autrichiens, bavaois et russes s'étaient emparés, du 10 au 14 février, des villes de Nogent-sur-Seine, Sens et Pont-sur-Yonne, préparant par ces manœuvres la marche de la Grande-Armée alliée sur Paris. Les coalisés, malgré leurs pertes, étaient donc parvenus, dès le milieu du mois de février, à pénétrer jusqu'au cœur de la France, menaçant sa capitale à la fois par le nord, l'est et le sud-est.

CHAPITRE II

Description de l'ancien Gâtinais ; les rivières du Loing et de l'Essonne. — Forces françaises chargées de défendre le pays. — Première annonce de l'approche des Cosaques. — Envoi de poudre et de munitions à Nemours. — Inquiétude répandue dans les campagnes. — Service d'estafettes organisé par les maires. Appel des hommes de 20 à 60 ans, pour la levée en masse. — Encombrement des blessés dans les hôpitaux. — Attaque de Sens. — L'ennemi s'approche de la route de Lyon par le Bourbonnais. — Préparatifs de défense de Nemours. — Mesures prescrites pour arrêter l'ennemi. — Avis au maire de Puiseaux de l'arrivée des Cosaques à Ferrières.

Les combats qui venaient d'être livrés en Champagne avaient conduit les troupes étrangères de la vallée de la Seine dans celle de l'Yonne. Dès les premiers jours de février, elles occupaient la ligne qui s'étend de Pont-sur-Yonne à Montereau.

Il ne restait plus aux alliés qu'à franchir le Loing pour envahir les plaines du Gâtinais, dépourvues de défenseurs, tourner la ville de Fontainebleau, à peine gardée par quelques conscrits et par l'Ecole militaire des pupilles de la garde, et s'avancer, presque sans obstacle, jusqu'à Orléans et la Loire.

On sait qu'avant 1790 le Gâtinais était divisé en deux parties appartenant à deux provinces différentes : il y avait le Gâtinais français, réuni à l'Ile-de-France, et dont Melun était le chef-lieu, et le Gâtinais orléanais, compris dans l'intendance d'Orléans, et qui avait Montargis pour ville principale.

Le Gâtinais, considéré comme une seule et même contrée, s'étend de Gien et Briare à Melun, par Nemours et Fontainebleau, sur une longueur d'environ 100 kilomètres ; et de Montargis, par Pithiviers, jusqu'à Etampes, sur une largeur d'à peu près 75 kilomètres. Les autres villes peu importantes sont : Ferrières, Châteaulandon, Beaumont, Bellegarde, Lorris, Boynes, Beaume-le-Rolande, Boiscommun, Puiseaux, Malesherbes et Milly.

Dans toute cette vaste étendue, il n'y a aucune montagne digne de ce nom ; mais seulement, de loin en loin, quelques collines plantées en vignes, et dont l'altitude ne dépasse pas cinquante à soixante mètres au dessus du niveau de la plaine. Les champs sont, en général, fertiles et bien cultivés, mais presque exclusivement dépourvus d'arbres, à l'exception de quelques noyers dans les parties en vignes. Toutefois, autour ou près de Fontainebleau, Montargis, Lorris, on trouve les forêts qui portent les noms de ces villes, la dernière traversée par les canaux d'Orléans et du Loing. Un marais considérable, celui de Sceaux, Courtempière et Bordeaux : il est formé d'un sol tourbeux, imbibé des eaux d'un petit ruisseau nommé le Fusain, qui le traverse, et qui vient de la forêt d'Orléans se jeter dans le Loing, à Cercanceaux, au-delà de Souppes.

Le Loing, presque aussi considérable que l'Yonne, prend sa source à quelques kilomètres de Saint-Sauveur, passe à Saint-Fargeau, Rogny, Châtillon, Montargis, Nemours, et va se réunir à la Seine, près de Moret.

Dans son parcours, cette rivière reçoit plusieurs petits ruisseaux tels que l'Ouane, le Bied, le Fusain, le Lunain et l'Orvanne. Le Loing, canalisé dans plusieurs de ses parties, alimente le canal qui porte son nom de Montargis à Saint-Mammès. Cette rivière coule sur un fond sablonneux, et ses bords, en général, sont encadrés dans un terrain marécageux. Les passages sont rares à cause des couches tourbeuses du sol.

L'état-major français avait bien compris l'importance stratégique de la ligne du Loing, qui défend naturellement les plaines du Gâtinais : dès le commencement du mois de janvier 1814, de petits détachements de troupes de ligne et de gardes nationaux mobilisés, mais les uns et les autres à peine armés et ne formant pas en totalité 500 hommes, avaient été envoyés de Melun et d'Orléans à Nemours et à Montargis pour maintenir les communications par la route du Bourbonnais, et pour défendre au besoin les passages sur le Loing que cette route suit constamment entre ces deux villes.

Au-delà du Loing, à Châteaulandon, Puiseaux, Beaumont, Beaune-la-Rolande, Boynes et Pithiviers, il n'y avait pas un seul soldat français, pas une seule escouade de gardes nationaux mobilisés. Cette immense plaine était entièrement ouverte à l'ennemi jusqu'à la vallée formée par le cours de l'Essonne, entre Malesherbes et la forêt d'Orléans.

L'Essonne est formée de l'Œuf et de la Rimarde, qui prennent leur source dans cette forêt, et est alimentée par plusieurs ruisseaux moins importants. Jusqu'à son confluent dans la Seine, près de Corbeil, elle coule au milieu de marais tourbeux qui rendent ses abords difficiles. Comme cette rivière descend vers la Seine du sud-ouest au nord-est, dans la même direction que la route nationale n° 51, d'Orléans à Fontainebleau par Pithiviers et Malesherbes, et en avant de cette route, lorsqu'on vient de Nemours et Montargis, elle servait d'obstacle naturel contre les entreprises des troupes alliées, dans le cas où un de leurs corps aurait réussi à franchir le Loing. La possession de cette route était de la plus grande importance pour maintenir les communications de l'armée française opérant en Champagne, avec celle dite d'Espagne alors rentrée en France et commandée par le maréchal Soult. L'empereur Napoléon tirait des renforts de cette armée ; il avait un intérêt de premier ordre à pouvoir faire arriver librement ses renforts par la route d'Orléans, Pithiviers et Fontainebleau, jusqu'à son quartier général.

Mais telle était la pénurie des moyens de défense, que c'est à peine si on avait pu disposer de quelques escadrons de dragons revenus d'Espagne, pour observer et garder les passages de l'Essonne et de la route. Ces dragons, disséminés par petits détachements de La Chapelle-la-Reine à Manchecourt, où était leur corps principal, battaient constamment la campagne, poussant des reconnaissances dans les différentes directions par lesquelles on supposait que l'ennemi devait se présenter. Cette cavalerie était bien montée, encore mieux commandée, et elle se composait, presque en totalité, de vieux soldats accoutumés, par la terrible guerre d'Espagne, à faire bonne garde et à braver tous les périls. En cas de trop grande disproportion de forces pour pouvoir se mesurer avec l'ennemi, ces dragons avaient ordre de se retirer sur la forêt de Fontainebleau, afin de couvrir cette ville, mais en laissant ainsi presque tout le Gâtinais à la merci des envahisseurs.

Voici donc en résumé, qu'elle était, vers la fin du mois de janvier 1814, la position respective des troupes alliées et des petits détachements français qui allaient bientôt se trouver en présence dans le Gâtinais. Les alliés, on l'a vu, étaient descendus de la Champagne dans la Basse-Bourgogne, occupant la ligne de l'Yonne depuis Joigny et Sens jusqu'à près de Montereau. Ils se disposaient à franchir le Loing, soit à Montargis, soit à Souppes, ou même à Nemours. Leurs colonnes, détachées de l'armée sous les ordres du prince de Schwartzemberg, s'avançaient d'un côté par Sens, Courtenay et Ferrières vers Montargis ; de l'autre, par Lorrez-le-Bocage et Chéroy sur Nemours : leur but, ou, comme on dit à la guerre, leur objectif était l'occupation de la route de Paris à Lyon par le Bourbonnais, afin

d'intercepter les communications entre ces deux grandes villes, et aussi pour isoler et couper le corps d'armée du maréchal Augereau, chargé de couvrir Lyon, de l'armée commandée par l'empereur. Les troupes alliées qui s'avançaient vers cette route ne se composaient que de cavalerie russe ou cosaque, sous les ordres supérieurs du général Platow, hetman des cosaques, et du général russe Seslaven. Cette cavalerie comptait environ huit mille hommes montés, avec plusieurs batteries d'artillerie.

On voit par ce simple exposé quelle énorme disproportion existait entre les Français, chargés de la défense du Loing et de l'Essonne, et les étrangers envoyés pour en forcer les passages.

Dès le commencement de février, des partis de Cosaques, échappant à la cavalerie française, trop peu nombreuse pour les contenir, avaient poussé des reconnaissances dans la vallée de l'Yonne et s'étaient établis entre Sens et Courtenay, sans rencontrer un seul soldat français. Le 2 février, ils s'étaient avancés jusqu'à la route du Bourbonnais, à la hauteur de Souppes, sans doute pour reconnaître les ponts sur le Loing et le canal.

J'ai sous les yeux une lettre du 4 février, écrite de Nemours par un des adjoints de cette ville, M. Darcy, au maire de Puiseaux, qui renferme d'intéressants détails sur cette première apparition de l'ennemi dans le Gâtinais ; la voici :

« Je m'empresse de vous annoncer que toutes nos inquiétudes sont entièrement dissipées. Les ennemis, qui n'étaient que trop près de notre ville, ont tous pris la fuite ; je vais même vous donner quelques détails à ce sujet. Un voiturier de Nemours conduisait, avant-hier, des prisonniers espagnols à Montargis. A peu près à moitié route, vers Fontenay, sa voiture fut entourée d'ennemis. Les prisonniers descendirent de voiture et se réunirent aux ennemis qui s'emparèrent du voiturier, de la voiture et du cheval. Ils le conduisirent jusqu'à Courtenay, qui paraissait être leur quartier général. Le lendemain matin, celui qui paraissait leur chef reçoit une lettre qui les a tous déconcertés : ils se sont écriés que les Français étaient heureux, et qu'eux étaient perdus. Dans le même instant, ils mettent le feu à toutes les réquisitions qu'ils avaient faites dans le pays, montent à cheval et fuient à toute bride. Depuis, nous n'en avons plus entendu parler. Nous venons d'envoyer à la découverte, et demain nous serons à même de vous instruire de tout ce qui se sera passé. »

Ce mouvement rétrograde des éclaireurs de la cavalerie russe, avait sans doute été déterminé par une manœuvre de quelques corps français. Craignant d'être coupée loin de ses réserves, cette cavalerie s'était retirée en toute hâte pour ne pas s'exposer à être prise ou détruite. Mais, à la moindre occasion, elle avait ordre de revenir et de pousser une pointe dans la direction de Montargis, Nemours, le Gâtinais et la Loire.

Informé de l'apparition de l'ennemi dans les environs de Courtenay, le général de division, comte Pacthod, commandant le corps établi à Montereau, avait envoyé à Nemours, le 2 février, un lieutenant de la garde nationale de Montereau, pour reconnaître la position des Cosaques.

Cet officier était, en outre, chargé de remettre au maire de Nemours 7,200 cartouches, pour défendre, au besoin, la ville. La précaution n'était point inutile, car l'ennemi pouvait revenir d'un jour à l'autre.

Le 5 février, on avait expédié de Melun à Nemours 600 kilog. de poudre de mine, pour le service des ponts de Nemours, Gretz et Moret, qu'on devait faire

sauter, si cette extrémité devenait nécessaire, afin de retarder ou d'empêcher le passage du Loing par l'ennemi.

L'inquiétude était grande dans le pays, livré, presque sans défenseurs, à la merci d'un ennemi nombreux et entreprenant. Toutes les communes rurales étaient sur le qui-vive ; on y avait organisé une garde nationale armée de piques et de mauvais fusil de chasse, à défaut d'autres. Elle était presque exclusivement composée d'anciens soldats réformés pour blessures, et d'hommes âgés de plus de quarante ans. Des munitions, il n'y en avait nulle part, à l'exception de poudre et de plomb de chasse, en minime quantité. Montargis était la seule ville gardée par un détachement de troupe de ligne.

Pour être tenus au courant des marches et des mouvements de l'ennemi, les maires des principales communes avaient organisé, au moyen d'hommes de bonne volonté, anciens militaires pour la plupart, des services d'estafettes et de correspondances entre eux : de cette manière, ils s'efforçaient de parer à temps aux tristes éventualités dont les habitants se voyaient menacés. On ne doit point s'étonner de l'organisation de ce service d'estafettes : la génération actuelle, habituée à voir fonctionner la poste aux lettres jusque dans les plus petits hameaux, au moins une fois par jour, avec la plus exacte régularité, aura peine à comprendre qu'en 1814, les chefs-lieux de canton et les villes plus importantes fussent seuls favorisés de correspondances postales régulières, et encore n'était-ce que deux ou trois fois par semaine. Quant aux communes rurales, elles étaient obligées d'aller chercher ou déposer leurs lettres aux villes les plus rapprochées. La création d'estafettes était donc une nécessité pour les maires, s'ils voulaient ne point rester dans une complète ignorance des événements.

Pendant qu'ils organisaient ce service, le gouvernement leur imposait une nouvelle obligation très délicate à bien remplir : c'était celle de dresser la liste de tous les habitants mâles de leur commune de l'âge de 20 à 40 ans, en état de porter les armes, avec l'indication de la fortune de chacun d'eux, les plus riches devant s'équiper à leurs frais. Pour ces derniers, le paiement des effets d'équipement était obligatoire, et ils devaient les fournir conformément aux types prescrits, ou verser dans les caisses de l'Etat la somme de 123 fr. à laquelle ils étaient évalués. Cette première liste avait été préparée dans le courant de janvier, mais elle n'était pas encore expédiée que les préfets en demandèrent une seconde, comprenant les hommes de 40 à 60 ans, toujours avec l'indication de leur position de fortune. Ces listes devaient servir à former le contingent de la levée en masse de tous les habitants de 20 à 60 ans, dans les départements de l'Empire non encore envahi par les alliés.

L'éloignement des Cosaques des environs de Courtenay laissait libre la route du Bourbonnais : on profita de cette circonstance pour évacuer du théâtre de la guerre sur Fontainebleau, Nemours, Montargis et Pithiviers, une partie des nombreux militaires français malades, ou blessés dans les derniers combats.

Comme les hôpitaux et hospices de ces villes n'avaient pas été préparés pour les recevoir, et qu'ils manquaient de linge, couvertures, matelas, draps et autres objets indispensables, les maires organisèrent dans toutes les communes des quêtes d'effets en nature. Les habitants, pauvres et riches, répondirent avec empressement à cet appel fait à leur humanité, en apportant aux mairies une grande quantité d'objets, qui furent envoyés de suite aux administrateurs des hôpitaux, déjà encombrés de blessés. A Nemours, il en était arrivé un grand nombre dans des bateaux, par la Seine et le canal, venant de Montereau, de Moret, de la Champagne,

dont les plaines avaient vu tant de rencontres glorieuses mais sanglantes. On en avait expédié par convois de voitures à Pithiviers, et l'hospice ne suffisant pas, un hôpital provisoire de soixante lits, bientôt remplis, avaient été installé ailleurs.

Les médecins militaires se trouvant retenus à l'armée, les soins à donner à ces malheureuses victimes de la guerre furent remis aux médecins civils des localités, qui s'en acquittèrent avec le zèle le plus louable. A Nemours, M. le docteur Goupil père, aidé de son fils, alors étudiant en médecine, revenu exprès de Paris (il est aujourd'hui médecin en chef de l'hospice de Nemours depuis plus de trente ans) ; à Pithiviers, M. le docteur Saisy ; à Montargis, M. le docteur Gastellier, se firent particulièrement remarquer par leur dévouement. L'encombrement des blessés et des malades avait fait éclater le typhus à Nemours, et ce terrible mal décimait les soldats que le fer et le feu avaient épargnés. L'épidémie menaçait de se répandre et de se propager parmi la population civile. — Elle fut heureusement contenue et arrêtée par des mesures énergiques d'isolement des malades et d'assainissement des locaux infectés, exécutées avec intelligence et courage par le maire, les médecins et les administrateurs de l'hospice de Nemours. Parmi ces derniers, je dois citer M. Roquet, qui se distingua d'une manière toute particulière, et n'hésita pas à faire généreusement l'avance d'une somme considérable.

Le 6 février, une lettre du maire de Chéroy annonçait à son collègue de Nemours, l'engagement qui avait eu lieu, l'avant-veille, devant Sens.

« L'ennemi, ayant envoyé un parlementaire à cette ville, afin qu'elle se rendit, sans qu'il ait été reçu, revint au nombre de 4 à 500 hommes dans le faubourg de Saint-Prigts ; il établit trois pièces de canon à une portée de fusil de la porte Dauphine, et tira au moins cent coups, tant à la mitraille qu'à boulets. — Il y a eu, de notre côté, deux hommes tués et un blessé ; mais les chasseurs qui se trouvaient à Sens les ont repoussés vigoureusement et même forcés à se retirer. On compte qu'ils ont eu 40 hommes tant tués que blessés, qu'ils ont emmenés sur des charriots. L'ennemi s'est retiré dans la plaine de Chambertrand, à trois quarts de lieue de Sens. »

Les combats que livrait l'avant-garde de l'armée du prince de Schwartzemberg pour s'établir sur les bords de l'Yonne, avaient excité l'attention de l'état-major français : il résolut d'opposer à ces coureurs, presque entièrement composés de Cosaques réguliers et irréguliers, tout ce qui restait disponible de cavalerie dans les dépôts de Versailles. A cet effet, une lettre du comte Daru, ministre-directeur de l'administration de la guerre, informait, le 4 février, le maire de Nemours qu'une colonne de 600 hommes et 600 chevaux était partie de Versailles pour Nemours, pour y demeurer stationnée jusqu'à nouvel ordre.

Mais le 6 février, le préfet de Seine-et-Marne avait reçu du même ministre une estafette qui l'invitait à prescrire à cette colonne de changer la direction de sa marche et de se porter de suite sur Nogent-sur-Seine, par Melun, Nangis et Provins.

Le même jour, 6 février, le maire de Montargis transmettait les nouvelles suivantes à son collègue de Nemours : « Des lettres arrivés ce matin de Courtenay annoncent que l'ennemi est campé, partie sur cette rive de l'Yonne, partie sur l'autre ; qu'il y a eu un engagement dans la plaine de Champvallon, dans la journée d'hier, entre nos troupes et les ennemis ; qu'il y a eu environ 40 hommes tués de notre côté, et 60 de l'autre ; que la ville de Sens tient toujours. »

En proie à une vive inquiétude, le maire de Nemours envoya, le soir même, une députation au général Pachtod, à Montereau, pour demander du secours.

Le général crut, ou affecta de croire, que ces appréhensions étaient exagérées. Dans sa réponse au maire, il ajoutait : — « La députation que vous m'adressez m'a fait entrevoir des craintes sur l'ordre donné de faire sauter le pont de Nemours. Je vous préviens à ce sujet que je viens de donner l'ordre positif au commandant de la force armée de Nemours, de n'en venir à cette extrémité que sur ordre de l'empereur, sur celui du général comte Pajol ou du mien. »

La force armée dont parlait le général Pacthod n'était autre que deux compagnies de gardes mobilisés de Seine-et-Marne, sous le commandement du major Groumault, que le préfet de Melun avait envoyés à Nemours. Ce fonctionnaire avait promis de faire payer la solde de cette troupe ; mais il n'avait pu tenir cet engagement. Aussi, le major, agissant d'après les ordres du général Pacthod, avait-il requis le maire de Nemours de prendre de suite les mesures nécessaires pour faire délivrer à chaque garde national mobilisé une demi-livre de viande par jour, sur les bons des commandants de compagnie, visés par le major lui-même.

La garnison de Nemours était particulièrement chargée de la défense des ponts de cette ville : la garde nationale sédentaire devait faire un service de simple surveillance, et maintenir l'ordre et la police.

On a vu que 600 kilog. de poudre de mine avaient été expédiés à Nemours : le commandant de place n'en conserva que 300 et expédia le surplus à Gretz et à Moret, pour les travaux des ponts. A Fontenay, à Nargis, à Souppes, les ponts sur le Loing, ses affluents et sur le canal, avaient été rompus d'après les ordres du commandant de Montargis.

Comme les officiers du génie manquaient ou n'étaient pas disponibles, le préfet de Melun avait chargé un inspecteur des ponts-et-chaussées de visiter la ville de Nemours, et d'indiquer les mesures à prendre pour défendre le passage de ces ponts : voici l'ordre que cet ingénieur, nommé Moline, avait prescrit dès le 28 janvier :

« Le faubourg des Tanneurs n'étant pas susceptible d'être défendu, à cause de ses nombreuses issues et de sa position, on doit se borner à défendre le passage du pont sur le Loing, au moyen d'un tambour de charpente, conformément aux ordres de Sa Majesté : le tambour sera établi sur la culée du pont, du côté de la ville, et construit suivant l'indication de l'ingénieur.

« Le mur du parapet, à l'extrémité du cul-de-sac du Vieux-Pont (actuellement rue de l'Hôtel-de-Ville), sera exhausé et percé de créneaux pour battre l'avenue du Pont-Neuf.

« Enfin, les croisées du premier étage du bâtiment dépendant de la mairie et situé sur la rivière, seront barricadées en chevrons ou autres bois, et crénelées pour le même objet. »

Ces travaux avaient été commencés immédiatement, et sur la demande d'un sous-ingénieur, M. Courant, le maire mit en réquisition six piqueurs de pierres pour miner le Pont-Neuf, sur le Loing.

En même temps le sous-préfet de Fontainebleau prescrivait au maire de Nemours de rechercher et de requérir tous les fusils de chasse qui pouvaient se trouver dans son canton, toute la poudre et tout le plomb chez les marchands et chez les particuliers. Il lui recommandait aussi de procéder, sans désespérer, à l'ordre donné par le préfet de faire rassembler à son chef-lieu de canton tous les gardes-champêtres communaux et particuliers et tous les gardes nationaux ayant des fusils ou des armes quelconques. Aussitôt réunis, le maire du chef-lieu de canton devait les diriger sur les bords de l'Yonne et de la Seine, en leur indiquant les points où il croirait que leur présence pût être le plus utile.

Le même ordre fut transmis aux gardes forestiers et particuliers. Mais à en juger par une lettre du maire de Bourron à son collègue de Nemours, ces réquisitions ne devaient guère arrêter la marche de l'ennemi ou augmenter les forces dont les généraux français pouvaient disposer. En effet, le garde particulier de Bourron avait 70 ans et était dans son lit, malade ; le garde-champêtre, ancien militaire réformé pour blessure à la cuisse, était hors d'état de soutenir la moindre fatigue ; enfin, le garde particulier du maire avait été réformé également et renvoyé du service actif pour infirmité grave. Quant aux gardes nationaux de Bourron, ils ne possédaient pas plus de fusils que ceux des autres communes. — « Je ne pourrai, disait le maire, si on les requiert, les envoyer qu'armés de toutes espèces d'instruments aratoires. » — Ce n'était pas avec de tels hommes portant leur soc de charrue ou leur bêche, qu'il était possible de disputer à l'ennemi les passages de la Seine et de l'Yonne.

Aussi, sa colonne d'avant-garde se rapprochait-elle chaque jour du Gâtinais. Le bruit de son apparition de l'autre côté de la route du Bourbonnais, entre Montargis et Ferrières, s'était répandu à Puiseaux, le maire avait envoyé, le 8 février, un exprès à son collègue de Châteaulandon, plus voisin du théâtre des événements, qui lui répondit le même jour par la dépêche suivante : — « Les Cosaques au nombre, dit-on, de 200, sont à Ferrières depuis hier. Le maire de Nargis a ordre de leur part de rétablir le pont de Fontenay : il s'y refuse d'après les ordres du commandant de Montargis. Je ne sais quel parti il prendra. J'ai envoyé cette nuit demander du secours à Nemours, on ne peut m'en donner. Voilà ce que je sais. »

Située à environ six kilomètres de Souppes et du confluent du Fusain et du Loing, la ville de Châteaulandon se trouvait exposée la première, après Ferrières, à être occupée par l'ennemi. Mais le pont de Souppes étant coupé, la cavalerie russe avait été obligée de suspendre son mouvement en avant.

CHAPITRE III

Rupture et défense du pont de Souppes. — Direction de l'ennemi vers la Loire, prévue par le maire de Bordeaux. — Les Russes menacent Montargis. — Ils passent le Loing à Souppes, occupent Châteaulandon et s'étendent jusqu'à Larchant.

Les circonstances qui accompagnèrent la rupture du pont de Souppes méritent d'être rapportées, car elles font honneur à l'audace et à l'intelligence de quelques anciens militaires de Puiseaux et des environs.

La cavalerie russe s'avancait de Ferrières dans l'intention de franchir le Loing et le canal qui porte son nom, pour pénétrer dans les plaines du Gâtinais et tâcher d'intercepter les communications entre Orléans et l'armée française, commandée par l'empereur Napoléon.

Pour atteindre ce but important, l'ennemi avait à traverser le Loing, seul obstacle naturel opposé à sa marche. Mais les places de Nemours et Montargis étant occupées par des garnisons et mises à l'abri d'un coup de main, la colonne russe ne pouvait passer cette rivière qu'à Souppes, point complètement dépourvu de défenseurs.

Ce village est situé sur la route de Paris à Lyon par le Bourbonnais, entre Montargis et Nemours, à 10 kilomètres de cette dernière ville. Ses maisons s'étendent, depuis cette route et le Loing même, au-delà de cette rivière jusqu'au canal qui lui est parallèle, sur une longueur d'environ un kilomètre. La réunion principale des habitations, ou, comme on dit, le bourg, touche à la route, et tout l'espace compris entre le Loing et la rive gauche du canal, du côté de Chancepois, s'étend sur un terrain bas et marécageux, exposé à être souvent couvert d'eau, surtout en hiver. Aussi, pour pouvoir y passer en toute saison, on y a construit, de temps immémorial, une chaussée un peu plus haute que le sol naturel de la vallée, et sur l'un des côtés un passe-pied ou trottoir a été établi pour l'usage des piétons. A peu de distance, sur la rive droite du Loing, au-delà de la route du Bourbonnais, aussi bien que sur la rive gauche du canal, du côté de Chancepois, le terrain se relève et forme deux coteaux qui dominent Souppes, le Loing et le canal.

La cavalerie russe s'avancait de Ferrières vers Souppes ; une fois ce passage franchi, l'ennemi devenait facilement maître de tout le pays compris entre la vallée du Loing, celle de l'Essonne, Châteaulandon, Puiseaux, Pithiviers, la forêt d'Orléans et la Loire ; car il n'y avait pas un seul soldat français dans cet immense espace. D'un autre côté, après avoir traversé le Loing et le canal aux ponts de Souppes, les Russes pouvaient tourner Nemours et se présenter devant cette ville par la route de Beaumont, en évitant d'attaquer le Pont-Neuf du Loing, qu'on avait fortifié et miné.

Le 9 février, dans la matinée, les Cosaques se présentaient à Souppes avec l'intention de se rendre à Châteaulandon. Pendant la nuit précédente, le maire de cette ville avait envoyé à Souppes, pour défendre le passage, tous les gardes nationaux qu'il avait pu armer et munir de quelques cartouches. Ne voulant pas cependant, ainsi qu'il l'expliquait dans une lettre au maire de Beaumont, du 10 février, compromettre leur vie ni leurs propriétés, il leur avait défendu de tirer sur l'ennemi. Contrairement à cet ordre, un coup de fusil fut lâché contre une vedette russe. Irrités de cette attaque, les Cosaques s'éparpillèrent en tirailleurs le long de la rive droite du Loing, et ouvrant le feu avec leurs pistolets et leurs carabines, forcèrent les gardes nationaux de Châteaulandon, en très petit nombre, à se retirer.

S'emparant alors du village de Souppes, ils contraignirent les habitants à rétablir le passage des ponts avec des peupliers abattus à la hâte et avec des madriers trouvés dans le pays. Le passage était réparé vers midi, et la ville de Châteaulandon s'attendait à être occupée par les Russes, lorsqu'on vint annoncer au maire, à cinq heures du soir, que les ponts de Souppes avaient été détruits de nouveau, et que les Cosaques s'étaient retirés du côté de Fontenay.

Ce mouvement avait été déterminé par un détachement de gardes nationaux mobilisés envoyés de Nemours, soutenus par quelques anciens militaires des environs, parmi lesquels on doit rappeler M. Ponceau père, de Puiseaux, ancien adjudant à l'armée de Sambre-et-Meuse, et M. Cantien Delafoy, de Bromeilles, ancien sous-officier de l'armée d'Espagne.

Cette petite troupe, qui comptait à peine trente hommes, s'étaient hâtée de se rendre à Souppes, sur l'avis que les Cosaques y avaient rétabli le passage. Arrivée par la rive gauche du canal, sur les hauteurs de Chancepois, et trouvant les Russes occupés à faire les derniers préparatifs pour traverser le Loing, elle engagea avec eux une vive fusillade. Cette avant-garde de cavalerie russe était peu nombreuse et dépourvue d'artillerie ; elle pouvait difficilement riposter à coups de pistolets et de carabines ; elle se décida donc à se retirer et à regagner le corps principal d'environ 800 Cosaques, campé près de Fontenelles et du Boulay, duquel elle avait été détachée.

Après son éloignement, des gardes nationaux, aidés de leurs compagnons volontaires et des habitants de Souppes, se hâtèrent de détruire à nouveau le passage des ponts et d'endommager la chaussée ; le petit détachement rentra le soir même à Nemours, et les anciens militaires regagnèrent également leurs domiciles, en racontant le succès de leur expédition.

Le jour même de l'engagement qui avait eu lieu à Souppes, le maire de la commune de Bordeaux, situé près des marais de Sceaux, entre Montargis et Puiseaux, faisait parvenir à son collègue de cette dernière ville les renseignements suivant sur la position de l'ennemi.

« Vous savez peut-être déjà, monsieur et cher collègue, le retour de l'ennemi dans nos parages ; si vous n'en êtes point instruit, je serai bien aise d'être le premier à vous en donner la nouvelle, quoiqu'elle ne soit nullement agréable : mais il faut que les choses funestes se sachent, et, dans ce cas, il vaut mieux que ce soit plus tôt que plus tard.

« Hier, 8 février, pendant que j'étais à Montargis, on a acquis la certitude que l'ennemi était venu occuper de nouveau ses postes de La Selle-sur-le-Bied, Ferrières et Fontenay. Un aide-de-camp du général Gentil, auquel j'ai parlé, passant par Fontenay, avait été au moment d'être arrêté par cinq Cosaques, et ce n'était qu'à la rapidité de son cheval qu'il avait dû son arrivée à Montargis. Mais les Cosaques avaient enlevé à sa suite six chevaux et trois domestiques à son général, ainsi que tous ses équipages.

« Le maire de Ferrières venait d'informer le sous-préfet qu'il était frappé, pour tout son canton sans doute, de six mille rations de toute espèce à rendre dans trois jours à Joigny.

« Ce qu'il y a encore de certain, c'est la nouvelle que je tiens d'un de mes amis, propriétaire sur la route de Lyon, à cinq lieues au-delà de Montargis, où il vient d'arriver avec toute sa famille, qu'une colonne s'était dirigée sur les bords de la Loire, venant d'Auxerre, passant par Saint-Fargeau : ce qui confirme l'idée que les ennemis

attachent de l'importance à l'occupation de Montargis et à s'emparer des bords de la Loire. D'après lui, ils iront probablement à Orléans, en passant par nos contrées.

« D'après les nouvelles d'avant-hier, du côté de Sens, cette ville n'était point occupée par l'ennemi. Le quartier général impérial, depuis l'affaire de Troyes, avait été obligé de se retirer sur Montereau, ce qui confirme toutes les nouvelles fâcheuses dont nous étions informés. »

Les renseignements transmis par cette dépêche étaient graves, et, malheureusement, il n'y avait point à douter de leur exactitude. Mais ce qui est plus remarquable, c'est la justesse d'appréciation du mouvement des troupes alliées d'Auxerre à Orléans, en suivant la rive droite de la Loire. Cette manœuvre, imaginée pour tourner Paris au sud-ouest, devait avoir pour résultat, si elle réussissait, d'intercepter toute communication entre l'armée sous les ordres directs de l'Empereur, et celle rentrée d'Espagne, commandée par le maréchal Soult, alors entre Bayonne et Toulouse. L'Empereur avait tiré, autant qu'il l'avait pu sans trop affaiblir, de nombreux renforts de cette armée, entre autres plusieurs régiments de dragons qui, avec sa garde, formaient sa meilleure cavalerie. Ces renforts avaient pu rejoindre les corps engagés en Champagne et en Brie, en suivant à marches forcées les routes de Toulouse et de Bordeaux à Orléans, et de cette dernière ville en gagnant soit Paris par la route d'Etampes, soit Fontainebleau par celle de Pithiviers et Malesherbes. Ces deux routes, avec celle de Nemours à Beaumont et Bellegarde, étaient les seules ouvertes dans toute cette vaste contrée, encore se trouvaient-elles impraticables dans beaucoup de leurs parties. Aujourd'hui, grâce aux longues années de paix, le Gâtinais est sillonné en tout sens de routes et de chemins parfaitement entretenus, et qui tous ont été exécutés depuis 1836. Mais en 1814, les besoins de la guerre sans cesse renaissante depuis vingt ans, avaient absorbé toutes les ressources du pays et fait ajourner les travaux les plus utiles.

Le manque de bonnes voies de communications retardait les progrès de l'ennemi, mais il nuisait également aux évolutions rapides de l'armée française.

Le corps russe, campé à Ferrières et dans les environs, avait ordre de forcer les passages de Souppes et d'occuper Châteaulandon et les communes voisines, tandis qu'une autre partie, tournant à droite, devait s'avancer vers Nemours.

Le 11 février, à 7 heures de matin, le maire de Bordeaux envoyait une nouvelle dépêche à son collègue de Puiseaux. — « Les ennemis, annonçait-il, se représentent de temps à autre devant Montargis, entre la forêt et le faubourg de la Chaussée. Plusieurs ont tenté de tourner cette place par le gué de Cepoy, mais les grandes eaux rendent impraticables ce passage dans ce moment.

« Les ponts de Nargis et de Souppes sont toujours rompus et défendus : plusieurs détonations de mousqueterie dans le lointain avaient fait croire que l'ennemi avait fait parvenir de l'artillerie pour balayer la défense et l'obliger à quitter ce côté-ci (la rive gauche du Loing).

« L'ennemi s'est aussi présenté en petit nombre dans les faubourgs de Nemours. D'après les rapports des mouvements de l'ennemi, du côté de Souppes, il paraît qu'il est en nombre considérable sur la hauteur qui domine Souppes, du côté du château du Boulay. »

Ainsi, le 10 février, le pont de Souppes n'était pas encore forcé : Montargis paraissait menacé, Nemours voyait quelques éclaireurs russes dans ses faubourgs, et la ville se préparait à se défendre.

Les choses changèrent d'aspect dans la journée du lundi. Vers dix heures du matin, une forte division de cavalerie russe et cosaque, au nombre de plus de six

mille hommes, appuyée par plusieurs batteries, se présenta de nouveau devant Souppes. Le passage n'était pas gardé. Sur l'ordre du général Platow, commandant en chef, les habitants furent immédiatement mis en réquisition pour rétablir le pont et la chaussée. Vers deux heures, ce travail étant terminé, le corps ennemi put traverser le Loing et le canal sans être inquiété. Il se dirigea d'abord vers Châteaulandon, qu'il occupa sans coup férir ; après avoir pris possession de cette ville, il se divisa en deux colonnes, l'une à gauche, se dirigeant vers Beaumont, Bellegarde, Beaune, Boynes et Pithiviers ; l'autre à droite, s'étendant d'Ichy jusque sur les hauteurs de Larchant, afin de tourner et d'attaquer la ville de Nemours par la rive gauche du Loing.

Cette dernière colonne établit, le soir, son principal campement d'Ichy à Verteau, dans une vaste plaine privée d'arbres et absolument découverte.

CHAPITRE IV

Combat de Merlanval ; — Apparition de Cosaques à Puiseaux ; — Situation de cette ville ; — Proclamation de l'empereur Alexandre et ordre du prince Schwartzemberg lus aux habitants ; — Restitution d'objets enlevés par les Cosaques ; — Ils posent leur bivouac à Briarres-sur-Essonne ; — Ils en sont chassés par des dragons français ; — Effet produit à Puiseaux par leur fuite ; — Services rendus à cette ville par trois anciens militaires ; — La chanson des cuirassiers d'Eylau ; — Retour des Cosaques à Puiseaux ; — Danger couru par le maire et celui de Briarres.

La nuit suivante, vers trois heures, plusieurs escadrons de Cosaques partirent de Verteau pour reconnaître le pays, se rapprocher de la route de Fontainebleau à Orléans, et occuper, soit La Chapelle-la-Reine, soit une autre localité située sur cette route.

Il faisait un brouillard très épais, précurseur de la grande gelée qui commença le 15 février et dura jusqu'au 17 mars ; l'obscurité causée par ce brouillard empêchait de rien apercevoir, même à une petite distance. Les Cosaques arrivèrent au village d'Amponville vers quatre heures du matin. Un garde national du pays nommé Charles-César Métivet, charron, qui était de faction à l'entrée du village, entendant le bruit des chevaux, tira un coup de fusil pour avertir les habitants ainsi que les dragons français postés à Merlanval, à environ quatre kilomètres. Les Russes, croyant qu'il tirait sur eux, coururent après lui, le firent prisonnier et le contraignirent de les conduire chez le maire, Jean-Louis Leclair, cultivateur, dont ils forcèrent la maison. Le tirant à moitié nu de son lit, ils l'attachèrent à la queue d'un de leurs chevaux et l'emmenèrent avec eux. Reprenant leur marche dans le plus grand silence, ils continuèrent à s'avancer dans la direction du nord, vers la route de Fontainebleau à Orléans, à la hauteur de Merlanval. Ils savaient sans doute que ce hameau, situé à quelques centaines de mètres au-delà de cette route, était occupé par un détachement de dragons français qu'ils espéraient surprendre et enlever. Ce projet fut sur le point de réussir.

Ces dragons, au nombre de 50 à 60, faisaient partie du 8^e régiment, rappelé de l'armée du maréchal Soult. Habités aux embuscades et aux surprises de la guerre d'Espagne, ces vieux soldats avaient posé une vedette entre Merlanval et Jacquerville, et, pour plus de précaution, leur chef avait obligé les habitants d'Amponville à monter la garde, afin d'annoncer l'apparition de l'ennemi en tirant un coup de fusil ; ce qui avait eu lieu ainsi que je viens de le raconter. Mais à cause de l'intensité du brouillard, le dragon en vedette n'entendit pas ce signal, et ce ne fut qu'au bruit des chevaux, s'avançant à une courte distance, qu'il s'aperçut de l'approche de l'ennemi. Pour donner l'alarme à ses camarades, il voulu, en se retirant, tirer un coup de fusil ; mais l'humidité du brouillard fit rater le coup, et les Cosaques se précipitant à sa poursuite arrivèrent au milieu de Merlanval au moment où les dragons, sans défiance, conduisaient leurs chevaux boire à une mare située, alors, à l'entrée du hameau. Surpris à la vue de cette cavalerie beaucoup plus nombreuse qu'eux, les Français se hâtèrent de tourner bride, battant en retraite jusqu'à Mainbervilliers, où ils se rallièrent, et se réunirent aux postes logés dans ce village et dans celui de Boissy-aux-Cailles. Reprenant alors l'offensive, bien qu'encore inférieurs en nombre, ces vieux soldats poussèrent à leur tour les Cosaques fuyant devant eux jusqu'au hameau de Jacquerville.

Il était alors sept heures du matin, le brouillard était aussi épais, mais le jour commençait à poindre. Emportés par la poursuite, les dragons se trouvèrent pêle-mêle au milieu des Cosaques. Des combats corps-à-corps s'engagèrent dans les

rues de Jacquerville : douze Cosaques y furent tués, et trois, dont un officier, blessés et faits prisonniers. De leur côté les Français eurent deux hommes tués et deux blessés, un soldat nommé Vincent Billard, de Bromeilles, plus tard adjoint de cette commune, et un officier. Les blessés furent amenés dans une ferme et y reçurent les premiers soins, sans distinction de nationalité ; l'officier de dragons ayant demandé qu'il en fut ainsi. Français et Russes furent, dans la journée, transportés à l'hôpital de Fontainebleau.

Craignant, s'ils avançaient plus loin, de rencontrer le principal corps de cavalerie russe, les dragons ne voulurent pas dépasser Jacquerville : ils laissèrent les Cosaques regagner, en fuyant, leur camp de Verteau, et ils vinrent reprendre leur poste à Merlanval, Mainbervilliers, Boissy-aux-Cailles et Malesherbes, sur ou près de la route de Fontainebleau à Orléans, qu'ils étaient chargés de garder et de défendre.

Pendant que cet engagement avait lieu, le même jour, samedi 12 février, un escadron de Cosaques parti du village d'Ichy, se dirigeait à 8 heures du matin vers Puiseaux.

Cette ville se trouve située à égale distance, environ 20 kilomètres, de Nemours, Châteaulandon et Pithiviers. Elle est bâtie au fond d'une plaine dont la pente, à partir d'Ichy, en venant de Châteaulandon, s'incline d'abord vers Puiseaux, et au-delà, par une petite vallée, dite de Nanveau, vers le marais de Châtillon et la rivière d'Essonne, à environ quatre kilomètres.

Puiseaux a été entouré autrefois d'un fossé large et profond, rempli d'eau dans certaines parties, et défendu par des murs très épais, en pierre, flanqués à peu d'intervalle de grosses tours rondes percées de meurtrières et d'embrasures, pour des pièces de petit calibre. Quatre portes, d'une belle architecture de la fin du quinzième siècle, donnaient entrée dans la ville ; mais, en 1814, ces anciennes fortifications étaient déjà en grande partie ruinées, et il n'existait plus qu'une seule porte, celle dite de Saint-Jacques, placée en dedans du pont de l'abreuvoir, et formée d'un corps rentrant, au milieu, flanqué de chaque côté de deux énormes tours rondes entièrement en pierres de taille, très élevées et d'un aspect monumental. Ce remarquable spécimen de l'architecture française de la fin du règne de Louis XI ou du commencement de Charles VIII, dont la tour de l'abreuvoir, encore existante, n'est qu'un diminutif, a malheureusement été détruit en 1831 ; on ne peut en avoir qu'une idée très imparfaite aujourd'hui en consultant la vue de Puiseaux, par Châtillon, en 1610.

Cette porte était encore en assez bon état en 1814, et sa masse pouvait faire impression sur un détachement de cavalerie peu nombreux qui se présentait de ce côté pour pénétrer dans la ville.

C'était précisément par là que les Cosaques venant d'Ichy se dirigeaient. Débouchant par la grande rue du faubourg Saint-Père, ils s'étaient arrêtés à une petite distance, paraissant hésiter à traverser l'ancien pont étroit, aboutissant par un angle rentrant au passage couvert de la porte, au milieu duquel il était facile de reconnaître encore les ouvertures d'un pont-levis. Il était alors neuf heures du matin.

La marche des Cosaques avait été signalée depuis plus d'une heure, par les vedettes placées par ordre du maire aux petites lucarnes du clocher très élevé de l'église, desquels on domine au loin toute la plaine. L'annonce de leur arrivée avait excité dans la ville une grande émotion : à la consternation que leur approche y répandait, se joignait une division de sentiments regrettables. Parmi les habitants, les uns, en très-petit nombre, principalement les anciens militaires, échauffés par l'heureuse défense du pont de Souppes, à laquelle deux de leurs camarades avaient

pris part, annonçaient leur intention arrêtée de se défendre, sans calculer les suites funestes qui pouvaient en résulter. Les autres, formant l'immense majorité de la population, redoutaient les conséquences de toute tentative de résistance, et ne voyaient leur salut que dans la soumission. Convaincu que ce parti était le seul raisonnable en présence d'un ennemi nombreux, le maire l'adopta. Accompagné de trois anciens militaires, sur lesquels je reviendrai, il parcourut la ville et employa tous les moyens en son pouvoir pour calmer les esprits, annonçant aux habitants que, pour obtenir la meilleure composition, son intention était de se présenter seul et le premier à l'ennemi. En effet, il s'avança aussitôt hors la porte Saint-Jacques à sa rencontre. Il n'y fut pas longtemps sans voir les Cosaques, au nombre d'une soixantaine. S'étant fait reconnaître, il s'adressa au commandant, et il fut convenu entre eux que, de la part des Russes il ne serait fait aucun mal à la ville ; et au nom des habitants qu'il ne serait opposé aucune résistance. En conséquence, le détachement entra dans la ville au pas, suivit la rue Saint-Jacques et s'arrêta sur la place du marché aux vaches, où il resta environ une heure, sans descendre de cheval. Le commandant se borna à demander quelques bouteilles d'eau-de-vie, qu'on apporta. Il profita de cette halte pour remettre au maire un exemplaire imprimé de l'ordre du jour adressé aux soldats russes par l'empereur Alexandre et daté de Fribourg le 6 janvier 1814. Cet ordre, écrit sous l'inspiration d'une grande exaltation religieuse et sous l'influence des succès remportés par l'armée russe, paraissait emprunt d'une louable modération. — « Soldats, disait Alexandre... Les ennemis, en entrant dans notre patrie lui ont porté des coups très sensibles, mais ils en ont été cruellement punis. La colère de Dieu les a vaincus : ne les imitons pas ; l'inhumanité et la cruauté ne seront jamais approuvées par Notre-Seigneur miséricordieux. Oublions leurs actions ; ce n'est pas la vengeance et la haine qui nous animent, c'est le désir d'en venir à un accommodement amical. Il est contre l'honneur d'un Russe de maltraiter un ennemi désarmé. Sa gloire est de le traiter généreusement. Voilà ce que nous impose la loi du Seigneur, qui nous ordonne d'aimer notre ennemi et de faire du bien à celui qui nous en veut... »

Rien de plus orthodoxe que de tels sentiments. Mais voici la moralité de la fable. En même temps que cet ordre du jour, l'officier russe remit au maire de Puiseaux un avis imprimé, adressé au peuple français, ainsi conçu :

« Le nommé Charles Léquier, de la commune d'Ichy, égaré par des proclamations que l'honneur et l'humanité désavouent, arrêté les armes à la main, traduit devant le conseil de guerre rassemblé à Vesoul le 13 janvier 1814, à 9 heures du matin, et condamné à mort, a obtenu sa grâce, accordée à la prière de nombreux et honnêtes habitants, et surtout au titre de père de six enfants, dont l'existence dépend de la sienne.

« Le conseil de guerre se tiendra désormais où le malfaiteur assassin aura été arrêté ; il y sera jugé et puni de mort. »

« Son altesse le maréchal prince de Schwartzemberg en a donné l'ordre à tous les commandants des corps qui composent l'armée alliée. — Le 14 janvier 1814. »

Dans le langage qu'on parle à la guerre, lorsqu'on se sent plus fort, cela voulait dire : « *Tout habitant qui essayera de se défendre, sera immédiatement fusillé.* »

Pendant que le maire lisait ces deux documents, des habitants de la campagne auxquels ces mêmes Cosaques, en dépit des recommandations si chrétiennes de leur empereur, avaient pris dans le chemin d'Ichy une montre, des boucles d'argent et un manteau, voyant l'officier du détachement causer tranquillement avec ce magistrat, s'adressèrent à lui pour réclamer leurs effets. Il en dit un mot à l'officier qui

ordonna sur le champ leur restitution, à la grande satisfaction des réclamants et de tous les assistants. Cet officier qui, contrairement aux habitudes des Russes, parlait fort mal français, voulant partir, demanda où il pourrait trouver un pont sur la rivière d'Essonne. On lui répondit que le plus rapproché se trouvait sur la commune de Briarres, distante d'environ cinq kilomètres. Il réclama un guide pour s'y rendre et il y établit son campement.

Vers les trois heures de l'après-midi, au moment où sa troupe se préparait à manger, elle fut attaquée par des dragons français (1) qui, passant sur la route de Pithiviers à Malesherbes, avaient envoyé en avant une forte reconnaissance pour éclairer leur marche. Ces dragons allaient rejoindre ceux qui s'étaient battus le matin à Merlanval. Ayant appris, aux premières maisons de Briarres, du côté de Manchecourt, que des Cosaques s'y trouvaient au bivouac, ils fondirent sur eux à l'improviste et avec une telle impétuosité que le chef des Russes aurait eu la tête fendue d'un coup de sabre, sans un morceau de bois fiché dans le mur, qui para le coup. Cette rencontre obligea les Cosaques à retourner au plus vite au camp du général Platow, qui s'étendait d'Ichy à Verteau, et d'où ils étaient venus le matin.

Cette retraite précipitée fut connue le jour même à Puiseaux : ceux des habitants qui avaient voulu se défendre, encouragés par le voisinage de la cavalerie française, regrettèrent de ne pas avoir exécuté leur projet, et se promirent, pour le cas où les Cosaques reviendraient, que les choses se passeraient autrement.

J'ai dit plus haut que le maire s'était fait accompagner le matin, dans la ville, par trois anciens militaires, dont la présence et les paroles avaient contribué à calmer les esprits. Je dois maintenant faire connaître ces hommes et rappeler quels services ils ont rendus au maire et au pays. Ils n'étaient rentrés tous les trois à Puiseaux qu'à la suite de réformes prononcées pour blessures graves reçues sur le champ de bataille.

Le premier, Beaugard (Louis-Gabriel), fils du jardinier de son bisaïeul, était né dans sa maison et ne la quitta que lorsqu'il fut obligé de partir avec la réquisition, en 1793. Pendant trois ans, il prit part, dans la 28^e demi-brigade, à la triste guerre de Vendée. Il fut ensuite incorporé dans la 40^e, attachée à la division d'Augereau en Italie, où elle rivalisa de bravoure avec les autres corps de cette héroïque armée. Revenu à Puiseaux en vertu d'un congé temporaire, Beaugard fut rappelé pour la campagne de Marengo ; et, bien qu'il n'eût pas assisté à cette bataille, se trouvant alors détaché dans les environs d'Alexandrie, ses anciens camarades et les habitants de Puiseaux lui avaient donné le surnom de ce combat célèbre. *Marengo* était un homme rude en apparence, mais au fond excellent, un vrai modèle d'honneur, de probité, même de délicatesse. En outre, il était extrêmement attaché à notre famille, et particulièrement à notre père, dont il avait été le compagnon d'enfance. Il avait rapporté de ses campagnes d'Italie une admiration sans bornes pour son illustre chef, le général Bonaparte. Il n'en parlait jamais sans une sorte d'exaltation et d'attendrissement, louant non seulement la bravoure personnelle et ses combinaisons militaires, mais rendant justice également au soin qu'il prenait de ses soldats. Combien de fois, dans ma jeunesse et plus tard, Marengo ne m'a-t-il pas raconté les combats de ces immortelles campagnes, et particulièrement tous les détails du passage du pont d'Arcole, où les grenadiers de la 40^e, parmi lesquels il se

(1). La tradition du pays veut que le détachement cosaque ait été mis en fuite par un seul dragon, trompette dans son régiment, qui, né à Briarres, y venait par hasard voir sa famille. Apercevant les cosaques, dont il ne pouvait être vu, il se mit à sonner la charge, en poussant son cheval au galop, ce qui les fit fuir à toutes brides.

trouvait, se précipitèrent pour retirer le chef de l'armée, tombé dans un marécage sous son cheval noir, qui, en se relevant, s'enfuit du côté des Autrichiens ! Marengo était à la maison jardinier et chef des vigneron ; comme il parlait passablement l'italien, et que sa fermeté, sa fidélité étaient inébranlables, notre père avait pensé que sa présence pourrait être utile lorsque l'ennemi arriverait : c'est pourquoi il l'avait installé près de son cabinet, où Marengo se tenait à sa disposition la nuit comme le jour, autant par l'attachement qu'il lui portait que par dévouement au pays.

Le second de ces anciens militaires, Chagot (Thomas), réformé pour ses nombreuses blessures (il en avait dix-huit sur le corps), avait fait, comme caporal au 76^e de ligne, les campagnes d'Allemagne, de Prusse, de Pologne, d'Espagne et de Portugal : entendant et parlant un peu les langues de ces différents pays, il était destiné à servir d'interprète lorsque les Russes ou autres étrangers se présenteraient : précaution des plus nécessaires, car lorsqu'on peut se faire comprendre de l'ennemi, on évite bien des dangers.

Enfin, le troisième de ces hommes aussi intrépides que dévoués, était M. Mignon (Etienne), qu'on appelait généralement alors, à cause de sa remarquable prestance, *le beau Mignon*, ou Mignon cuirassier, parce qu'il avait servi dans cette arme ; il entendait et parlait bien l'allemand, ayant fait les campagnes de Prusse et de Wagram. M. Mignon, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-treize ans, est le seul qui ait survécu à ses deux anciens camarades, et c'est non seulement un des beaux vieillards de Puiseaux, mais, ce qui vaut mieux encore, c'est un des chefs de famille les plus dignes et les plus recommandables. En présence des étrangers, M. Mignon était doué d'une plus grande longanimité que les deux autres, et comme pour se consoler de voir l'ennemi dans son pays, il fredonnait souvent à voix basse, ne voulant pas céder à un mouvement de vivacité, la chanson de la *division infernale des cuirassiers d'Eylau*, composée le lendemain de cette sanglante bataille, par M. Chatelain, major au 9^e cuirassier.

Voici ce chant de guerre, inspiré plutôt par le dieu Mars que par Apollon et les Muses, tel que M. Mignon me l'a dicté à 82 ans, en se rappelant ses souvenirs :

LES CUIRASSIERS D'EYLAU

De la grosse cavalerie,
Un jour l'empereur des Français,
A su former par son génie
Les régiments les plus parfaits.
Dans les camps et sur l'Esplanade,
On accourt par tous les sentiers,
Pour voir défiler la parade
Aux escadrons de cuirassier.

Quand ils marchent à la bataille,
Ils ne sont jamais les premiers ;
Mais sous la décharge à mitraille,
Ils ne sont jamais les derniers.
Veut-on terminer une affaire
Et moissonner tous les lauriers ?
Aussi vite que le tonnerre
On fait charger les cuirassiers.

Le jour d'Eylau, jour mémorable,
Ils déployèrent leur valeur ;
Et dans un choc épouvantable
On put voir briller leur ardeur.
Ces troupes de fameux Cosaques,
Se croyant déjà prisonniers,
Disaient entre eux : tournons casaques,
Voici venir les cuirassiers.

Quand dans une importante affaire,
Nos fantassins sont repoussés,
Ils se reforment en arrière,
Sous le feu bientôt ralignés ;
Et jaloux de leur part de gloire,
Ils répètent en vrai guerriers :
Nous sommes sûrs de la victoire,
Amis, voici les cuirassiers.

Ils sont pires que des diables,
Leurs bras retourneraient l'enfer :
On les nomme les indomptables,
Les vigoureux, les cœurs de fer.
Ces noms leur viennent de l'armée
D'Eylau, le huit de février ;
C'est la voix de la renommée :
Vive à jamais le Cuirassier !

Ainsi que je l'ai dit, MM. Mignon, Chagot et Marengo se tenaient presque constamment à la disposition du maire de Puiseaux, passant même souvent la nuit dans sa maison. Ils répondaient aux détachements ennemis lorsqu'ils se présentaient, traduisant leurs demandes et tachant de les apaiser lorsqu'ils se trouvaient mécontents ; en un mot, leur présence était une précieuse assurance de sécurité, en même temps qu'elle facilitait les rapports avec l'ennemi.

Le dimanche 13 février, la matinée fut tranquille à Puiseaux jusque vers onze heures. Le maire étant à la messe, on vint le prévenir que, du clocher, on apercevait de nouveau les Cosaques qui s'approchaient avec vitesse. Il sortit aussitôt de l'église, suivi bientôt par le vénérable curé, M. Pannier, né à Puiseaux, aimé et respecté de tous. Ils virent alors un mouvement inaccoutumé dans la ville : chacun s'empressait de fermer les portes et les fenêtres des maisons et d'y faire rentrer les femmes et les enfants. Quelques hommes, au nombre à peine d'une douzaine, couraient dans les rues avec des sabres, des pistolets et des fusils de chasse, et cherchaient à se réunir sur la place du marché aux vaches, par laquelle les Cosaques devaient déboucher dans la rue Saint-Jacques. Six ou huit anciens militaires se tenaient déjà embusqués derrière le puits du Pilon, (aujourd'hui remplacé par une pompe), attendant que les premiers cavaliers ennemis eussent franchi la porte Saint-Jacques pour tirer dessus.

A cette vue, le maire, comprenant le danger que courait la ville, s'efforça d'user de son autorité et de toute son influence pour déterminer les habitants armés à ne point faire feu et à se retirer. Il cherchait à leur démontrer l'imprudence de leur conduite et l'impossibilité où ils se trouvaient de se défendre avec avantage contre un ennemi nombreux et pourvu d'artillerie.

De son côté, Marengo, qui était accouru, s'était adressé en termes plus qu'énergiques à ceux de ses anciens camarades qui apprêtaient leurs armes, et leur disait qu'ils allaient faire piller et brûler la ville ; qu'ils n'avaient que quelques coups de plomb de chasse à tirer contre une masse énorme de cavaliers, suivis de plusieurs batteries qu'on voyait distinctement du clocher, à une petite distance. Répondant à un de ses compagnons de la 40^e, qui lui reprochait de ne pas oser se défendre, il lui rappela qu'il était avec lui à Arcole, Lodi, Rivoli et bien d'autres combats ; qu'il connaissait la guerre, mais que ce serait folie d'essayer la moindre résistance. Le curé Pannier était également intervenu, et sa voix, toujours écoutée, avait déterminé quelques hommes armés à se retirer.

Pendant ces colloques, les Cosaques avaient franchi la porte Saint-Jacques, et des cris annonçaient qu'ils allaient paraître sur la place. En effet, ils arrivaient non tranquillement et au pas, comme la veille, mais en chargeant au galop, la lance d'une main, le pistolet de l'autre, paraissant furieux et prévenus de l'idée qu'on les avait trompés en les envoyant la veille à Briarres, dans une embuscade.

L'un d'eux, reconnaissant le maire et supposant sans doute qu'il commandait aux habitants de se défendre, fondit sur lui, la lance basse, avec la rapidité de l'éclair. Le maire n'évita le coup qu'en s'effaçant et en se jetant précipitamment dans la maison d'un nommé Beugeard, perruquier, dont la porte, heureusement, était restée entr'ouverte. Convaincu de la méprise et comprenant qu'une explication était nécessaire, le maire ressortit aussitôt et fit signe à ce Cosaque, qui retournait son cheval, qu'il cherchait à maintenir la tranquillité. Le Cosaque s'approchant, appela ses camarades, au nombre d'une vingtaine, qui couraient sur la place pour éloigner et effrayer les habitants, et l'un d'eux dit en français au maire de venir s'expliquer avec leur commandant qui était resté hors de la ville. Le maire répondit qu'il y consentait. Il se disposait à les suivre, lorsque les habitants, commençant à se rassurer, l'entourèrent et lui déclarèrent qu'il ne devait pas se soumettre à cette proposition et qu'ils s'opposaient à ce qu'il sortît de la ville. Les motifs qu'ils alléguaient étaient, qu'indépendamment du danger potentiel personnel qu'il pourrait courir, l'ennemi exigerait de la ville une forte contribution pour le relâcher. Après les avoir engagés à ne rien donner pour lui si les Cosaques abusaient de sa position, le maire les suivit, résolu à s'exposer à n'importe quel danger pour sauver la ville.

A peine eut-il franchi la porte Saint-Jacques que les Russes l'entourèrent et le placèrent au milieu d'eux. A l'exception de Marengo, qui marchait seul derrière le détachement, sa bêche sous le bras, aucun habitant ne l'avait accompagné. Cette escorte le conduisit immédiatement devant le chef de la colonne qui attendait près des murs du cimetière, avec une centaine de cavaliers. Ce commandant paraissait un officier de distinction et d'un grade bien supérieur à celui qui était venu le premier jour. Il donna l'ordre à sa troupe d'entourer le maire et commença par lui adresser les plus vifs reproches pour ce qui était arrivé à Briarres. Il rappela que non seulement sa troupe n'avait commis aucun dégât dans la ville, mais qu'à sa considération, l'officier avait fait restituer des objets pris de bonne guerre ; que loin de reconnaître ces bons procédés, il l'avait envoyé dans une embuscade où il avait failli périr ; il le menaça de lui faire payer chèrement cette trahison ; ajoutant que si les habitants se

remuaient, il brûlerait la ville, étant envoyé par le général Platow, qui se trouvait campé à une lieue de là avec dix mille hommes et de l'artillerie : — Ce qui était vrai.

Après avoir écouté en silence, le maire essaya de se justifier en affirmant qu'il n'avait eu aucune connaissance qu'il dût passer, la veille, de la troupe française à Briarres ; qu'en faisant guider le détachement cosaque à ce pays, il n'avait fait que se conformer au désir manifesté par son chef, puisque cet officier avait demandé qu'on le conduisît au village le plus proche où il existait un pont sur la rivière d'Essonne. Or, Briarres était bien l'endroit désigné, car il n'existait (alors) d'autre pont sur cette rivière qu'à Malesherbes, gardé par les Français, ou à Aulnay, dont le pont était rompu et impraticable.

Touché de ces explications qui paraissaient sincères, le commandant russe envoya aussitôt chercher le maire de Briarres, M. Marlin, afin de l'interroger et de voir si sa déclaration, s'accorderait avec celle de son collègue. M. Marlin arriva deux heures après, garrotté solidement sur un des chevaux cosaques, et ayant perdu ses chaussures dans une course rapide. Il confirma de tous points le récit du maire de Puiseaux, et l'officier russe demeura convaincu de leur sincérité ; c'est pourquoi il les fit relâcher tous les deux, en les invitant à maintenir l'ordre et la tranquillité dans leurs communes, leur promettant, à cette condition, que ses Cosaques ne feraient aucun mal.

Appuyé au mur peu élevé du cimetière, Marengo avait patiemment attendu le dénouement de cette scène : il me l'a souvent racontée ; ajoutant : « Si les Cosaques eussent touché à un cheveu de votre père, j'en aurais tué un de ma main, bien que je fusse certain d'y passer après. » — Je ne doute nullement qu'il l'eût fait.

Pendant ces longues heures ma mère était en larmes à la maison, remplie de femmes et de jeunes filles, et l'inquiétude s'était répandue dans la ville. Elle ne cessa que lorsqu'on vit le maire rentrer, tandis que les Cosaques reprenaient le chemin de leur camp d'Ichy.

Ils revinrent le lendemain matin, en même nombre et commandés par les mêmes officiers, établir leur bivouac près de l'endroit dit la Grange-à-Tazé, à l'entrée du faubourg Saint-Mathurin. Pendant leur séjour à Puiseaux, les officiers prirent leurs repas chez le maire, et leur chef lui promit, au nom du général Platow, protection pour la ville. Il tint parole, et tant que les Cosaques restèrent à Puiseaux, bien qu'un passage continuel s'opérât entre le camp de Platow et ceux des autres généraux occupant, l'un la route de Beaumont et Boynes à Pithiviers, l'autre celle de Montargis à Orléans, aucun habitant de Puiseaux ne fut inquiété, aucune vexation ne fut commise dans cette ville.

CHAPITRE V

Mouvement des Cosaques de Beaumont, Boynes et Beaune-la-Rolande, vers Pithiviers. — Montargis est mis en état de défense, mais sa garnison manque de vivres et de munitions. — Première apparition des Russes aux environs de la place. — Elle réunit de la poudre, des cartouches et deux canons. — Les Cosaques cernent la ville, qui est abandonnée sans combat par la garnison ; elle est occupée par l'ennemi qui ne fait que la traverser. — Enlèvement comme otages du maire et d'un habitant de Boynes. — Colonne russe détachée du côté de Pithiviers ; elle entre dans cette ville sans trouver aucune résistance. — Elle en est chassée par un détachement de dragons français. — Le maire de Pithiviers est emmené par les Russes. — Malheureuse méprise de l'infanterie française. — Protestation des habitants contre les droits d'octroi et autres, réclamés après le départ des Russes.

Une colonne russe s'avancait de Beaumont par Boynes jusqu'à Pithiviers. Informé de son approche, le sous-préfet de cette ville avait averti le préfet du Loiret que, d'après les recommandations du général Treillard, commandant une division française qui avait traversé Pithiviers, se rendant à Fontainebleau, il était décidé à abandonner la ville lorsque l'ennemi s'y présenterait. Il annonçait également l'envoi à Orléans des papiers les plus importants.

Le même jour, 13 février, vers 7 heures et $\frac{1}{2}$ du soir, les Cosaques, au nombre de 250, après avoir occupé la commune de Boynes, établirent leur camp au bas du hameau de Chalmon et s'y firent livrer par la municipalité de Boynes des rations d'eau-de-vie, de vivres et de fourrages.

Le 14, à 4 heures du matin, un officier partit, avec un petit détachement, en reconnaissance dans les communes d'Yèvre-la-Ville, Ascoux, Escrennes et autres circonvoisines, plaçant des vedettes de distance en distance et s'informant partout s'il y avait des troupes françaises à Pithiviers et s'il devait y passer de la cavalerie. Rentré à Boynes à 8 heures du matin, ce détachement se remit de suite en marche avec le reste de la troupe, pour Beaune-la-Rolande, et ne reparut pas à Boynes de la journée. Il attendait sur le chemin chaussé, ancienne voie romaine qui du marais de Sceaux passe près de Beaune, l'arrivée d'une forte colonne, sous les ordres du général Seslaven, venant de Montargis.

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, il est nécessaire d'exposer ici ce qui s'était passé dans cette ville.

Situé à la fois sur le Loing, le canal de ce nom et celui d'Orléans, à cheval sur les routes de Paris à Lyon par le Bourbonnais, et celles de Gien et d'Orléans, Montargis était naturellement indiqué comme un des points stratégiques qu'il importait le plus de mettre à l'abri d'un coup de main de l'ennemi.

Dès le 20 janvier, par suite d'ordres du ministre de la guerre, des dépôts de plusieurs régiments d'infanterie et de cavalerie avaient été dirigés sur cette ville. Mais les exigences de l'armée principale, commandée par l'empereur, avaient contraint de changer ces dispositions, et la défense de Montargis était restée confiée uniquement à un bataillon du 121^e de ligne, de nouvelle formation et fort de 289 hommes, mis sous les ordres du major Legros, nommé commandant de la place. On avait annoncé l'envoi de deux pièces de canon du calibre 4, qui n'étaient pas encore arrivées à la fin de janvier. A la même époque, les cartouches manquaient complètement à la troupe de ligne, à ce point que, sur les instances du commandant, le maire fut obligé de requérir, chez les débiteurs et les particuliers, toute la poudre de chasse et tout le plomb. On en recueillit ainsi de quoi faire 900 cartouches ; un peu plus de trois par fusil.

Comme Montargis est entouré d'eau et qu'il peut être facilement défendu contre une attaque de cavalerie, le ministre de l'intérieur, d'après les ordres de l'empereur, avait prescrit au sous-préfet, le 26 janvier, de mettre la ville à l'abri d'une irruption soudaine au moyen d'ouvrages de fermeture à son enceinte. Les ponts devaient être également protégés par la production de tambours. M. Bouchet, ingénieur ordinaire à Montargis, fut chargé par le directeur général des ponts-et-chaussées d'exécuter ces travaux : il était autorisé à requérir les ouvriers et à faire couper dans la forêt de l'Etat les bois nécessaires.

Le 30 janvier, cet ingénieur ayant reçu du chef de bataillon du génie, Duriveau, les instructions pour faire sauter, au besoin, plusieurs ponts de la ville, s'était adressé au sous-préfet, afin d'obtenir 600 kilog. de poudre de mine nécessaires pour préparer cette opération.

On a vu qu'il n'y avait pas de poudre à Montargis : le sous-préfet s'empressa d'en réclamer à Orléans, à la préfecture. Il demandait également l'envoi des fonds promis pour payer les ouvriers employés aux travaux de défense, qui menaçaient de se retirer s'ils ne recevaient pas leurs journées. Au surplus, ce fonctionnaire traçait dans sa lettre le tableau le plus triste du trouble et du désordre qui régnaient sur la ville. « Montargis, disait-il au préfet, était rempli de prisonniers de guerre, espagnols et autres, qui n'étaient pas attendus ; de militaires isolés d'une infinité de régiments qui cherchaient leurs corps ; le tout offrait le spectacle d'une retraite forcée. Pour ajouter à notre situation, le fournisseur des vivres-pain n'avait pas de quoi assurer la subsistance, et il a déclaré qu'ayant usé son crédit et se trouvant en avance de 20,144 fr., il était hors d'état de continuer le service. Comme il ne peut souffrir d'interruption, ajoutait-il, j'ai autorisé le maire à faire des réquisitions de grains, en blé, méteil et seigle. Je n'ai pas eu le temps de vous consulter, la mesure était urgente. »

Cependant, au milieu de cette confusion, la route de Paris à Lyon était encore libre, et les malles et diligences, parties de ces deux villes, passaient encore le 30 janvier à Montargis.

Le lendemain, le préfet du Loiret annonçait l'envoi de 600 kilog. de poudre de mine : quant aux cartouches qui avaient été également réclamées pour l'infanterie, il n'y en avait pas à Orléans dont il fut possible de disposer.

Le même jour on apprit, par une estafette envoyée par le maire de Courtenay, que les Russes étaient campés autour de Sens, occupés par le général Devaux et environ 300 fantassins, avec plusieurs brigades de gendarmerie.

Cette nouvelle avait excité à Montargis une véritable panique qui fit sortir de la ville un grand nombre de familles, les unes se dirigeant sur Paris, les autres sur Orléans. Le sous-préfet lui-même, ne doutant pas de la prochaine arrivée de l'ennemi et ne paraissant avoir confiance ni dans la garnison, ni dans les travaux entrepris pour la défense, écrivait au préfet qu'il se préparait à se retirer à Lorris. En effet, le 1^{er} février il gagna ce chef-lieu de canton.

Le lendemain, à 11 heures du matin, une avant-garde de 30 à 40 cavaliers russes parut devant Montargis et passa au coin du mur Saint-Dominique, côté de la forêt. Ils mirent pied à terre ; mais une reconnaissance de la garnison s'étant avancée, ils remontèrent précipitamment à cheval et regagnèrent la forêt.

A midi, on aperçut au bout du faubourg de la Chaussée, côté de Châteaurenard, 300 cavaliers rangés en bataille. Ils restèrent environ une heure dans cette position et se divisèrent ensuite en plusieurs détachements qui se répandirent dans les campagnes voisines. A neuf heures du soir, ils se trouvaient de nouveau réunis, et,

de la ville, on voyait leurs feux du côté des Closiers et dans la forêt. On s'attendait pour le lendemain à une attaque.

Elle n'eut pas lieu, et l'ennemi, au contraire, se retira sur Ferrières et Courtenay.

Instruit de cette retraite, le sous-préfet s'empessa de rentrer, le 4 février, à Montargis. Il y reçut le lendemain les 600 kilog. de poudre de mine, et en outre 30,000 cartouches, envoyées de Paris par le ministre de la guerre. Enfin, les deux pièces de canon de 4, venant de Melun, Nemours et Châteaulandon, sous l'escorte de quelques gendarmes, arrivèrent le 6 avec deux artilleurs. La garnison se trouvait ainsi en mesure de défendre la ville, non seulement contre un corps de cavalerie, mais même contre une attaque de fantassins.

Le même jour, le sous-préfet fut informé qu'une colonne de Cosaques avait passé la veille le pont de Joigny. Il apprenait en même temps qu'un autre corps de cavalerie d'environ 6,000 hommes, avec huit pièces de canon et un obusier, avait occupé Courtenay et envoyé des postes à Ferrières et à la Chapelle-Saint-Sépulcre.

Les ponts de Fontenay et de Nargis, rompus lors de la première apparition de l'ennemi, avaient été réparés à la hâte après sa retraite. A l'annonce de son retour, ils furent coupés de nouveau. Dès leur arrivée, le premier soin des Russes fut de les rétablir : ils forcèrent les maires de requérir les habitants pour ce travail, les menaçant de les arrêter et même de les fusiller s'ils se refusaient à obéir sur-le-champ.

Instruit de ces dispositions dans la nuit du 8 au 9 février, le commandant de Montargis avait envoyé de suite 40 à 50 soldats du 121^e, sous les ordres de M. Bazin, capitaine en retraite, pour s'y opposer : mais ce détachement, trop faible, fut obligé de rentrer dans la ville.

En même temps que ce corps russe se dirigeait sur Montargis, celui qui avait traversé l'Yonne à Joigny, le 5 février, continuait sa marche, et de Saint-Fargeau paraissait menacer le passage de la Loire à Gien. Cette ville n'avait aucune garnison de troupe de ligne ; sa garde nationale mal armée, sans munitions, y faisait seule le service. Aussi le sous-préfet prévoyait-il qu'il serait impossible de résister. Le 9 février il signalait au préfet le danger de cette situation et réclamait énergiquement du secours, mais inutilement, car la place d'Orléans elle-même n'était occupée que par une garnison insuffisante.

Le 9 février, dans l'après-midi, un des vicaires de Montargis, en même temps desservant de la petite commune de Chalette, à 2,500 mètres de la ville, fut enlevé par deux Cosaques et conduit près de Ferrières, à leur quartier général, où il fut interrogé sur la force de la garnison et de la place.

Le 10, vers midi, du second étage de sa maison, le sous-préfet, accompagné du commandant Legros, pouvait apercevoir les cavaliers russes sortir de la forêt du côté de Courtenay. Ils traînaient huit canons et deux obusiers. La ville était dans un mouvement extraordinaire : la petite garnison s'était rassemblée et occupait les postes qui semblaient le plus menacés. Mais l'ennemi ne tenta aucune attaque : il s'éloigna, paraissant se diriger vers Souppes. Dès la veille il avait essayé de passer les ponts de ce village, mais comme on l'a vu, il n'avait pu les franchir. Cette entreprise devait réussir plus facilement le 11, ainsi que je l'ai précédemment raconté.

Le même jour, vers huit heures du matin, les Cosaques, en petit nombre, se présentèrent de nouveau à Montargis, du côté de la forêt. Quelques coups de fusil des postes avancés de la garnison, appuyés d'un seul coup de canon, suffirent pour les déterminer à se retirer sur la route de Paris. Mais comme l'ennemi avait placé des

détachements du côté du faubourg de la Syrène, route de Boynes, il pouvait en un instant se rendre maître de la route d'Orléans et de celle de Lyon. Dès lors la ville se trouvait cernée. Effrayé de cette situation, le sous-préfet se préparait de nouveau à quitter son poste. En effet il partait le soir à 10 heures et se rendait à Nogent-sur-Vernisson, d'où il donnait avis au préfet, le lendemain 12 février, à cinq heures du matin, de la retraite de la garnison sur Gien.

Voici ce qui s'était passé à Montargis : le 11 février, à onze heures du soir, le commandant-major Legros ayant réuni ses officiers en conseil de guerre, il avait été décidé que les ouvrages de défense n'étant pas complétés, la place ne pouvait pas tenir. En conséquence, le 12, à deux heures du matin, toute la garnison, les deux canons, les munitions, les blessés et malades, ainsi que les fonctionnaires publics, se mirent en route pour Gien, et la défense de la ville resta confiée au seul dévouement des habitants qui manquaient d'armes et de cartouches. — On a peine à comprendre comment une troupe française, forte de 300 hommes avec deux pièces de canon, et approvisionnée à 100 cartouches par fusil, se décidait à abandonner ainsi, sans coup férir, une place entourée d'eau, dont les ponts étaient minés, et qui était protégée en partie par des ouvrages de campagne. Cette détermination est d'autant plus difficile à expliquer, que le corps ennemi n'était composé que de cavalerie soutenue, il est vrai, par huit pièces et deux obusiers, mais hors d'état de riposter avec avantage, avec des carabines et pistolets, aux feux de mousqueterie de la garnison.

Au point de vue stratégique, la conservation de Montargis importait essentiellement à la défense du territoire ; son abandon, sans brûler une cartouche, paraissait donc fort regrettable.

Quoi qu'il en soit, dès cinq heures du matin, le 12 février, quelques éclaireurs russes parurent à la porte du Loing, observant ce qui se passait dans la ville et cherchant à s'assurer qu'elle n'était plus gardée par une force française régulière. Une demi-heure plus tard, un piquet de quarante Cosaques se présenta au bout du faubourg de la Syrène, de l'autre côté des barricades précédemment établies, et somma la ville de se rendre, en annonçant qu'il était suivi d'une forte colonne. Le maire averti, vint immédiatement et répondit qu'il ne rendrait pas la ville à un si faible détachement. Il demanda à parlementer avec le général, chef des forces russes. L'officier s'y refusa, laissant à la ville la faculté d'envoyer deux députés au camp établi au bas de la montagne de Thory à Nargis, éloigné de quatre lieues de Montargis, afin de discuter, dans l'intérêt de la ville, les conditions de sa reddition. Cette proposition ayant été acceptée, MM. de Breuze, docteur en médecine, adjoint au maire, et Noirot, capitaine d'une des compagnies de la garde-nationale, partirent immédiatement pour se rendre auprès du général russe Seslaven, qui les reçut avec beaucoup d'égards. Le résultat de leur conférence fut que les personnes et les propriétés seraient respectées, que 1,500 hommes seulement traverseraient la ville, et qu'il leur serait fourni les vivres et les fourrages, ainsi que les fers nécessaires à leurs chevaux.

Vers une heure après midi, le général, à la tête d'environ 1,500 cavaliers, partie hussards, partie Cosaques, avec deux pièces de campagne, mèches allumées, fit son entrée au pas dans la ville.

Arrivée sur la place d'Armes, cette colonne s'y rangea en bataille, et, après quelques évolutions, elle en partit pour se porter derrière le château, au bout du faubourg de la Conception, sur la route d'Orléans. Elle y posa son bivouac dans les

champs voisins de la maison des héritiers Habert, que le général russe avait choisi pour son logement.

A peine installé, le général envoya un de ses aides-de-camp à la mairie, où le corps municipal se tenait réuni. Cet officier exposa que la colonne russe n'avait traversé Montargis que comme un lieu de passage, qu'il n'y serait commis aucun excès, et qu'il répondait, au nom de son chef, de la tranquillité publique. Il se borna d'abord à demander les vivres et fourrages nécessaires à sa troupe ; mais une heure après il revint faire de nouvelles réquisitions en vins, eaux-de-vie, draps, toiles et fers de chevaux.

Le lundi 14 février, à 9 heures du matin, le général russe leva son camp, n'y laissant qu'un officier et 60 Cosaques, qui, le 16, transportèrent leur bivouac sous les murs de Saint-Dominique, où ils restèrent jusqu'au dimanche 20 du même mois.

Quant au général Seslaven, se mettant en route avec son corps, uniquement composé de cavaliers suivis de la même artillerie, il se dirigea par la route de Beaune, alors dans le plus mauvais état, pour se réunir au détachement campé sur le chemin chaussé. Cette jonction était opérée le 14 février, dans l'après-midi.

Le lendemain mardi 15 février, sur les huit heures du matin, le général, à la tête d'environ 2,000 hommes, avec cinq pièces de canon et un obusier, reprit possession, pendant deux heures seulement, du bivouac occupé précédemment près du hameau de Chalmont. Aussitôt après son arrivée, il envoya un de ses aides-de-camp chercher le maire de Boynes. Il lui reprocha en termes fort vifs d'avoir informé les autorités de Pithiviers du mouvement de sa troupe, et lui déclara qu'il le gardait comme otage avec un des notables habitant de Boynes. En effet, vers dix heures du matin, le maire et son compagnon, placés tous les deux en tête de la colonne et à pied, furent obligés de l'accompagner jusqu'au camp de Dadonville, où, la veille, des Cosaques étaient venus s'établir.

Dès le 14, avant le jour, quelques uns de ces cavaliers étaient entrés à Pithiviers. On montait la garde dans la ville et il y avait un petit poste de gardes nationaux à l'abbaye. Les Russes ne les attaquèrent point, et de leur côté les garde nationaux n'essayèrent pas de les repousser. L'officier cosaque se fit conduire à la mairie, s'empara de la personne de M. Descoutures, maire de Pithiviers, et le contraignit de lire, sur les places publiques, l'ordre du jour de l'empereur Alexandre et l'avis donné aux habitants par le prince de Schwartzemberg qu'ils publiaient partout.

Ils se représentèrent le 15, au matin, en plus grand nombre, mirent la ville à contribution de cinq cent mille francs, mille aunes de draps, cinq cents aunes de toile, autant de paires de bottes ; mais de tout cela ils n'exigèrent immédiatement que la fourniture de soixante aunes de draps qu'ils emportèrent.

Pendant que les Russes prenaient possession de Pithiviers par les portes d'Orléans et du Gâtinais, le sous-préfet en sortait à pied par des rues détournées et gagnait Andonville, situé près d'Angerville et la route d'Orléans à Estampes.

La veille, ayant appris qu'une division française détachée de l'armée d'Espagne, forte de 1,800 chevaux et 5,500 fantassins avec de l'artillerie, sous les ordres du baron Ismaert, devait arriver à Neuville-aux-Bois, le sous-préfet avait fait prier le général de hâter sa marche dans le but de repousser l'ennemi. Le général avait accédé avec d'autant plus d'empressement à cette demande, qu'il devait nécessairement passer par Pithiviers, ayant l'ordre de rejoindre, à marches forcées, l'armée commandée par l'empereur.

Depuis leur entrée à Pithiviers, les Cosaques avaient employé le temps à faire transporter à leur camp de Dadonville les nombreuses réquisitions de fourrages

préparées pour la division française. Ils avaient fait prisonniers environs 80 blessés, envoyés de Milly sur six grosses voitures. Enfin, ayant ouvert la prison, ils mirent en liberté les détenus, parmi lesquels trois déserteurs. Toutefois sur les explications qui leur furent données, ils ne voulurent point qu'on relâchât deux bergers des fermes de Beaulay, accusés d'avoir incendié la grange d'une de ces fermes.

Dans l'après-midi du 15 février, la division du général Ismaert, précédée par une forte avant-garde de dragons et un bataillon d'infanterie, s'était dirigée de Neuville sur Pithiviers. Les Russes, avertis par leurs vedettes, vers six heures du soir, de l'approche de cette avant-garde, se réunirent aussitôt à l'entrée de la ville du côté de la route d'Orléans, attendirent que les dragons fussent à portée, et les reçurent par une décharge de leurs pistolets et de leurs carabines. Les Français ripostèrent en chargeant au galop, et une fusillade assez vive s'engagea dans les rues de Pithiviers. Informés sans doute de la force des corps qui suivaient, les Cosaques ne jugèrent pas à propos de prolonger le combat ; ils battirent en retraite poursuivis par les dragons ; mais, en se retirant, ils enlevèrent le maire de Pithiviers, qu'ils forcèrent de les suivre sur un de leurs chevaux lancés à toutes brides, à côté de son collègue de Boynes et de l'habitant de cette commune qu'ils avaient emmenés le matin. Ils étaient de retour à leur camp de Boynes vers onze heures du soir : mais cette fois, ils n'observèrent pas la même discipline que les jours précédents. Se répandant à Rouvres, à Chalmont et même à Boynes, dans les maisons, ils les dévastèrent et rien n'y fut respecté. Néanmoins, le maire de Boynes, plus heureux que celui de Pithiviers, fut rendu à la liberté sans aucun mal, ainsi que son compatriote.

L'entrée de la division française à Pithiviers, vers sept heures du soir, fut marquée par un évènement malheureux, comme il en arrive quelquefois à la guerre.

J'ai dit que sa colonne d'avant-garde se composait de dragons, suivis d'un bataillon d'infanterie. Les dragons, vieux soldats, bien montés, avaient pris le galop près de la ville, en chargeant les Cosaques : les fantassins, restés en arrière, se trouvaient ainsi distancés et assez loin. Les hommes qui composaient ce bataillon étaient presque tous des conscrits. Au moment où ils arrivaient dans la ville, entendant accourir sur eux un fort détachement de cavalerie, ils se crurent attaqués par les Cosaques, et se mirent à faire feu sans se donner le temps de reconnaître cette cavalerie. Elle n'était autre que les dragons qui revenaient de la poursuite de l'ennemi sans avoir pu l'atteindre. Quatre d'entre eux furent tués et un plus grand nombre blessés par cette décharge précipitée.

Cette division française ne s'arrêta pas à Pithiviers : elle reprit sa marche le lendemain 16, de grand matin, se hâtant de rejoindre, par Malesherbes et Fontainebleau, la principale armée commandée par l'empereur Napoléon. Ainsi Pithiviers et les environs se trouvèrent abandonnés de nouveau et entièrement à la merci des troupes alliés.

On a vu que le maire de Pithiviers avait été emmené par les Cosaques à leur camp de Boynes. Il n'éprouva aucun mauvais traitement de leur part. Un officier supérieur lui expliqua le motif de sa captivité : il lui reprocha d'avoir écrit au général Ismaert, à Neuville, pour l'avertir de l'arrivée des Russes en réclamant du secours, et il lui représenta la lettre qui avait été interceptée par ses coureurs. Cet argument était sans réplique. Néanmoins, le maire fut traité avec égards, et le lendemain 16 février, de grand matin, on lui rendit sa liberté. Il en profita pour rentrer à Pithiviers.

A peine les troupes françaises venaient-elles de s'éloigner qu'un nommé Bourgeois, contrôleur principal des droits-réunis dans cette ville, pour faire montre de son zèle et de son dévouement, s'empressa de réclamer le versement à la régie des

droits de mouvements, d'entrée et d'octroi que les habitants, disait-il dans un avis affiché, avaient éludés en raison des circonstances. Cette réclamation excita une protestation énergique de la part des malheureux habitants déjà fort maltraités par les réquisitions des Russes et des Français, et le maire s'empressa dès son retour, de la transmettre au préfet du Loiret. On verra plus tard que ce même Bourgeois, un mois après, par son imprudence et par un acte d'odieuse violation du droit des gens, fut la cause principale du sac et de la ruine de Pithiviers.

CHAPITRE VI

Le général Seslaven tente d'enlever Orléans par un coup de main hardi. — Mesures prises pour défendre cette ville. — Les Cosaques s'emparent de Châteauneuf. — Ils se dirigent par Chécy sur Orléans. — Force de la garnison ; patriotisme des volontaires orléanais. — Sortie et combat du 18 février ; l'ennemi est repoussé. — Sa retraite précipitée à la nouvelle de la bataille de Montereau.

Le même jour 16 février, dans la matinée, le général russe informé que la division française ne s'était pas arrêtée à Pithiviers, résolut de tenter une entreprise hardie, de celles qui font le plus d'honneur aux chefs lorsqu'elles réussissent. Il savait par ses espions et ses coureurs qu'aucun autre corps français n'était de passage entre Orléans et Pithiviers. Il n'ignorait sans doute pas davantage que la place d'Orléans était à peine gardée par deux dépôts de conscrits, dont l'effectif ne s'élevait pas à plus de 400 hommes. Il conçut donc le projet d'enlever cette ville par un coup de main audacieux, afin d'intercepter le passage de la Loire et de couper toute communication entre l'armée de l'Empereur et celle du maréchal Soult, dont Napoléon tirait ses renforts les plus précieux.

En conséquence, le 16 février, vers midi, le général Seslaven se hâta de faire rentrer ses petits postes détachés et de quitter son camp de Chalmont. Il se mit en marche immédiatement avec toutes ses forces, s'élevant à près de trois mille hommes et plusieurs pièces de canon.

Aucune route n'existait alors de Boynes à Orléans ; celle de Fays à Pont-aux-Moines, qui traverse la forêt d'Orléans, n'a été ouverte que beaucoup plus tard. Les Russes, quelque diligence qu'ils voulussent faire, furent obligés de suivre les anciens chemins de cette forêt, presque impraticables en hiver : aussi n'arrivèrent-ils que le lendemain 17 février, près de Chécy, où ils établirent leur camp principal, étendant leurs postes avancés de Chécy, par Combleux, Saint-Jean-de-Braye et Boigny, jusqu'à Semoy, afin de pouvoir observer la route n° 51 d'Orléans à Pithiviers, qui se dirigeait alors par Neuville.

L'approche de l'ennemi fut aussitôt connue à Orléans, et bon nombre de familles des plus aisées s'empressèrent de quitter la ville où l'émotion était extrême, et de passer sur la rive gauche de la Loire.

Depuis le 10 février seulement, le commandement de la subdivision du Loiret avait été confié au général de brigade Chassereaux, en remplacement du général baron Schiner, appelé à l'armée. Le nouveau chef militaire du département n'avait pas perdu un instant pour mettre Orléans en état de défense.

Le lendemain de sa nomination et de son arrivée, il avait désigné comme commandant de la place le chef de bataillon Léopold Cunietti, depuis quelque temps à la tête de la compagnie de réserve du Loiret, dite des Buttes. Cet officier était doué d'une grande énergie et d'une égale activité ; il en donna les preuves le jour même, en requérant la municipalité d'Orléans de mettre à sa disposition vingt maçons et deux cent cinquante terrassiers, pour être employés de suite aux travaux de défense. En outre, il se fit livrer 500 tonneaux vides, 3,000 sacs de terre, des planches, charpentes et tout ce qui était nécessaire à la prompte exécution des ouvrages défensifs qui devaient commencer le lendemain.

Il convient de faire remarquer ici que l'enceinte actuelle d'Orléans ne ressemble pas à celle qui devait exister en 1814. Le long de la Loire, à la place du quai de la rive droite, on voyait encore des restes d'anciennes murailles délabrées, précédées

d'un fossé à moitié comblé, mais qui, protégé naturellement par la Loire, suffisait pour opposer à l'ennemi un obstacle sérieux, dans le cas où il aurait voulu descendre en bateaux par le fleuve et aborder de ce côté. D'ailleurs, pour l'empêcher de se servir de la Loire, le commandant Cunietti avait fait garer tous les bateaux vides et chargés sur la rive gauche, près de Saint-Charles, avec ordre de les couler ou incendier si l'ennemi tentait de s'en emparer. Depuis la porte Bourgogne et tout le long du nouveau boulevard du chemin-de-fer, créé après 1848, jusqu'à la porte Bannier et même au-delà, il existait un terre-plein élevé, soutenu par un mur épais et précédé d'un fossé ; grâce à cet obstacle, il était facile de défendre les approches de la ville contre une attaque de cavalerie. Dans tout ce vaste périmètre, il suffisait de fortifier les entrées de quelques portes et les aboutissants d'un petit nombre de rues. C'est à quoi pourvut, depuis le 12 février, le commandant de la place, au moyen de fortes barricades, précédées de fossés profonds, et protégées sur les côtés par des palissades formées de pièces de charpentes et de madriers très-épais, derrière lesquels on avait établi des épaulements garnis de sacs remplis de terre. En outre, les rues avaient été dépavées du côté du terre-plein ou ancien boulevard. Tous ces travaux avaient été exécutés sous la direction de M. Baillet, ingénieur en chef du Loiret, agissant d'après les ordres et indications du sénateur Chasseloup, envoyé à Orléans par l'Empereur, pour surveiller et activer ces préparatifs de défense.

Dans le but d'empêcher la cavalerie ennemie d'approcher de la ville et de manœuvrer facilement, un ordre du général Chassereaux avait prescrit à tous les propriétaires des vignes situées à une lieue autour d'Orléans, sur la rive droite de la Loire, et cette partie est presque entièrement un vignoble, d'enfoncer en terre, à une distance assez rapprochée les uns des autres, et en les laissant saillir à deux pieds de hauteur, tous les échelas mis ordinairement pendant l'hiver en tas dans les vignes ; cette mesure devait avoir pour résultat de gêner les mouvements de la cavalerie : elle fut mise immédiatement à exécution.

Une circonstance heureuse vint seconder ces prévoyantes dispositions. Le 14 février, plusieurs petits détachements de troupes de ligne, qui allaient rejoindre leurs corps, arrivèrent à Orléans ; ils y furent retenus par le général Chassereaux, pour renforcer la garnison. Il y avait entre autres soixante dragons montés, qui rendirent, comme on va le voir, un grand service. C'était toute la cavalerie dont le général disposait, les gendarmes montés ayant été appelés à l'armée depuis le début de la campagne. Ces préparatifs, poussés avec la plus grande vigueur, mais exécutés à la hâte, n'étaient pas terminés, lorsqu'on apprit à Orléans, le 17 février, vers neuf heures du soir, par plusieurs habitants de Châteauneuf qui venaient y chercher un refuge, que l'ennemi s'avavançait rapidement.

En effet, quelques heures auparavant, vers six heures et demie du soir, les Cosaques s'étaient présentés devant Châteauneuf, gardé par deux faibles détachements de gardes nationaux mobilisés des départements de la Vendée et de la Loire-Inférieure, que le préfet du Loiret y avait envoyés depuis peu de jours. Reçus à l'entrée de la ville par une vive fusillade qui dura environ trois quarts d'heures, les Russes se replièrent sur la route de Bellegarde, où ils établirent leur bivouac, à une lieue de Châteauneuf. Le maire de cette ville et son adjoint, s'attendant à voir renouveler l'attaque, s'étaient établis à la mairie. Mais, pendant la nuit, les gardes nationaux, qui n'avaient plus qu'un petit nombre de cartouches, se débandèrent, et vers onze heures du soir, les Cosaques prirent possession de Châteauneuf, sans aucune résistance. Ils ne s'y arrêtèrent pas, et le gros de leurs forces continuant sa

marche dans la direction d'Orléans, laissa les bagages et autres *impedimenta* près de Chécy, où la colonne fit une courte halte pendant quelques heures.

L'approche de l'ennemi signalée dans la soirée du 17 février à Orléans, avait excité dans cette grande ville une véritable explosion de patriotisme. La garde nationale sédentaire, à peine organisée en cohortes et pas encore complètement armée, s'était réunie par un élan spontané et occupait, autour de feux de bivouacs, les principales places, les portes et l'ancien rempart ou terre-plein dont j'ai parlé. De nombreux volontaires, dignes descendants des compagnons de Jeanne-d'Arc, s'armant de fusils de chasse, à défaut d'autres, s'étaient empressés de se joindre à la garde nationale et à la garnison pour repousser l'ennemi.

Pendant que les habitants et les soldats montraient la plus louable résolution de se défendre, le préfet du Loiret, baron Pieyre, quittait la ville et se retirait à Beaugency, où il s'installa dans les bâtiments de l'Hôtel-de-Ville, avec ses principaux employés, apportant les papiers les plus importants de son administration.

J'ai déjà raconté la retraite des sous-préfets de Pithiviers et de Montargis, à l'apparition de l'ennemi dans les chefs-lieux d'arrondissement de leur résidence. Sans doute, ces fonctionnaires agissaient ainsi d'après les instructions qu'ils avaient reçues de leur gouvernement. Mais je ne puis m'empêcher de considérer ces ordres comme très-regrettables ; car c'était donner à la population, au moment du danger, un déplorable exemple de crainte et de faiblesse, en l'abandonnant lorsqu'elle avait le plus besoin d'appui et de direction. D'ailleurs, une pareille conduite devait enlever aux dépositaires de l'autorité publique toute considération et toute influence. Les maires, enfants du pays, dont les fonctions sont gratuites, remplirent mieux et plus courageusement leur devoir, en restant à leur poste au milieu de leurs concitoyens, s'efforçant, par leur fermeté, d'atténuer les maux inséparables de l'invasion et de la guerre.

En l'absence du préfet du Loiret, le maire d'Orléans, une grande partie du conseil municipal et le sénateur Chasseloup, se tenaient en permanence à l'Hôtel-de-Ville, tandis que le général Chassereaux et son état-major inspectaient les postes et s'assuraient que tous les préparatifs d'une vigoureuse résistance avaient été exécutés selon les ordres prescrits.

La nuit du 17 au 18 février fut employée par le général Chassereaux à prendre ses dispositions pour faire une sortie avant le jour. Les forces dont il disposait étaient peu nombreuses ; elles se composaient : de deux dépôts, formés à Orléans, des 153^e et 155^e régiments d'infanterie de ligne, sous les ordres des majors Lagneau et Calais, comptant à peine 400 conscrits très-peu exercés ; d'environ 100 fantassins isolés, de passage, dont la plus grande partie appartenait au 113^e de ligne, sous les ordres du major Pivierni ; de la compagnie de réserve, dite des Buttes du Loiret, d'environ 60 hommes ; de 15 gendarmes à pied, commandés par un officier, et des 60 dragons que le général avait retenus, les seuls de tous ces soldats qui fussent véritablement aguerris. A ces troupes régulières s'étaient joints, armés de fusil de chasse, environ 160 volontaires orléanais, parmi lesquels de très adroits tireurs, accoutumés à chasser le chevreuil, le sanglier et le loup dans la forêt d'Orléans. Ainsi la colonne de sortie du général n'atteignait pas 800 combattants, car il fallait laisser dans la ville, avec la garde nationale, un certain nombre de soldats de la ligne.

Vers cinq heures du matin, elle traversa en silence les rues d'Orléans, sortit à six heures par la porte de Bourgogne, fortement barricadée et défendue par un détachement de la troupe qu'on y établit, avec environ 250 gardes nationaux, les uns et les autres sous les ordres du commandant de place Cunietti.

Continuant à s'avancer avec précaution dans le faubourg Bourgogne, le général fit précéder sa colonne par quelques dragons bien montés, qui avaient pour consigne de chercher à découvrir l'ennemi et de revenir au plus vite dès qu'ils l'auraient aperçu. Ces éclaireurs le trouvèrent, sans être vus eux-mêmes, entre Saint-Jean-de-Braye et un endroit nommé Carré ; ils rapportèrent que les Cosaques paraissaient être au nombre de 1,500 cavaliers, avec deux petites pièces de canon. Le général fit aussitôt arrêter sa colonne sur la route, près de Saint-Loup, non loin de la maison de campagne du séminaire, sur le sommet d'une petite rampe, de manière à dominer la route et les champs voisins. Il envoya chercher de suite dans les propriétés les plus rapprochées, toutes les planches, pièces de bois, futailles vides et bourrées qu'on pût trouver. Sans perdre un instant, il fit amonceler solidement tous ces objets derrière une tranchée, de manière à barrer la route d'un fossé à l'autre, et à couvrir ses soldats comme par une redoute. Ensuite il donna l'ordre au dépôt du 153^e et à une partie des volontaires, sous le commandement du major Calais, de s'éparpiller à droite dans les vignes, en tirailleurs, sans néanmoins s'éloigner trop de la redoute ; il plaça de même à gauche les soldats du 155^e et les autres volontaires, sous les ordres du major Lagneau. Lui-même, conservant derrière la redoute improvisée, la compagnie des Buttes, le reste des soldats de la ligne, les quinze gendarmes à pied et les soixante dragons, il attendit que les Cosaques parussent, et il ordonna de commencer le feu dès qu'ils se présenteraient à portée.

Vers neuf heures, ces cavaliers excités par leurs chefs, et lançant leurs chevaux au galop sur la route, se précipitèrent avec furie, en poussant des hurrahs, vers la redoute, pour l'emporter de vive force, tandis que d'autres essayaient de la tourner de chaque côté, en pénétrant dans les vignes. Mais reçus de front par le feu du détachement placé derrière la redoute, et sur les flancs par les coups de fusils des tirailleurs, ils perdaient leurs plus braves camarades, sans pouvoir réussir. Les échelas enfoncés en terre quelques jours auparavant, les haies et les fossés, opposaient des obstacles insurmontables aux mouvements de leurs chevaux dans les vignes. Au contraire, protégés par ces mêmes obstacles, par les moindres plis du terrain et par les arbres fruitiers dont les vignes sont garnies, les tirailleurs français et surtout les volontaires dirigeaient contre les Cosaques ainsi engagés, un feu des plus meurtriers.

Après plusieurs heures de ces tentatives sans résultat, le général russe comprit qu'elles ne pourraient réussir, et il fit donner à sa troupe le signal de la retraite. Répandus dans les champs et sur la route, les Russes étaient en train de se réunir lorsque le général Chassereaux, profitant du désordre dans lequel ils se trouvaient, donna l'ordre à ses soixante dragons de les charger. Sans hésiter devant l'énorme disproportion du nombre, ces braves soldats s'élançèrent sur la route avec la plus grande impétuosité, conduits par le major à cheval du 113^e de ligne ; sabrant et culbutant leurs adversaires qui se croyant attaqués par une force nombreuse de cavalerie s'enfuirent à toutes brides. Ils se rallièrent, néanmoins, et se réunirent sur les hauteurs de Saint-Loup, restant même maîtres du petit pont, et poussant des reconnaissances jusque dans les venelles de Saint-Marc.

De son côté, vers sept heures du soir, après les derniers coups de canon tirés par les Russes, la garnison s'était rapprochée de la ville, pour passer la nuit au bivouac. Comme elle n'avait pas de vivres, elle ne pouvait pas s'éloigner de la place : d'ailleurs, ses munitions étaient presque épuisées ; déjà, pendant le combat, elle avait dû au dévouement et à l'activité du major du 113^e de n'en point manquer.

L'engagement qui venait d'avoir lieu, grâce à l'entente de la guerre dont fit preuve le général Chassereaux, n'avait coûté aux Français que quelques blessés, parmi lesquels les deux majors des 153^e et 155^e, qui avaient donné, ainsi que celui de 113^e, l'exemple de l'entrain et de l'intrépidité. On crut, dans les premiers moments, qu'un des volontaires orléanais, acteur du théâtre de cette ville, nommé Saint-Léger, avait péri ; mais il n'était que prisonnier : les Russes l'avaient emmené à Chécý, sans lui faire aucun mal, et il put s'échapper et revenir au bout de trois jours.

Pendant que le combat était engagé, un sieur Dallièrre, maire de Semoy, s'était présenté à la porte Bourgogne, demandant à parler au maire d'Orléans, de la part du général russe. Pris le matin par les Cosaques et conduit devant leur chef, il avait été interrogé sur le nombre d'habitants qu'Orléans renfermait, sur la disposition des esprits et sur la force de la garnison. Soit que ses réponses eussent fait naître chez le général russe des doutes sur la possibilité d'enlever la ville d'un coup de main, soit que celui-ci espérât, comme à Montargis, effrayer les défenseurs par l'intimidation, il résolut d'envoyer à la place, par ce maire, une sommation à se rendre. Ayant donc fait promettre à ce parlementaire improvisé de revenir, en lui donnant sa parole de lui rendre la liberté, il lui remit un écrit au crayon ainsi conçu : — « La ville d'Orléans est en danger ; si on ne la rend pas, alors le corps qui vient sous le commandement du général fera brûler la ville. — 18 février. (Signé) : Général Seslaven. »

Porteur de ce billet, le maire de Semoy s'était présenté, vers cinq heures de l'après-midi, à la porte Bourgogne, demandant à parler aux autorités. Admis par le poste des gardes nationaux et de soldats à pénétrer dans la ville, il fut immédiatement conduit à la mairie, où le sénateur Chasseloup, le maire et une partie du conseil municipal se tenaient en permanence. Introduit dans la salle des délibérations, le maire de Semoy, après avoir raconté comment il avait été fait prisonnier par l'ennemi, exposa l'objet de sa mission et remit le billet écrit au crayon et signé du général Seslaven.

Mais le conseil informé que le général Chassereaux n'avait tenu aucun compte d'un billet aussi informe, délibéra « qu'il ne pouvait prendre connaissance d'un billet écrit au crayon, sans adresse, et qui n'avait aucun caractère d'authenticité ». Il refusa même d'accorder aucun sauf-conduit au sieur Dallièrre, et le fit seulement reconduire jusqu'à la porte Bourgogne par un officier de la garde nationale, qui vint rapporter, une heure après, que le sieur Dallièrre n'avait pu passer.

Cette menace de brûler la ville si on ne la rendait pas, était faite alors que les Cosaques avaient été repoussés ; elle ne pouvait donc produire aucune intimidation ; au contraire, elle était de nature à exciter les habitants à se défendre à toute extrémité.

Dès que le combat eut cessé et que la colonne de sortie se fût rapprochée de la ville, le maire s'empressa d'envoyer aux braves défenseurs d'Orléans du pain, de la viande, du vin et de l'eau-de-vie dont ils avaient grand besoin. Dans l'intérieur de la ville, les cohortes de la garde nationale passèrent la nuit au bivouac, tandis qu'à l'extérieur le général Chassereaux, qui s'attendait à une nouvelle attaque pour le lendemain matin, prenait toutes les précautions pour éviter d'être surpris.

Mais le lendemain 19 février, à la pointe du jour, il apprit par ses vedettes et par ses reconnaissances de dragons que l'ennemi était en pleine retraite, paraissant même hâter sa marche. — Ce mouvement dont le général français ne pouvait pas alors expliquer la cause, fut heureux pour les Russes ; car il devait arriver à Orléans, dans cette même journée du 19, une brigade de dragons français, commandée par

le général de Sparre, avec la batterie d'artillerie légère, et nul doute qu'avec la coopération de ce puissant renfort les Cosaques n'eussent été détruits.

Après s'être assuré du départ de l'ennemi, le premier soin du général Chassereaux fut d'envoyer des soldats et des volontaires, avec les habitants des maisons voisines, recueillir les blessés russes abandonnés sur la route et dans les vignes. Ils furent de suite transportés à Orléans, où ils reçurent à l'ancien Hôtel-Dieu, près de Sainte-Croix, les soins les plus empressés. Ils étaient en petit nombre, les Cosaques ayant emmené avec eux tous ceux qui pouvaient se tenir à cheval ou être transportés en voiture. — Quand aux morts, ils étaient beaucoup plus nombreux. Les relations du temps disent qu'on en ramassa, selon les uns 160, selon d'autres 109 : je crois ce dernier chiffre, indiqué dans la minute d'un rapport officiel, plus près de la vérité, sans pouvoir toutefois l'affirmer. Ils furent enterrés dans les vignes, aux places mêmes où ils avaient été tués.

Le général Chassereaux fit sa rentrée le 19 février, vers 10 heures du matin, dans Orléans, où il fut reçu, ainsi que ses braves compagnons, avec un véritable enthousiasme. Plusieurs de ses soldats et des volontaires ramenaient des chevaux cosaques ; d'autres rapportaient comme trophées, des armes et d'autres objets provenant des vaincus. J'ai vu, chez l'honorable M. Vignat, ancien maire d'Orléans, une chaîne en argent martelé avec épinglette à laquelle est suspendue une poudrière, ayant appartenu à un officier russe, tué dans l'action par M. André Vignat, l'un des volontaires orléanais, et que ce dernier avait enlevée à son adversaire, à la manière des anciens gaulois, dans un combat singulier (3).

Ainsi, grâce aux habiles dispositions prises par le général Chassereaux et par ses officiers, grâce au courage de ses soldats et au patriotisme de la population d'Orléans, cette importante cité avait été préservée, le passage de la Loire restait libre, et les communications entre l'armée de l'Empereur et celle du maréchal Soult n'étaient point interceptées. Ce succès, obtenu sans perte sensible, avait surexcité les esprits ; aussi, troupes de ligne, volontaires et gardes nationaux étaient-ils bien décidés à recommencer la lutte si l'ennemi venait à se présenter de nouveau.

Mais cette éventualité n'était pas alors à redouter : la bataille de Montereau livrée le 18 février, le même jour que le combat de Saint-Loup, avait encore une fois arrêté les progrès des troupes alliées. Tous les corps de leur armée principale, lancés en avant dans le Gâtinais jusque sous les murs d'Orléans, avaient reçu l'ordre de rétrograder derrière l'Yonne et la Seine. C'est pourquoi le général Seslaven, informé de grand matin, dans la nuit du 19 février, du résultat de cette bataille, s'était empressé de lever son camp de Chécy et

(3). A cette époque, et en prévision de l'entrée des armées alliées dans Paris, le gouvernement impérial avait expédié au-delà de la Loire toutes les armes du musée d'artillerie. — Les nombreuses caisses renfermant cette importante collection arrivèrent à Orléans, dans l'établissement de roulage de MM. Vignat frères, situé rue du faubourg de Bourgogne, quand il n'était plus possible de leur faire traverser le pont d'Orléans sans les exposer à être reconnues et saisies par les alliés.

L'établissement de MM. Vignat, déjà occupé par les Cosaques, reçut la visite d'un officier supérieur français déguisé qui avait été dépêché de Paris pour assurer la conservation des armes du musée d'artillerie. Il fut atterré quand il apprit que les caisses qui les renfermaient n'avaient pu passer la Loire.

Mais MM. Vignat, dès l'apparition des bandes ennemies, avaient caché derrière une grande quantité de diverses marchandises, au risque de compromettre leur sécurité, les précieuses caisses d'armes, devant lesquelles les Cosaques passaient sans se douter de ce qu'elles renfermaient. — C'est ainsi que le musée d'artillerie pût être conservé au pays et renvoyé à Paris quand tout danger fut passé.

de battre en retraite au plus vite, dans la crainte d'être coupé et attaqué en chemin par les Français.

Pendant cette marche précipitée, les Russes rencontrèrent près de Bellegarde un détachement de deux cents hommes du 113^e de ligne, conscrits pour la plupart, et dont une partie seulement était armée mais sans cartouches. Les Cosaques les entourèrent, et sans leur donner le temps de se défendre, ils en firent 114 prisonniers, qu'ils forcèrent à les suivre en continuant leur retraite.

Le dimanche 20 février, à huit heures du matin, le général russe, avec sa division, traversait de nouveau Montargis. Il n'y fit qu'une courte halte au camp Saint-Dominique, pour laisser quelques heures de repos aux hommes et aux chevaux harassés de fatigue. A deux heures après-midi, toute la colonne se remettait en marche, se dirigeant sur Sens et Villeneuve-le-Roi, par Ferrières et Courtenay, d'où elle était venue. A quatre heures il ne restait plus un seul Cosaque à Montargis.

Pendant cette retraite, tous les pays traversés par les Russes eurent beaucoup à souffrir. Inquiets des conséquences possibles de la bataille de Montereau et irrités de leur échec devant Orléans, soldats et officiers commirent de nombreux actes de pillage et d'odieuses vexations, réduisant tous les villages sur leur passage à une misère presque complète.

Cette retraite des fonctionnaires publics à l'approche de l'ennemi était la conséquence des ordres reçus. En effet, une circulaire en date du 5 février, adressée confidentiellement aux préfets, sous-préfets et aux maires, et transmise par le ministre de l'intérieur, portait : — « Lorsque l'ennemi se présente en forces pour envahir le territoire d'un département... tous les fonctionnaires publics doivent se retirer dans l'intérieur, au moment de l'envahissement consommé malgré la résistance opposée à l'ennemi. » — Les préfets et les sous-préfets exécutèrent cet ordre en s'éloignant de leur résidence toutes les fois que l'ennemi s'y présenta. Les maires comprirent, au contraire, que leur devoir était de rester au milieu de la population, et aucun d'eux, dans le Loiret, n'abandonna son poste à l'arrivée de l'ennemi. Plusieurs, on l'a vu, se trouvèrent exposés à de sérieux dangers : néanmoins, ils tinrent courageusement tête à l'orage, et, en servant d'intermédiaires entre les envahisseurs et les habitants, ils purent rendre des services signalés à leur pays.

CHAPITRE VII

Attaque de Nemours par le général Platow ; situation de cette ville. Belle défense de la garnison composée de gardes nationaux et d'élèves de l'école militaire de Fontainebleau. La place est forcée de capituler après avoir épuisé toutes ses munitions. Les Cosaques occupent la ville ; réquisitions qu'ils exigent. — Ils l'abandonnent le 19 février.

En même temps que le corps du général Seslaven opérait un mouvement rétrograde, d'autres colonnes russes venant de Bordeaux, Châteaulandon et autres points du Gâtinais par les ponts de Souppes, se rencontraient également dans la direction de Ferrières et Courtenay avec le corps de Platow qui avait abandonné Nemours.

Plus heureux que Seslaven, le général Platow avait réussi à s'emparer de cette place après une lutte opiniâtre. C'est ici qu'il convient, en remontant quelques jours en arrière, de raconter les circonstances qui précédèrent et suivirent la prise de cette ville.

Le 13 février, le lendemain du combat de Merlanval, le général Platow, s'étant assuré par plusieurs fortes reconnaissances, que les dragons qui gardaient la route de Malesherbes à Pithiviers étaient rentrés dans leurs cantonnements, se contenta de les faire surveiller par un corps considérable, pour masquer et protéger le mouvement qu'il allait exécuter. Le 14 février au matin, se mettant à la tête de sa colonne principale, forte d'à peu près trois mille cavaliers, avec deux batteries de campagne, il s'avança d'Ichy, par la route pavée de Beaumont, dans la direction de Nemours, dont il avait ordre de s'emparer.

Cette ville, en ne tenant pas compte du faubourg des Tanneurs ou du grand pont, situé au-delà du Loing du côté de Montargis, présente la forme d'un arc tendu, dont le Loing serait la corde et le canal le bois. Dans la direction de Montargis et de Lyon, le Loing coulant du sud au nord-est, sert d'enceinte aux maisons, depuis la pointe du moulin des Récollets jusqu'à l'extrémité de la promenade du Champ-de-Mars. On traverse cette rivière sur un pont en pierres de Châteaulandon, de plusieurs arches, construit au commencement de l'empire, et sur lequel, dit-on, le pape Pie VII passa le premier, le 25 novembre 1804, lorsqu'il se rendait à Paris pour sacrer l'Empereur Napoléon I^{er}.

On savait, depuis près d'un mois, que les alliés s'étaient dirigés de Pont-sur-Yonne, par Courtenay et Ferrières, vers la route nationale n°7, de Paris à Lyon et Antibes, par le Bourbonnais ; on supposait qu'ils suivraient cette route, à partir de Fontenay, pour se diriger, d'une part, à gauche sur Montargis, de l'autre, à droite sur Nemours, en se présentant devant cette ville par le pont neuf du Loing. Dans cette prévision, l'autorité militaire avait fait miner ce pont, avec ordre de le faire sauter au besoin.

Le Loing est canalisé dans plusieurs parties de son parcours, pour la continuation du canal qui porte son nom. A Nemours, ce canal a sa prise d'eau dans le Loing, en amont, près du moulin des Récollets et le pont de ce nom, à l'extrémité sud-ouest de la ville, au point de départ de l'ancienne route pavée de Nemours à Beaumont. Décrivant ensuite un arc de cercle presque régulier, le canal s'infléchit au nord au bout de la grande rue, qu'il limite par le pont dit de Paris, et s'incline ensuite à l'Est vers le Loing auquel il se réunit à l'extrémité du Champ-de-Mars.

Ainsi, toute enceinte de Nemours, à l'exception du quartier du Grand-Pont, se trouve entièrement entourée soit par le Loing, soit par le canal. Dans l'intérieur même de la ville, les petits fossés provenant du trop-plein de déversoir du moulin des

Récollets, forment une seconde ceinture d'eau qui va regagner le Loing, à quelques mètres en aval du pont neuf.

Cette situation aurait permis aux habitants et au petit nombre de gardes nationaux mobilisés qui occupaient Nemours, de s'y défendre facilement contre un corps nombreux de cavalerie, qui devait se présenter, selon les apparences, par le pont neuf du Loing ; mais le général Platow était complètement instruit des travaux préparés pour faire sauter ce pont : aussi avait-il résolu de ne point diriger ses soldats par la route du Bourbonnais, mais de les conduire devant Nemours par celle de Beaumont.

Informé de l'approche de l'ennemi, le maire de Nemours avait envoyé le 12 février, des exprès au général Pachtod, à Montereau, ainsi qu'au sous-préfet de Fontainebleau pour réclamer du secours : il ne reçut aucune réponse. Le lendemain il instruisait de nouveau le sous-préfet du danger que courait la ville d'être facilement emportée. Il en recevait le 14 février, dans la matinée, la lettre suivante : — « Nous connaissons vos dangers, et déjà M. le préfet est informé de l'état des choses. Il nous est impossible de rien faire ici, pouvant être attaqués nous-mêmes et n'ayant encore que cent hommes de cavalerie. Peut-être que dans la journée nous serons à portée de faire mieux. Reposez-vous sur nous, si nous en avons les moyens. »

Cette promesse n'était pas vaine. Il existait alors à Fontainebleau une école de sous-officiers pour les pupilles de la garde. Ces jeunes gens dont les plus âgés atteignaient à peine leur dix-huitième année, formaient un bataillon d'environ six cents hommes, bien armés, bien commandés et manœuvrant mieux que les plus vieilles troupes. A force d'instances, et probablement par suite de l'autorisation d'un des généraux investis du commandement supérieur dans les environs, le sous-préfet obtint du colonel directeur l'ordre de détacher à Nemours, le 14 février, 300 élèves de cette école, conduits par leurs officiers. De suite, vers dix heures du matin, il dépêcha par une estafette au maire, le billet suivant : — « Je pars pour votre ville, accompagné de 300 hommes bien armés : le colonel du bataillon me rend ce service. Souvenez-vous que cette troupe doit être logée, nourrie, rafraîchie par les habitants, et bien. »

Quelques jours avant, le préfet de Seine-et-Marne avait envoyé de Melun à Nemours quatre petites pièces de canon avec leurs fourgons, et une vingtaine d'artilleurs nécessaires pour leur service.

Il était temps pour la défense que ces forces fussent arrivées dans la ville, car Platow avait continué son mouvement offensif. Divisant son corps en deux colonnes, il fit suivre à celle de droite la route pavée de Beaumont par Aufferville et Ormesson, tandis qu'il dirigeait lui-même celle de gauche de Verteau et Larchant par les chemins de traverse aboutissant sur les hauteurs de Puiset et de Saint-Pierre. Arrivé le 14 février dans la journée à une petite distance de Nemours, il envoya une forte reconnaissance observer la ville et occuper la route de Fontainebleau, en face du château de Foljuif, avec ses petits postes et des vedettes s'étendant jusqu'au bas de la montagne de Bourron. Il établit la masse de ses cavaliers dans la plaine, au bas du plateau d'Ormesson et Puiset, et il mit en position ses deux batteries de la manière suivante : celle de gauche sur le tertre au-dessous duquel se trouve actuellement la glacière de M. Morisseau, c'est-à-dire à deux cents mètres environ du pont des Récollets sur le canal, que les pièces russes prenaient en écharpe, en même temps qu'elles balayaient les berges du canal. — La seconde batterie fut placée au lieudit le Bourdon, à cent cinquante mètres environ des maisons récemment construites par MM. Dupuis et Lequen, près de la gare actuelle du

chemin de fer, dominant le pont de Paris sur le canal, qu'elle prenait en enfilade jusqu'à l'extrémité du Champ-de-Mars, à sa jonction avec le Loing.

Ces dispositions étaient terminées le 15 février avant le jour. Le général russe avait sous ses ordres environ 3,500 cavaliers cosaques et hongrois, avec 250 artilleurs russes servant sept pièces dont un obusier.

Le commandement de la place de Nemours avait été confié depuis deux mois au major Groumault, ancien officier de l'armée, aussi intelligent que déterminé. Bien que surpris de l'approche de Russes par la rive gauche du Loing et par la route de Beaumont à Nemours, il comprit immédiatement le danger de leur attaque. En effet, si elle réussissait, la garnison se trouvait entièrement coupée de Fontainebleau, par conséquent dans l'impossibilité d'opérer sa retraite. Il résolut donc de se défendre à outrance.

Le temps manquait pour miner le pont des Récollets ou de Saint-Pierre, et celui de Paris, sur le canal, qui allaient servir de but aux projectiles russes. Mais, averti dans la matinée du 14, par une patrouille de gardes nationaux sédentaires de Nemours, que l'ennemi s'avancait à la fois par Aufferville et par Verteau, le commandant prit de suite ses dispositions pour les recevoir. Il fit palissader solidement les ouvertures et les côtés des ponts du canal, n'y laissant que des embrasures pour manœuvrer les deux pièces de quatre destinées à défendre chaque pont. Les maisons environnantes furent crénelées, les portes et fenêtres blindés, les entrées des rues dépavées et barricadées.

La garnison de Nemours présentait un effectif d'environ 480 combattants, dont 20 artilleurs, 300 sous-officiers élèves de l'école de Fontainebleau, et 150 gardes nationaux mobilisés de Seine-et-Marne, mal armés, la plupart sans uniformes, plus quelques gendarmes. Avec l'ardeur et l'impatience de la jeunesse, les pupilles de la garde brûlaient du désir de se mesurer avec l'ennemi, sans calculer les chances inégales du combat qui allait s'engager. Le commandant Groumault disposa sa petite troupe ainsi qu'il suit : il plaça deux pièces de canons avec dix artilleurs à chacun des ponts des Récollets et de Paris, pour répondre, autant que faire se pourrait, aux deux batteries russes ; il éparpilla ensuite une partie des élèves militaires et des gardes nationaux mobilisés le long des berges du canal, en dedans de la ville, depuis le pont des Récollets jusqu'au confluent du canal dans le Loing, en leur recommandant de s'embusquer dans les maisons et derrière les arbres et les berges, de manière à ne pas tirer à découvert. Il conserva un fort piquet destiné à se porter au besoin sur les points les plus menacés.

Ces préparatifs étaient achevés le 15 février au matin, en même temps que ceux de l'attaque.

Vers deux heures un officier russe se présenta en parlementaire au pont des Récollets, demandant à parler au commandant de la place. Le major Groumault le reçut immédiatement et répondit à la sommation de rendre la ville : — « Qu'il avait ordre de la défendre ; que cependant, si on voulait lui accorder un délai, il enverrait prendre les ordres du général Montbrun, à Moret. » — Le parlementaire parut y consentir et se retira.

Une demi-heure après, le feu des batteries russes commença ; il était alors près de trois heures de l'après-midi. Les premiers coups furent tirés à mitraille, sans doute parce que les pièces étaient à petite portée des ponts et afin d'atteindre un plus grand nombre de défenseurs. Une pluie de balles et de biscayens allèrent se loger dans les murailles des maisons aux entrées de la ville et firent rentrer précipitamment les habitants qui se trouvaient dans les rues. De chaque pont, les pièces françaises

ripostèrent avec vigueur, et malgré le désavantage de leurs positions, elles soutinrent cette attaque sans être démontées. De leur côté, les élèves militaires et les gardes nationaux mobilisés, couverts en partie par les berges du canal, les arbres et les maisons voisines, tenaient à distance, par un feu soutenu, les Cosaques et les Hongrois qui auraient voulu tenter de vive force le passage du canal.

A la nuit, l'ennemi cessa de tirer, et de son côté la garnison reçut du commandant Groumault l'ordre de ne pas continuer son feu, en prenant toutes les précautions pour ne pas être surprise par une nouvelle attaque.

Cet engagement n'avait pas duré trois heures : il avait coûté aux Français un artilleur tué et plusieurs blessés, un lieutenant de la garde nationale tué et six élèves de l'École militaire grièvement blessés. Du côté des assaillants les pertes avaient été plus considérables. Les blessés français avaient été transportés aussitôt à l'hospice et soignés par M. le docteur Goupil père et son fils alors étudiant en médecine, qui eurent malheureusement à opérer quelques amputations.

La suspension de l'attaque permit à la garnison de réparer les palissades des ponts fortement endommagés par l'artillerie russe. Cette artillerie, supérieure par le nombre des pièces (7 contre 4), et placée sur les hauteurs, commandait les deux ponts ; ses dernières décharges avaient démonté deux des pièces françaises ; elles furent de suite remises en état. Malheureusement, l'approvisionnement des munitions, aussi bien pour les pièces que pour les fusils, était tout à fait insuffisant. On a vu que le général Pacthod avait envoyé de Montereau, par un officier de la garde nationale, 7,200 cartouches ; les fantassins étant au nombre de 400, ce n'était pas vingt cartouches par fusil. Les quatre petits canons n'étaient guère mieux approvisionnés.

A deux heures du matin, le feu recommença et il dura sans discontinuer, de part et d'autre, jusqu'à cinq heures. A ce moment, presque tous les artilleurs français avaient été tués ou mis hors de combat, et trois de leurs pièces sur les quatre étaient hors de service. La dernière en état de tirer se trouvait au pont de Paris, à la porte duquel les obus russes avaient mis le feu. Elle était servie par un seul canonier nommé Leblant et par l'officier chef du détachement d'artillerie, dont je regrette de n'avoir pu retrouver le nom. A défaut de canonier, un ouvrier serrurier, nommé Fleury, apportait à Leblant les gargousses avec lesquelles il chargeait la pièce, tandis que l'officier la pointait contre les assaillants. Ces trois hommes intrépides retardèrent la prise de la ville pendant plus d'une demi-heure ; tuant ou blessant, à chaque coup qu'ils tiraient, les plus hardis parmi les Cosaques et les Hongrois qui se précipitaient à l'envi pour forcer le passage du pont.

Mais il fallut céder : les gargousses manquèrent et l'infanterie n'avait plus de cartouches. Dans cette seconde attaque, la garnison avait eu hors de combat plus de quarante hommes, tant tués que blessés. Le dernier coup de canon des Russes, dirigé contre le pont des Récollets, tua l'officier qui commandait le détachement de gardes nationaux mobilisés, dans une circonstance dont le souvenir s'est conservé. Cet officier nommé Dagon, avec l'insouciance et le mépris du danger d'un ancien militaire, était dans la rue près du pont, en train de boire un verre d'eau-de-vie, lorsque le boulet russe lui emporta la tête et alla se loger dans le mur à droite en entrant de la porte du moulin, où il se voit encore aujourd'hui avec la date de 1814. Le major Groumault voyant que la place ne pouvait plus tenir, fit demander au

général russe à capituler. Cette proposition fut acceptée, à la condition que la garnison resterait prisonnière de guerre.

Au moment où le commandant français allait remettre la ville aux mains de l'ennemi, le maire se présenta pour obtenir en faveur des habitants des garanties de sécurité. S'adressant au général Platow, arrivé déjà au pont de Paris, il lui dit que sa réputation l'avait précédé, et qu'il savait qu'il était noble et généreux ; il lui demandait donc le respect des personnes et des propriétés, certain d'avance qu'il lui en donnerait l'assurance. Le général russe tendit sa main au maire et lui donna sa parole d'honneur que les habitants et leurs propriétés seraient complètement respectés par ses soldats. Il fit aussitôt son entrée dans Nemours par la grande rue : il était précédé d'un fort piquet de ses Cosaques, que suivaient les hussards hongrois portant à leurs bonnets des feuillages et des petites branches d'arbre verts, en signe de victoire, selon l'usage autrichien. Le général et son état-major venaient ensuite. — La marche était fermée par un second détachement de Cosaques. Conformément à sa promesse, Platow fit observer la discipline la plus sévère : aucune violation de domicile, aucun acte de pillage ne furent commis.

Après avoir fait prendre par ses soldats possession des différents postes, et principalement des ponts et des issues de la ville, le chef russe fit publier un ordre prescrivant à tous les habitants, sous peine d'être traduits devant un conseil de guerre et fusillés, d'apporter immédiatement toutes les armes de guerre et de chasse, plus les pistolets et sabres, sur la place Saint-Jean, où elles furent brûlées sur-le-champ. Ensuite il frappa la ville d'une contribution en argent, et lui imposa des réquisitions en vivres de toute espèce, eau-de-vie, cuirs, draps, toiles, paille, avoine et foin pour 10,000 chevaux. Mais, à l'exception d'une partie des fourrages et du pain, de la viande, du vin et de l'eau-de-vie nécessaires à l'alimentation de la troupe pendant trois jours, l'ennemi n'eut pas le temps de se faire livrer les autres réquisitions. Seul le maire de Nemours qui était un marchand drapier, se vit enlever, le lendemain jeudi 17 février, par un officier hongrois, tout ce qu'il avait de drap bleu et de drap gris.

Dès qu'il fut installé dans la ville, Platow fit diriger sur Sens, sous bonne escorte, la garnison de Nemours restée prisonnière. Elle n'éprouva de la part des Russes aucun mauvais traitement et leurs officiers rendirent eux-mêmes justice à la bravoure des jeunes sous-officiers de l'École de Fontainebleau. Quand aux gardes nationaux mobilisés, comme ils étaient pour la plupart sans uniformes, ayant abandonné leur fusil dès qu'ils eurent connaissance de la reddition de la place, ils purent d'abord se cacher dans les maisons et s'échapper ensuite sans être inquiétés, évitant ainsi le triste sort de leurs camarades.

Aussitôt après leur entrée dans la ville, les Russes amenèrent à l'hospice leurs blessés. Ils étaient en plus grand nombre que les Français, et bien qu'on n'ait jamais connu exactement le chiffre de leurs morts, on croit qu'il dût être plus considérable que celui des défenseurs de la place. L'hospice, déjà encombré de blessés évacués après les combats livrés en Champagne, put à peine suffire pour recevoir ces nouvelles victimes de la guerre. On craignait que le typhus, qui régnait dans une des

salles, n'atteignit les autres et ne se répandit dans la ville. Mais les mesures intelligentes qui furent prises par les médecins français, secondés par les officiers de santé russes, écartèrent ce danger.

Le général Platow établit le 16 février son quartier général à Nemours. Il s'empressa de faire déblayer et de rendre libre le passage du Pont-Neuf sur le Loing et des deux ponts des Récollets et de Paris, sur le canal. Il envoya un nombreux détachement de Cosaques occuper la route du Bourbonnais, au-delà de Gretz, afin d'éviter d'être surpris de ce côté. Enfin, il se proposait de donner quelques jours de repos à ses soldats, en attendant à Nemours le résultat des mouvements exécutés à la fois sur Montereau par le prince de Wurtemberg, et sur Fontainebleau par le général Colloredo. Il est certain que sans la perte, par le premier de ses généraux, de la bataille de Montereau, Platow aurait continué sa marche en avant et complètement intercepté toute communication entre l'armée de l'Empereur, Orléans et la Loire, d'une part, et de l'autre avec la capitale. Mais la défaite des alliés à Montereau, le 18 février, obligea le vainqueur de Nemours à rétrograder précipitamment.

CHAPITRE VIII

Heureuses suites de la victoire de Montereau. — Tout le Gâtinais délivré des Cosaques. — Maux qu'ils avaient causés au pays pendant dix jours. — Le général Allix à Nemours. — Désertion parmi ses soldats ; ordres qu'il prescrit. — Adresses demandées aux villes de Nemours et Montargis. — Résolution adoptée par le maire de Nemours. — Réquisitions pour les troupes françaises. — Épuisement des campagnes. — Instruction pour la levée en masse.

Dès le lendemain, 19 février, de grand matin, les Cosaques abandonnèrent leur camp de Dadonville, près Pithiviers ; ceux au bivouac à Puisseaux en partirent le même jour à dix heures, et vers midi le corps entier de Platow quittait Nemours et les environs, par le Pont-Neuf du Loing, s'éloignait en toute hâte par la route de Montargis, et gagnait Ferrières, où il était rejoint dans la soirée par la colonne du général Seslaven.

Ainsi, le dimanche 20 février, toute la partie du Gâtinais située au-delà du Loing, se trouvait entièrement délivrée de l'ennemi. Bien qu'il eût, en général, observé la discipline et respecté les personnes, sa présence, pendant les dix derniers jours seulement, avait suffi pour faire beaucoup de mal au pays.

Une lettre, en date du 21 février, adressée par le maire de Bordeaux à celui de Puisseaux, trace du passage de la colonne russe le tableau suivant : — « Je suis sans aucune nouvelles, depuis le départ des occupants, qui m'ont laissé à moi-même, après les avoir possédés, d'abord 400 hommes pendant deux jours, et 1 500 autres pendant vingt heures. Ce malheureux petit pays (la commune de Bordeaux) se souviendra longtemps de cette circonstance. Les habitants sont ruinés, malgré ce que j'ai pu faire pour les besoins de ces hôtes incommodes. Mes granges et mes greniers avaient suffi pour les 400 premiers : mais les 1,500 autres arrivant sans être attendus, à six heures du soir, n'ayant point bu ni mangé depuis le matin, vous pouvez vous faire une idée de ce qui a dû se passer. Heureusement que dans la nuit j'ai eu le temps de recevoir des vivres de quelques communes voisines, ce qui m'a servi pour le lendemain.

« Ah ! si nous pouvions en être quittes ! Je vous écris par un homme sûr, afin d'avoir de vos nouvelles et de savoir ce qui s'est passé de vos côtés et même plus loin. Si vous savez quelque chose, vous pouvez ne rien craindre. Le porteur vous fera la peinture de nos désastres. »

Puisseaux avait été plus heureux : sauf les livraisons de vivres et de fourrages faites au piquet de Cosaques campé près du cimetière, il n'avait eu à supporter de leur part aucune vexation.

Aussitôt après l'éloignement de l'ennemi, le gouvernement impérial s'empressa d'envoyer dans le Gâtinais un auditeur du Conseil d'état, M. de Moras, avec la mission spéciale de recueillir les renseignements les plus précis sur la valeur des pertes éprouvées par les particuliers et sur le montant des réquisitions fournies par les communes. Ce travail devait être transmis sur-le-champ au ministre de l'intérieur.

A peine le général Platow, ses Cosaques et les Hongrois avaient-ils quitté Nemours par le Pont-Neuf du Loing, que le général français de division Allix y accourait dans l'après-midi de la même journée, 19 de février. Il fit son entrée par le pont de Paris, et parcourut toute la grande rue au galop, précédé de trompettes sonnantes la charge et suivi d'un fort détachement de cavalerie tiré de différents corps. Il alla se loger à l'auberge du Petit-Saint-Antoine, qui était située place du Marché aux porcs.

Le 21 février, le général fit publier dans la ville l'ordre suivant : — « La garde nationale est mise en activité de service ; elle est spécialement chargée de la défense de cette ville, sous la responsabilité des autorités locales. — Ces autorités sont autorisées à convoquer les gardes nationaux des communes voisines. — M. le Maire de Nemours est chargé de faire rétablir, dans les vingt-quatre heures, les portes de la ville, telles qu'elles étaient avant l'entrée des Cosaques. »

De ces prescriptions, la seule dont l'exécution fût réellement possible, c'était la réparation des portes et palissades des ponts. Mais comment la garde nationale, sans armes ni munitions, aurait-elle pu défendre Nemours, et quels moyens les autorités locales avaient-elles de l'organiser ? Ces autorités, menacées dans leurs personnes par l'ordre du général, devaient, quelque effort qu'elles pussent faire, rester impuissantes à l'exécuter.

Les troupes que commandait le général Allix étaient elles-mêmes dans un triste état. Le chef d'escadron Vaudrey, commandant l'artillerie de sa division, écrivait le 21 février, au maire de Nemours, pour réclamer parmi les effets des militaires décédés, soit à l'hospice, soit chez des particuliers, quelques effets d'habillement ayant appartenu à des militaires du corps de l'artillerie, afin d'en vêtir les hommes sous ses ordres, dont un certain nombre, pris et dépouillés par l'ennemi, étaient revenus, disait-il, « sans autres effets que de mauvais habits de paysans ».

Après avoir fait reposer ses soldats à Nemours pendant les journées des 20 et 21 février, le général Allix quitta cette ville le 22 dans la matinée, et transporta, le même jour, son quartier général à Ferrières. Malgré la sévérité qu'il déployait pour maintenir la discipline, la désertion s'était mise dans sa division, composée en majorité de jeunes soldats des dernières levées. Pour y remédier, il transmettait au maire de Nemours les recommandations suivantes : — « Je suis arrivé à Ferrières à une heure l'après-midi. — Je suis instruit que des militaires sans armes, sont rencontrés journellement sur les routes. Comme je ne doute point que ces militaires soient des déserteurs, je vous invite à faire placer aux portes de Nemours des gardes nationaux afin d'arrêter tous ceux qui pourraient s'y présenter, ainsi que tous les gens sans aveu, que vous ferez examiner avec soin. Vous ferez conduire sous bonne escorte tous les militaires déserteurs à Fontainebleau, d'où ils seront reconduits dans leurs corps respectifs. »

Le lendemain 23 février, agissant sous l'inspiration du gouvernement, il envoyait au même fonctionnaire, de son quartier général de Sépaux, la circulaire ainsi conçue : — « Monsieur le Maire, il convient que votre commune fasse une adresse à la municipalité de Paris et une autre au préfet de la Seine, où elle peindra

les horreurs commises par l'ennemi. Ces adresses devront être portées à Paris par des députations d'hommes chauds et dévoués. Ces hommes devront en outre parler et exprimer (*sic*) tous les maux, vexations, viols et rapines qu'ont éprouvés vos administrés. Ces adresses feront connaître que les Russes disaient hautement qu'ils voulaient emporter de Paris ce qu'il y a de plus précieux, brûler la ville en représailles de Moscou, et enlever les femmes et les filles pour peupler leurs déserts. Je compte, M. le Maire, sur votre zèle dans cette circonstance ; vous m'adresserez à Auxerre une copie de vos adresses. »

La même circulaire fut apportée le 24 février au maire de Montargis, par le colonel Longueau, chef d'état-major du général Gérard.

En même temps que cette invitation, ressemblant beaucoup à un ordre, les deux maires recevaient de la préfecture de police de Paris la demande d'envoyer le récit de tout ce que l'ennemi avait fait dans leurs communes, afin qu'il fût publié, par extraits, dans le journal de l'empire, mais sans nommer les maires dans les articles du journal, et on recommandait en outre « de ne rien omettre de ce qui était propre à faire connaître les projets cruels de nos ennemis. »

Enfin, une lettre du ministre de l'intérieur, du 28 février, au maire de Nemours, insistait de nouveau sur l'urgence qu'il y avait à lui faire parvenir immédiatement, par une députation, l'adresse demandée par les généraux Allix et Gérard.

Dès le 24 février, le maire de Montargis avait envoyé à son collègue, une copie de la circulaire qui lui avait été remise par le colonel Longueau, en le consultant sur le parti qu'il se proposait de prendre. J'ai sous les yeux la réponse du maire de Nemours : elle fait honneur à sa mémoire ; car après avoir cherché par tous les moyens en son pouvoir à préserver sa ville et à la défendre, il ne montrait pas moins de courage, en restant fidèle à sa conscience et à la vérité. Voici textuellement sa réponse : — « Du 26 février. — J'ai reçu la lettre renfermée dans la vôtre qui me fait grand plaisir. J'ai été en proie un peu plus tard que vous à l'incursion de l'ennemi ; mais je n'en ai pas été mieux traité. J'espère que nos victoires nous délivreront pour toujours de ce torrent dévastateur. — L'officier dont vous me parlez s'est présenté chez moi ; sa mission est bien étrange ! La lettre du général est dans le même sens. Tout ceci est de nature à faire naître de sérieuses réflexions.

« Le conseil (municipal) à qui ces ordres ont dû être communiqués, n'a point du tout goûté cette communication. La vérité, rien que la vérité, voilà sa devise ; et, comme il n'a point entendu dire aux ennemis les propos qu'on veut qu'il affirme, il s'y refuse.

« Quant à moi, je suis français dans toute la force du mot ; j'aime passionnément mon pays ; j'aime et j'admire le chef de l'empire ; mais cela ne doit pas me faire trahir la vérité.

« En résumé, peut-être ferons-nous une adresse, mais elle sera différée de quelques jours et rédigée sur des faits certains, notoirement connus de tous ceux qui y coopérerons. Ce qu'on nous demande d'attester sera donc absolument mis à l'écart. »

Cette détermination, qui honore le maire et le conseil municipal de Nemours, fut approuvée par le maire de Montargis ; je n'ai trouvé aucunes traces des adresses et j'ignore si elles furent rédigées et envoyées à Paris.

On a vu que le général Allix se dirigeait avec sa division sur Auxerre. Il était chargé d'observer les mouvements de l'ennemi du côté de l'Yonne et de la Haute-Seine, de défendre les passages de ces rivières, et, en cas de retraite, de se concentrer sur le Loing, afin de couvrir Fontainebleau. Les troupes qu'il commandait se trouvaient très-réduites, non seulement à cause des combats auxquels elles avaient pris part, mais presque autant par suite des désertions. Cependant, tel était l'épuisement des pays qu'elles traversaient, que le général fut obligé de frapper de réquisitions les localités éloignées qui avaient moins souffert de l'ennemi. Puiseaux et les environs n'échappèrent point à cette mesure ; ils eurent à fournir de fortes livraisons de fourrages, avoine et bestiaux sur pied, qui durent être transportées dans les vingt-quatre heures à Nemours et remises au commissaire des guerres, établi dans cette ville. Il aurait été impossible de renouveler ces réquisitions. Le sous-préfet de Pithiviers, rentré à son poste, informait le préfet, le 1^{er} mars : — « Que dans un grand nombre de villages de son arrondissement, il n'existait plus de charrues, de charrettes, de herses, rouleaux et autres instruments aratoires, et que les portes et fenêtres des maisons avaient été également brûlées. » — Ces actes de dévastations et de pillage avaient été commis par l'ennemi pendant sa présence dans l'arrondissement de Pithiviers, et spécialement dans sa retraite précipitée après l'échec qu'il avait subi près d'Orléans.

Profitant de l'effet produit par la victoire de Montereau, l'empereur Napoléon, par un décret du 26 février, avait ordonné la levée en masse de tous les hommes âgés de 20 à 60 ans en état de porter les armes. Ce décret fixait à trois mille le contingent à fournir par le département du Loiret, et d'après la répartition de ce chiffre entre toutes les communes, faite par un arrêté du préfet du 7 mars, le contingent de Puiseaux avait été fixé à vingt et un hommes. D'après le même arrêté, les maires devaient, sous leur responsabilité personnelle, fournir dans les vingt-quatre heures le contingent demandé.

En même temps, une simple lettre du sous-préfet prescrivait aux maires d'avoir à dresser immédiatement le tableau des militaires retirés dans leurs communes.

L'embarras de ces fonctionnaires était grand, la plupart ayant à cœur de ménager leurs concitoyens, sans cependant vouloir assumer la responsabilité de refuser d'obéir aux ordres du gouvernement.

Il y avait en effet pour eux un danger réel, non pas seulement à refuser, mais même à retarder l'exécution de ces ordres. En effet un décret de l'Empereur, daté du 5 mars, de son quartier général de Fismes, portait que : — « tous les maires, fonctionnaires publics et habitants qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent ou dissuadent les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres et punis comme tels. »

Le décret sur la levée en masse ne contenait aucune explication sur l'exécution de cette mesure ; voici celles qui furent données par la sous-préfecture de Pithiviers aux maires de l'arrondissement :

La levée devait être composée de tous les garçons et hommes veufs sans enfants, indistinctement, de 20 à 60 ans, avant qu'un seul homme marié pût être atteint ; en cas d'insuffisance, on devait prendre parmi les hommes mariés de 20 à 25 ans, qui tireraient au (sort) ensemble ; les garçons partaient sans tirage et sans qu'on eût égard aux réformes précédentes, à moins d'infirmités apparentes.

Comme le décret n'exemptait personne, pas même les fonctionnaires publics, il fut décidé qu'à l'exception des chefs de service, ceux qui étaient garçons devaient partir. Enfin, une dernière décision, rendue sur les réclamations de plusieurs maires, exempta les hommes mariés dont les femmes sont dans un état de grossesse, à la condition que cet état serait attesté par un médecin ou une sage-femme.

Ces préliminaires avaient pris du temps et l'ennemi se rapprochait de nouveau du Gâtinais. Néanmoins le contingent de 21 hommes, exigé de la commune de Puiseaux, se mettait en marche le 22 mars, pour être rendu le lendemain à l'état-major de la place d'Orléans. Comme on craignait des désertions parmi les hommes ainsi levés, on les plaçait, dans chaque commune, sous la conduite d'un ancien militaire ou d'un employé du gouvernement, qui en demeurait responsable et devait les représenter à l'autorité militaire lorsqu'ils étaient parvenus à leur destination.

Malgré ces précautions, bon nombre de ces hommes, surtout parmi ceux qui étaient mariés, désertaient en route, effrayés des dangers qu'ils allaient courir.

D'ailleurs, depuis le gain de la bataille de Montereau, les chances de la guerre avaient été contraires à l'Empereur ; non qu'il n'eût encore remporté quelques avantages sur les alliés, mais sans pouvoir arrêter leur marche, désormais inévitable sur Paris. Dans les premiers jours de mars, l'ennemi avait repris partout l'offensive, pendant que l'Empereur se dirigeait avec son armée du côté de Laon, en s'éloignant de Troyes, de la Haute-Seine et de l'Yonne.

CHAPITRE IX

Retour de l'ennemi dans le Gâtinais. — Le général Allix se retire à Montargis ; ordres qu'il donne ; réclamations des maires et des sous-préfets de Montargis et de Pithiviers. — Condamnation à mort et exécution à Nemours de l'espion Violet. — Le curé de Pers reprend aux Cosaques des voitures qu'ils avaient enlevées. — Pillage de la malle-poste de Lyon. — Préparatifs de résistance à Montargis. — Humanité du général russe Platow ; dureté du prince de Schwartzemberg.

Le 8 mars, le maire de Châteaulandon, consulté par celui de Puiseaux sur les mouvements de l'ennemi, répondait : « — Je ne puis vous apprendre, monsieur et collègue, rien de positif ; j'apprends cependant du maire de Nemours que le corps du prince de Wurtemberg doit, dit-on, se rendre à Lorrez. D'autres disent qu'une partie de ce corps doit se rendre à Courtenay, l'autre à Nemours. On assure que le corps du général Allix doit se rendre à Montargis et Nemours, pour concourir à la défense du Loing. — Le pont de Fontenay est abattu ; on ne parle pas de celui de Souppes. »

Ces nouvelles faisaient présager le prompt retour de l'ennemi. En effet, après s'être hâté de rétrograder au-delà de Joigny et Saint-Florentin, pour éviter la poursuite des Français, victorieux à Montereau, le corps russe du général Platow commençait à se rapprocher de nouveau de la vallée du Loing.

Le 6 mars, un détachement du 121^e de ligne, en garnison à Montargis, reçut l'ordre de se diriger vers Courtenay, pour repousser l'ennemi qui se montrait de nouveau dans les environs de cette ville. Mais il fut obligé de rentrer le lendemain, sans même avoir essayé d'engager le combat, à cause de la trop grande disproportion du nombre.

Le général Allix, dans l'impossibilité de résister avec les restes de sa division, réduite à moins de 1,500 hommes, aux masses énormes que l'ennemi renouvelait tous les jours, avait été forcé d'abandonner Joigny et Auxerre. Il était suivi, à peine par 7 à 800 fantassins, plus 200 autres non armés, 250 cavaliers et quelques pièces de canon.

Au moment de son arrivée, il fit mander le sous-préfet et le maire, et leur déclara : — « que les maires s'arrogeaient un pouvoir qu'ils n'avaient pas, en frappant, au profit de l'ennemi, des réquisitions sur les communes sur lesquelles ils n'avaient aucune autorité. Il enjoignit au sous-préfet de faire cesser cet abus, en écrivant aux maires pour leur défendre de faire des réquisitions hors de leur commune, sous peine d'être arrêtés et punis d'après les disposition de la loi. » — Le maire de Montargis et le sous-préfet ayant fait observer au général : « qu'en obtempérant aux demandes de l'ennemi, on ne faisait que régulariser les réquisitions individuelles, pour empêcher les maux qui suivent toujours les visites domiciliaires ; que, d'ailleurs lorsque l'ennemi est le plus fort, il veut être obéi, et que si on lui résiste, il prend des otages, qu'il ne rend que lorsqu'on a satisfait à ses demandes ; » le général répliqua, d'un ton qui n'admettait aucune observation, — qu'il fallait savoir mourir à son poste, » et il les congédia.

En outre, il fit venir le major Legros, commandant de la place, et il lui donna par écrit l'ordre suivant, avec recommandation de l'exécuter ponctuellement.

« Monsieur le major, je vous charge particulièrement de la défense du Loing, au-dessus et au-dessous de Montargis jusqu'au Fusain (après Souppes). Vous emploierez à cette défense, non seulement les troupes de ligne sous vos ordres, mais tous les hommes armés des villes et villages situés sur les bords de cette rivière, surtout sur la rive gauche, à qui vous donnerez une organisation propre à cet objet. Vous vous entendrez avec le sous-préfet de Montargis pour que la liste nominative de tous les hommes armés vous soit remise afin de faciliter ladite organisation... Il sera fait publication que tout homme qui aurait des armes, en fera, dans les six heures, sa déclaration à la mairie, et il sera fait, par les soins de l'autorité compétente, des visites pour la recherche des armes cachées. Tout individu qui se refuserait d'obéir aux ordres que vous donnerez ou qui quitterait son poste en présence de l'ennemi, sera arrêté et conduit à mon quartier général, pour être traduit à une commission militaire comme fauteur de l'ennemi. — Ces dispositions seront publiées partout où besoin sera.

— P.S. Vous aurez soin de faire détruire et gâter tous les gués sur le Loing. Tous les habitants des communes voisines y seront employés, ainsi que des gens de métier, tels que charpentiers, maçons, etc.

— Ils recevront des vivres pendant tout le temps qu'ils s'occuperont de ce travail. »

Enfin, avant de quitter Montargis, le général Allix adressa au sous-préfet la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous prévenir que toutes les autorités municipales doivent cesser leurs fonctions dès le moment où l'ennemi arrive dans les villes et villages.

« Tout individu qui les continuerait ou en prendrait sous les ordres de l'ennemi, soit pour frapper des réquisitions, soit pour faire payer les contributions, sera considéré comme son agent, et, comme tel, passible de la peine de mort prononcée par la loi. Ces individus et tous ceux qui donneront à l'ennemi des renseignements quelconques sur la levée en masse, sur les opérations, sur les individus qui la composent, seront également considérés comme agents de l'ennemi, et tous seront arrêtés et conduits sous escorte de la garde nationale ou des troupes de la levée en masse, vers les chefs-lieux des départements voisins, et constitués prisonniers, jusqu'à de nouveaux ordres de ma part.

« Je vous charge, M. le sous-préfet, de communiquer la présente à M. le commandant de la place et à tous les maires de votre arrondissement.

« J'ai l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération. — Le général commandant la 18^e division militaire, signé Allix. »

Après avoir laissé ces deux ordres, le général quitta Montargis le même jour, vers 10 heures du matin, se dirigeant par la route de Paris vers Nemours, avec sa colonne d'infanterie.

Dès le lendemain, 9 février, le sous-préfet, en transmettant au préfet du Loiret copies de ces deux ordres, l'informait qu'ils avaient répandu la consternation dans son arrondissement ; le premier, parmi tous les habitants ; l'autre plus spécialement

parmi les maires, dont le territoire avait été ou allait être envahi par l'ennemi, et qui s'étaient trouvés ou allaient être forcés d'obtempérer à ces réquisitions. Il citait M. Delon, maire de Ferrières, qui, après avoir eu connaissance de cet ordre, venait de quitter sa commune, et lui avait déclaré qu'il cessait ses fonctions, parce qu'il ne voulait pas, ainsi que sa famille, être exposé à la fureur de l'ennemi, ou jugé militairement, si, par violence, il était forcé de requérir des vivres et fourrages.

Le sous-préfet ajoutait : — « M. Delon a eu une conférence avec M. le général Allix, lorsqu'il passa à Ferrières, le 21 février ; il reçut du général de vifs reproches de ce qu'il avait fait des réquisitions pour l'ennemi ; qu'ainsi, en principe, il s'était mis dans le cas d'être jugé militairement ; M. le Maire lui observa que l'on n'agissait ainsi que pour éviter de plus grands maux ; parce que l'ennemi, furieux de ce qu'on obtempérait point à ces demandes, se porterait dans toutes les maisons, et son passage serait marqué par le pillage, la dévastation et l'incendie ; que si les choses se fussent passées ainsi à Ferrières et dans le canton, il ne trouverait plus rien pour ses troupes. »

Le sous-préfet faisait ressortir avec force, dans sa lettre au préfet, le tort que les mesures ordonnées par le général pouvait faire à l'Empereur, et il ajoutait : — « J'oubliais de vous marquer que le général Allix, qui était logé à Ferrières dans une auberge, a demandé l'état de sa dépense, on le lui a présenté ; après l'avoir examiné, il a dit : portez ce mémoire à M. le maire, il vous l'acquittera. »

Le sous-préfet terminait sa lettre en disant qu'il avait invité, prié même, M. Delon de continuer ses fonctions, et qu'il craignait que beaucoup de maires ne voulussent suivre son exemple.

Ces appréhensions n'étaient que trop fondées. Comment ces fonctionnaires, dans les petites villes et dans les communes rurales, complètement abandonnées par l'armée française, sans armes, sans aucun moyen de défense, auraient-ils pu refuser d'obéir à l'ennemi ? Les alliés, de leur côté, on l'a vu, avaient publié des proclamations défendant aux habitants et aux fonctionnaires publics, également sous peine de mort, d'entretenir aucun rapport avec le gouvernement impérial. Ainsi les maires se trouvaient exposés, quelque parti qu'ils se décident à prendre, à un égal danger. En effet, s'ils obéissaient par force à l'ennemi, ils pouvaient être traduits devant une commission militaire française, et condamnés comme traître ; s'ils refusaient de lui obéir, l'ennemi pouvait les faire fusiller.

Dans ces circonstances, un grand nombre de maires de l'arrondissement de Pithiviers s'adressèrent au sous-préfet, pour obtenir la révocation de l'ordre du général Allix.

En transmettant ces réclamations le 10 mars, le sous-préfet faisait ressortir avec une grande force de raison et d'humanité, la situation déplorable faite aux maires par cet ordre.

« Je rends cette justice à Messieurs les maires des communes envahies, écrivait-il au préfet, que ces communes doivent l'existence des familles, le salut des biens des personnes et des propriétés au courage, à la sagesse et à la fermeté de Messieurs les maires. Je citerai avec l'éloge qui leur est dû, les maires de Bordeaux,

Beaune, Boynes, Puiseaux et Pithiviers, qui, dans ces terribles circonstances, ont sauvé leurs communes d'un pillage absolu.

« Ils ont été intermédiaires entre un peuple sans défense et un ennemi sans frein. Si le séjour de l'ennemi se fût prolongé, tout eût été perdu sans doute ; mais enfin, de grands malheurs, pour l'instant, ont été détournés ; et le gouvernement peut trouver dans cet arrondissement des ressources qu'il n'aurait plus si l'ennemi les eût absorbés.

« Les maires ont su faire entendre la voix de la raison, et faire respecter des propriétés qui ne seraient plus, si une résistance inutile avait été opposée. Car, qu'est-ce que Boynes, Puiseaux, Beaune et Pithiviers même, sans armes ni munitions, pouvaient opposer à une force armée de plus de 2,000 hommes à cheval, avec de l'artillerie ? Ces communes devaient succomber, et les maires en obéissant aux réquisitions, ont cédé à la force.

« Si cette force se représente avec les mêmes circonstances, le fonctionnaire qui fait tant de sacrifices, qui perd sa fortune et expose déjà sa vie, n'aura donc, pour prix de son dévouement, qu'une mort certaine.

« Tous les maires vont m'abandonner et personne ne voudra l'être. Depuis plusieurs mois, les offres de démission s'accumulent. Je n'en fais point compte, puisqu'il n'y a pas de remplaçants. J'encourage les bons à tenir à leur poste. »

Le sous-préfet ajoutait : — « Vu le décret du 5 mars, qui oblige tout citoyen à se détendre, chacun vient réclamer son fusil ; et la conséquence est juste. Veuillez, Monsieur le préfet, m'autoriser à rendre ces fusils aux communes du Gâtinais les plus exposées. »

Le préfet répondit le 12 mars qu'il avait envoyé au ministre de l'intérieur la pétition présentée par les maires, demandant le rappel de l'arrêté du général Alix, et qu'il attendait ses instructions, afin de faire connaître aux maires les obligations qui leur étaient imposées. — Quant à la remise des fusils réclamés, il répondit qu'il ne pouvait l'autoriser à les distribuer aux habitants des campagnes, parce que le premier intérêt, l'objet le plus pressant, était d'armer le contingent actif de la levée en masse assignée à l'arrondissement de Pithiviers, et de faire parvenir à Orléans les armes rassemblées, afin qu'elles pussent être, sans délai, destinées à cet emploi.

J'ai dit que le général Alix avait quitté Montargis le 8 mars dans la matinée, avec son infanterie. Il fixa le même jour son quartier général à Nemours.

Le surlendemain, il transmettait au maire de cette ville l'ordre suivant :

— « Je vous préviens que la route de Nemours à Montargis est fixée, jusqu'à nouvel ordre, sur la rive gauche du Loing, en passant le long du canal par Bagneaux, Néronville, Nargis et Cepoy ; ou bien encore par Ormesson, Châteaulandon et Préfontaine. Faites part de cette disposition à vos administrés. »

Ainsi à la date du 10 mars, l'ennemi inquiétait de nouveau la rive droite du Loing et la route de Paris à Lyon par le Bourbonnais, et les communications entre Nemours et Montargis ne pouvaient plus avoir lieu avec sécurité que sur la rive gauche, et, en grande partie, par des chemins de traverse en mauvais état.

Après son retour à Nemours, le général Allix fut informé qu'un habitant de cette ville, nommé Jean-François Violet, était accusé d'avoir servi de guide au général Platow, de Souppes à Nemours, par la rive gauche du Loing et du canal. Le cri public reprochait à Violet, d'avoir joué, à plusieurs reprises, le rôle d'espion au profit des Russes.

Cet homme, cuisinier de son état, n'était pas originaire de Nemours et n'habitait pas constamment cette ville ; il y avait cependant épousé la fille d'un gendarme nommé Barbarin, qu'il venait visiter fréquemment. Violet, âgé de 36 ans, ivrogne et paresseux, allait et venait d'un pays à l'autre, vivant dans une gêne continue. Quelques jours avant l'arrivée des Cosaques, il avait quitté Nemours et s'était dirigé du côté de Souppes ; puis, après que le pont de ce village eut été forcé, on l'avait vu rentrer à Nemours, en uniforme de garde national, et en ressortir de nouveau. Ces allées et venues, ce déguisement, car Violet ne faisait pas partie de la garde nationale, avaient semblé d'autant plus extraordinaires, que Violet s'était hâté de quitter Nemours en même temps que les troupes de Platow. Signalé comme ayant donné à ce général des renseignements sur les préparatifs de défense faits à Nemours, notamment sur les travaux de mine préparés pour faire sauter le pont neuf du Loing, il fut recherché dans les environs, par ordre du général Allix. Le 8 mars, il fut découvert, caché à Souppes et ramené à Nemours. Le lendemain, dans la matinée, il comparait devant une commission militaire instituée par le général et composée de plusieurs officiers de sa division. Interrogé sur ses rapports avec l'ennemi, Violet repoussa avec force l'accusation d'espionnage, mais il ne nia point de lui avoir servi de guide et de l'avoir conduit de Souppes par Verseau et Larchant devant Nemours : il soutint seulement qu'il y avait été contraint par menace et par force. Il ne put expliquer d'une manière satisfaisante pourquoi, ne faisant partie nulle part de la garde nationale, il en avait prit l'uniforme, et il ne donna pas de meilleures raisons sur ses allées et venues de Souppes à Nemours. En présence des ordres publiés contre ceux qui entretiendraient les moindres rapports avec l'ennemi, la défense de Violet ne pouvait être admise ; aussi, malgré ses protestations d'innocence, la commission militaire le condamna, pour crime d'espionnage et de trahison, à la peine de mort.

Le général Allix confirma cette sentence et donna l'ordre qu'elle serait immédiatement exécutée. En conséquence, après sa lecture au condamné, il fut conduit, vers midi, par un détachement d'infanterie et par la brigade de gendarmerie de Nemours au lieu choisi pour l'exécution. Cet endroit est situé près du cimetière actuel, à environ cent pas plus loin que l'usine récemment établie pour le service du gaz à Nemours.

En apprenant la condamnation de son gendre, le gendarme Barbarin, craignant sans doute qu'on ne le soupçonnât d'être son complice, ou peut-être pour faire montre de son indignation et de son patriotisme, vint trouver le général Allix, et le supplia de l'admettre parmi les soldats commandés pour le peloton d'exécution ; ce que le général, avec raison, refusa.

Arrivé à l'emplacement désigné, Violet ne voulut pas qu'on lui bandât les yeux. Il avait, m'ont raconté des témoins oculaires encore existants, peine à se tenir debout en faisant face aux soldats chargés d'exécuter cette condamnation sans appel.

Placés à une petite distance du condamné, ces soldats étaient entourés par une foule de curieux, parmi lesquels des enfants — « cet âge est sans pitié » — formaient la grande majorité. Je tiens de deux d'entre eux, aujourd'hui devenus des vieillards, qu'aussitôt après la décharge qui étendit Violet raide mort, plusieurs enfants et même des hommes se précipitèrent pour recueillir du sang du malheureux exécuté, obéissant à un préjugé plus déplorable encore que celui de la corde du pendu.

Le corps de Violet, affreusement mutilé par les balles, fut immédiatement ramassé et porté à l'hospice, d'où le lendemain, après avoir servi à des travaux anatomiques, il fut conduit au cimetière et inhumé sans aucune cérémonie religieuse.

Ce n'était pas sans raison que, par son ordre du 10 mars, le général Allix avait fait connaître qu'à partir de ce jour les communications entre Nemours et Montargis devraient s'effectuer par la rive gauche du Loing. Dès la veille, la diligence de Montargis à Paris, trois voitures de marchandises, une autre transportant six militaires blessés, et cinq chevaux appartenant à M. Petit, maître de poste à Fontenay, avait été enlevés par les coureurs cosaques. Ces prises furent d'abord dirigées par eux vers Ferrières, et de là sur Sens, escortées par cinq cavaliers. Voyant cette faible escorte, des habitants de Ferrières, au nombre d'une dizaine, se glissèrent derrière des haies, pour la suivre sans être aperçus du gros des Cosaques restés au bivouac. En même temps, M. Petit, qui était monté à cheval pour tâcher de reprendre ses chevaux, se rend au village de Pers, où il invite les habitants à lui prêter main forte. Le curé de cette commune, nommé Pothier, ancien militaire, monte aussitôt à cheval, armé d'un fusil, se met à la tête de treize volontaires, et se dirige vers l'escorte ennemie sur laquelle il fait feu. Les cinq Cosaques furent aussitôt à toutes brides, abandonnant leurs prises. — Ce fait, attesté par les rapports officiels, m'a été confirmé par M. Menin, Jean-Pierre, de Pers, le seul survivant aujourd'hui de cette petite troupe. — M. Petit reprend de suite ses chevaux et repart au galop pour avertir de cet événement le commandant de la place de Montargis. En attendant le secours demandé à cet officier, la diligence et les voitures avaient été conduites dans le bois de Forville, pour les soustraire à la vue de l'ennemi. Le soir à dix heures, elles étaient ramenées à Montargis sous l'escorte de 100 hommes de la garnison.

Quelques jours après, les Cosaques prirent leur revanche, en arrêtant et pillant la malle-poste de Paris à Lyon, qui contenait 32,000 fr. en or et des dépêches pour l'armée du prince Eugène, en Italie.

Pendant ces escarmouches, on s'était hâté de reprendre les travaux de fortification de Montargis, de rendre les passages à gué dans le Loing impraticables à la cavalerie, de réparer et disposer les écluses du canal de manière à pouvoir inonder les environs. En même temps, il était arrivé le 10 mars à Montargis 360 gardes nationaux de la Vendée et 250 de la Bretagne, dont un tiers sans armes, plus

les cadres de sept régiments de ligne, composés de 98 officiers et 320 sous-officiers et soldats.

Cette fois le commandant de place avait reçu du général Allix l'ordre de défendre Montargis à toute extrémité, et, en cas de besoin, de se retirer dans la position du château, ancienne construction massive du moyen-âge, conservé alors presque en entier, qu'on avait réparé à la hâte, et dans laquelle on avait réuni, à l'usage exclusif de la garnison, des vivres pour dix jours.

Le 12 mars, trente deux artilleurs escortant 40,000 cartouches et 4,000 pierres à fusil, étaient parvenus à Montargis pour le service de la place.

Pendant ces préparatifs de défense, l'ennemi s'était présenté en forces à Courtenay. Après avoir cerné toutes les issues de cette ville, le commandant, accompagné d'une centaine de cavaliers, se rendit à la mairie, où le maire se tenait avec quelques conseillers municipaux. Il le somma de lui délivrer des réquisitions de vivres, fourrages, draps, cuirs, bottes, etc. ; sur son refus d'après l'ordre du général Allix, il constitua le maire prisonnier, se proposant de l'emmener à leur quartier général. Mais comme cette arrestation ne remplissait pas son but, il donna l'ordre à ses soldats de forcer plus de 80 maisons, d'où ils enlevèrent tout ce qui se trouvait à leur convenance. — « Ainsi, écrivait le sous-préfet, le 13 mars, au préfet du Loiret, c'est pour se conformer à la lettre du général Allix, dont je lui avais transmis copie, que le maire de Courtenay n'a pas obtempéré aux réquisitions de l'ennemi ; qu'en est-il résulté ? ce que j'avais prévu : le pillage. »

Le retour des alliés dans le Gâtinais s'effectuait avec plus de lenteur et de circonspection que leur première entrée, le mois précédent. Les généraux russes, autrichiens et prussiens ne s'éloignaient pas les uns des autres, massant leurs forces et les tenant à portée de se secourir si un corps français venait à se présenter, et toujours en mesure de l'écraser par la supériorité du nombre.

Comme la principale armée française et même la seule qui soutenait la lutte près de Paris, celle commandée par l'Empereur en personne, s'était malheureusement éloignée vers Laon, à la recherche des Prussiens de Blücher, les colonnes russes et autrichiennes, redescendues dans les vallées de la Haute-Seine et de l'Yonne, attendaient, en avançant avec prudence, le résultat de ce mouvement pour agir de manière décisive. Si l'Empereur demeurait encore une fois victorieux, elles pouvaient facilement se réunir, en rétrogradant, et résister avec avantage à ses attaques. Si, au contraire, il échouait dans sa combinaison stratégique, ce qui, malheureusement eut lieu, elles étaient en mesure de l'accabler, en le tournant, et de se présenter devant la capitale avant qu'il n'eût lui-même le temps d'y accourir.

Presque tout le mois de mars se passa ainsi, du côté de la vallée de l'Yonne, en marches et contre-marches de la part des troupes alliées, selon les mouvements effectués par l'armée sous les ordres de l'Empereur.

Du 17 au 25 mars, un court intervalle de répit était venu donner quelque espérance aux malheureuses populations des cantons de Courtenay et de Ferrières, éprouvées depuis si longtemps. Par suite d'un des derniers combats livrés par l'armée française à Nogent-sur-Seine, l'ennemi avait été obligé de rétrograder, et

tous ses postes avancés, depuis Sens jusqu'à la route du Bourbonnais, s'étaient retirés au delà de la rive droite de l'Yonne. Le 20, le général Allix s'était mis à leur poursuite, et il avait réoccupé Sens dans la soirée, n'y trouvant aucune résistance.

Pendant cette retraite, les Cosaques avaient enlevé, le 17 mars, vingt et un habitants de Pers, accusés d'avoir fait feu sur eux, pour se défendre. Amenés le lendemain à Sens, ils avaient été condamnés par le général Platow à être fusillés. On les conduisit au lieu de l'exécution, on les fit mettre à genoux ; le trompette prêt à donner le signal au peloton, la voiture disposée pour transporter leurs corps à la rivière, lorsqu'après les plus fortes assurances qu'ils n'étaient pas coupables, ils obtinrent leur grâce du général russe, qui les renvoya dans leur pays.

Le sous-préfet de Montargis qui raconte le fait au préfet, dans une lettre du 20 mars, ajoute : « C'est le cas de le dire, plus de peur que de mal. »

Les choses ne se passaient pas toujours avec autant d'humanité. Un pauvre habitant de la commune de Montachet, ayant été amené à Sens devant le prince de Wurtemberg, accusé d'avoir battu un soldat étranger, le prince, par son ordre et sous ses yeux, le fit cruellement maltraiter à coups de fouet.

CHAPITRE X

Succès de l'ennemi ; sa marche en avant. — Le 4 avril, passage d'une colonne russe à Puisieux ; elle se dirige vers Pithiviers pour y surprendre un convoi d'artillerie française. Le commandant de l'infanterie d'escorte prend la résolution de défendre la ville. — Un officier, le neveu du général russe, envoyé en parlementaire, est tué contrairement aux lois de la guerre. — Prise et sac de Pithiviers ; traitements barbares éprouvés par les habitants. — Admirable conduite d'une jeune femme. — Funérailles de l'officier parlementaire. — Départ des Cosaques pour Etampes. — Fin des hostilités en 1814. — Nouvelle occupation du Gâtinais par l'ennemi, en 1815. — Conclusion.

Après le 25 mars 1814, il ne pouvait plus rester d'illusion sur l'issue de la lutte, malheureusement trop inégale, que soutenait l'Empereur et ses braves soldats. Il avait été décidé ce jour même, par les souverains étrangers et par leurs généraux, que toutes les troupes alliées s'avanceraient vers Paris. Averti de ce mouvement, l'Empereur résolut de revenir sur ses pas afin de sauver la capitale. Il était trop tard. Paris, après une défense opiniâtre, avait capitulé le 30 mars. Le même soir, Napoléon, poussant jusqu'à Juvisy, avait appris cette fatale nouvelle ; il s'était décidé, bien à regret, à rétrograder sur Fontainebleau.

Les pays voisins de cette ville furent alors exposés, non seulement à de fréquentes et lourdes réquisitions pour l'armée française et celle des envahisseurs, mais encore à des rencontres entre des détachements des deux armées. Il n'y en eut cependant aucun sur la ligne du Loing ; Nemours, abandonné par sa petite garnison, reste de la division du général Allix, fut réoccupé par la cavalerie russe le 3 avril. Montargis ne fut pas attaqué et conserva ses défenseurs.

Le lundi 4 avril, un corps de 6 à 7,000 cavaliers cosaques et russes, avec plusieurs batteries, se dirigea de Souppes sur Puisieux. Il était commandé par le général Czernicheff, qui, dès le matin, avait envoyé un de ses aides-de-camp avertir le maire de ce passage et l'engager à préparer des vivres et des fourrages. Cet officier, encore imberbe, arrivé avec un Cosaque d'escorte chez le maire, y trouva, en mettant pied à terre, M. Mignon, auquel il exposa en allemand l'objet de sa mission, se plaignant d'être très-fatigué et de n'avoir rien mangé depuis vingt-quatre heures. Le cuirassier d'Eylau et de Wagram, se souvenant des misères qu'endure le soldat à la guerre, alla dans la cuisine et rapporta lui-même un potage et du vin, qu'il engagea le jeune officier à prendre. Puis ressortant avec une bouteille d'eau-de-vie, il en offrit une rasade au Cosaque d'escorte resté à la porte, qui l'avalait tout d'un trait et repartit avec son chef.

La colonne annoncée se montra vers dix heures à la porte Saint-Jacques. Selon son usage, le maire alla à sa rencontre, et, s'adressant au général Czernicheff, il le pria d'accorder protection à la ville, ce que le chef russe voulut bien promettre. Il vint ensuite déjeuner chez le maire avec ses principaux officiers.

Mais avant, le général donna l'ordre à toute sa colonne qui devait faire halte à Puisieux pour s'y rafraîchir, d'aller plus loin, ce qui fut exécuté à la grande satisfaction des habitants. Pour lui, accompagné de son état-major et d'un piquet d'escorte, il suivit le maire.

C'était le lundi saint, et l'on sait avec quelle rigueur les Russes, appartenant à la religion grecque observent les prescriptions du carême. Bien qu'en temps de guerre et de campagne, ils ne voulurent manger ni œufs, ni poissons apprêtés au beurre ; ils se contentèrent de salaisons, telles que harengs et saumons marinés ou frits à l'huile, avec des légumes à l'eau et des fruits, seuls mets qu'il avait été possible de réunir à la hâte. Le jeune aide-de-camp venu le matin, se trouvait avec son chef à table, chez le maire : il paraissait avoir à peine atteint sa seizième année. J'en avais alors près de neuf, et je me rappelle qu'avant de déjeuner il me montrait avec complaisance un superbe knout en cuir noir, garni d'ornements d'argent, son sabre et ses pistolets, que je considérais avec une sorte d'envie, sans réfléchir alors que ces armes devaient servir à tuer ou blesser mes compatriotes. Au dessert, il exprima le désir d'emporter quelques pommes d'api, et mon père le pria d'accepter toutes celles qui étaient sur la table. Frappé de son extrême jeunesse, mon excellente mère ne put s'empêcher d'exprimer au général son étonnement de trouver parmi les officiers un adolescent, peu en état de supporter les fatigues et d'affronter les périls de la guerre. M. de Czernicheff répondit que le grand enfant était son neveu, fils de sa sœur, qui avait voulu absolument le suivre, bien que sa mère s'y fût tout d'abord refusée. Mais il l'en avait priée avec tant d'instances, qu'elle avait fini par y consentir, quoiqu'à regret, en faisant à lui, son frère, les recommandations les plus vives de veiller sur son enfant, ce qu'il avait exécuté, sans qu'il lui fût arrivé jusqu'alors rien de fâcheux. — Cette heureuse chance à la guerre devait bientôt avoir un terme.

Je vois encore, au départ, le général monter sur son cheval de l'Ukraine, couleur isabelle, avec la croix de mulet et de longs crins blonds pendant jusqu'à terre, et son neveu caracolant autour de lui, sur son petit cheval noir, en prenant ses ordres.

A ce passage, les Russes ne firent aucun mal à Puiseaux ; leur chef renvoya même vingt-cinq sacs d'avoine qu'il avait demandés le matin. Il eut bientôt rejoint, avec ses officiers et son escorte, le gros de sa division en marche sur Pithiviers.

Dans la matinée du même jour, 4 avril, une petite colonne française faisait son entrée dans cette ville. Elle venait de Fontainebleau et Malesherbes, et se composait de détachements peu nombreux de dragons montés, de gendarmes à pied, et d'environ 80 chasseurs-voltigeurs du 4^e régiment d'infanterie légère, commandée par un major. Cette colonne escortait un convoi d'artillerie de 90 pièces, tant canons qu'obusiers, avec leurs caissons, qu'on dirigeait en toute hâte, au-delà de la Loire. En outre, les chasseurs, qui venaient du dépôt du régiment, avaient amené sept voitures remplies d'effets d'équipements militaires, qu'ils avaient rangées sur la place du Martroy.

Ces différents détachements avaient eu à peine le temps de prendre quelque repos en faisant leur repas du matin, lorsque le bruit se répandit dans la ville que les Russes s'avançaient rapidement à leur poursuite. En effet, on venait d'être instruit à la mairie par un courrier, porteur de dépêches pour Fontainebleau, qu'il avait été arrêté à Belair, à moitié route de Pithiviers à Malesherbes par 200 cosaques ; qu'il avait été dépouillé de ses effets, mais qu'il avait pu heureusement sauver ses

dépêches. Le courrier avait demandé acte de sa déclaration, et il s'était hâté de repartir pour Orléans, d'où il venait, emportant copie du procès-verbal dressé par le premier adjoint de Pithiviers, en l'absence du maire, malade depuis une quinzaine de jours. Sans perdre un instant, ce fonctionnaire s'empessa de faire prévenir les chefs des différents détachements de passage que, d'après des avis certains, l'ennemi, au nombre d'environ 6 à 7,000 cavaliers, se dirigeait sur Pithiviers ; que leur sûreté, celle du parc d'artillerie confié à leur garde, et même celle de la ville, pourraient être compromises s'ils tardaient à se mettre en route.

Cet avis fut reçu avec reconnaissance par les officiers, et l'ordre du départ fut donné et exécuté, presque au moment même, par l'artillerie, les dragons et les gendarmes.

Mais le détachement d'infanterie ne suivit pas cet exemple ; à toutes les insistances qui lui furent faites par le sous-préfet et par l'adjoint, le major qui le commandait, brave jusqu'à la témérité, répondit qu'il ne partirait pas et qu'il ne ferait pas partir ses hommes. Il ajouta : « qu'il n'avait pas encore vu les Cosaques, et qu'il voulait les voir de près ; que, d'ailleurs, un soldat ne devait pas calculer le nombre des ennemis. » Il prit de suite ses dispositions pour se défendre.

Laissant les sept voitures chargées d'effets d'équipement sur le Martroy, en les faisant ranger de manière à barrer la rue peu longue qui débouche devant le portail de l'église, il rangea derrière ce rempart improvisé un petit nombre de ses chasseurs, il plaça les autres sur le mail, de la porte du Croissant à celle de Beaune, faisant face à la route de Malesherbes et Puisseaux (il n'y en avait qu'une alors), qu'il avait fait barricader avec des voitures, ainsi que toutes les issues des rues voisines, dépavées et coupées de fossés.

Pendant ces préparatifs, la générale avait été battue, malgré l'opposition de la municipalité, pour réunir la garde nationale et des volontaires armés. Une dizaine de ces derniers, parmi lesquels le nommé Bourgeois, contrôleur principal des droits réunis, répondirent à cet appel et s'embusquèrent dans ou près des maisons, à l'entrée du Martroy, du côté ou près de la façade de l'église.

Vers cinq heures du soir, on commença, de la ville, à voir les Cosaques en marche par la route de Malesherbes, près du château de la Folie et des champs voisins. Un factionnaire avancé des chasseurs tira aussitôt un coup de fusil pour donner l'alarme. Averti par ce signal qu'il y avait à Pithiviers de la troupe française, les éclaireurs cosaques se retirèrent pour prévenir le gros de leurs forces qui arrivait par derrière, à une petite distance. La colonne fit halte, et, au bout de quelques instants se massa et vint occuper la route et les environs du château de la Folie. Le général Czernicheff, qui se rappelait que, dans le mois de février précédent, des détachements de cavalerie bien moins nombreux que sa division étaient entrés sans aucune opposition dans la ville, envoya son neveu, précédé d'une trompette, en parlementaire, pour sommer la place et sa garnison de se rendre. Le détachement des chasseurs-tirailleurs placé sur le mail, l'ayant reconnu, le laissa passer librement, selon les usages de la guerre, et un sous-officier avec quelques soldats le conduisirent avec son trompette jusqu'à l'entrée de la place du Martroy, où se

trouvait le major-commandant. Malheureusement, raconte une relation du temps, le nommé Bourgeois s'approcha du parlementaire qui lui demandait, de loin et à haute voix, s'il voulait se rendre. — « Non », répond Bourgeois ; et réitérant son refus avec énergie : — « Non, ajouta-t-il, on ne se rendra pas, c'est Bourgeois qui vous le dit. » — Ce mot Bourgeois, rapporté plus tard au général russe, fut interprété par lui dans le sens que c'étaient les bourgeois qui n'avaient pas voulu se rendre ; interprétation d'autant plus plausible que, au même moment, un tambour volontaire se mit à battre de nouveau la générale et qu'on vit apparaître plusieurs habitants armés de fusils.

Le jeune officier parlementaire croyant sans doute avoir eu affaire au commandant de la place, et voyant sa sommation de rendre la ville repoussée, retournait son cheval à l'entrée de la place du Martroy, pour aller rendre compte à son chef du résultat de sa mission ; au même moment, il tombe raide mort, tué d'un coup de fusil tiré d'une fenêtre des chambres hautes de la maison occupée alors par le sieur Guillot-Videlle, imprimeur, située au coin du Martroy et du parvis de l'église. Le trompette se sauve au galop et vient raconter au général la mort déplorable de son neveu.

Profondément affligé de cette perte cruelle et non moins indigné de la violation du droit des gens à la guerre, convaincu d'ailleurs que le coup de feu a été tiré par un habitant de Pithiviers, Czernicheff promet à sa troupe le pillage de la ville et fait sonner la charge.

Une nuée de Cosaques s'élance dans la direction de la porte du Croissant en poussant des cris effroyables et pénètre sur le mail, malgré la fusillade des chasseurs. Forcés de reculer devant l'énorme supériorité du nombre des assaillants, les fantassins français se replient sur le Martroy, derrière leurs voitures d'équipement, où ils s'abritent et continuent un feu meurtrier contre leurs adversaires. Mais à la fin, serrés de près et ne pouvant plus tenir, ils se réfugient dans les maisons voisines, où les habitants s'empressent de leur fournir des vêtements, afin que l'ennemi ne puisse les reconnaître et les faire prisonniers. Ils purent donc presque tous s'échapper, plus heureux que leur major, qui fut pris, mais sans être maltraité.

Ces chasseurs avaient soutenu l'attaque pendant environ cinq quarts d'heure ; ils avaient tué ou blessé 50 à 60 Cosaques, et, de leur côté, ils avaient eu sept soldats et un officier hors de combat.

Au moment où la fusillade venait de cesser, un espagnol, prisonnier de guerre, interné à Pithiviers, le général Pênas, pris par les Russes pour un officier français, est massacré par eux sur le Martroy, en sortant de l'hôtel de l'Ecu.

Irrités de la résistance et des pertes qu'ils ont éprouvées, les Cosaques se jettent d'abord sur les voitures de chasseurs ; ils les brisent, et les effets qu'elles contiennent, ainsi que les papiers et la caisse du 4^e régiment d'infanterie légère, sont à l'instant pillés et partagés. Ils mettent ensuite le feu aux sept voitures et se répandent dans les différentes rues de la ville en poussant des cris affreux. — Il était alors sept heures du soir. — Les portes des maisons sont enfoncées et les habitants restent exposés pendant toute la nuit aux plus indignes traitements. Pillage, coups,

viols, tentatives d'incendie, aucune des calamités de la guerre ne fut épargnée à la malheureuse ville. — Au surplus, j'en laisse le récit à son conseil municipal ; voici en quels termes il raconte, dans sa délibération du 17 avril 1814, ces funestes évènements :

« ... Le maire, convalescent et pouvant à peine se soutenir, est traîné devant le général, qui lui a fait les plus vifs reproches et a voulu le rendre responsable de ce que plusieurs des siens ont été, disait-il, tués par des bourgeois qui ont tiré par les fenêtres ; qui même ont jeté des pierres sur la troupe, ce qu'il était dans le cas d'affirmer. — Représentations, prières, supplications, tout fut employé par le maire et le curé, et le pillage fut ordonné et exécuté avec une barbarie sans exemple dans les annales de la guerre. (Il n'y eut d'épargné que l'église et l'hospice.) Toutes les maisons furent bientôt occupées et fouillées. Les Russes ont pris tout ce qui se trouvait sous leurs mains, brisant les meubles pour emporter les bijoux, effets et argent. Ils parcouraient les rues avec des chandelles qu'ils prenaient dans les maisons, de manière qu'on pouvait craindre de voir la ville embrasée. Ils ont tenté d'incendier quelques maisons qui, heureusement, furent préservées par les soins des habitants. On ne put sauver la ferme du château de Joinville, située près de la ville, sur la route de Malesherbes, endroit où l'ennemi était campé, parce que les habitants ne purent s'en approcher ; la grange fut entièrement brûlée. Quelques habitants de Bondaroy accoururent mais ils furent dans l'impossibilité d'arrêter le feu, parce que les Russes avaient, par malice, ôté le moyen de tirer de l'eau. Le château a été endommagé ; mais des habitants se sont hasardés à aller éteindre le feu, qui ne fit pas de progrès.

« Ces malheureux ne se sont pas bornés au pillage : un grand nombre de femmes, même sexagénaires, et de jeunes personnes ont été victimes de leur brutalité. Des hommes ont été, à cette occasion, les uns maltraités, les autres grièvement blessés.

« Dans cette nuit de deuil, peu de maisons ont échappé à ce torrent dévastateur. La perte de la ville est incalculable ; on peut l'évaluer, par aperçu, de 450 à 500,000 francs.

« La terreur était si grande que, le lendemain, un grand nombre d'habitants, surtout les femmes et filles, craignant le retour de ces forcenés, s'étaient réfugiées, avec leurs effets mobiliers, dans les communes voisines de la forêt d'Orléans (à plus de 15 kilomètres). Tel est le tableau effrayant qu'offrait cette ville infortunée, depuis sept heures du soir, le lundi 4 avril, jusqu'au lendemain onze heures du matin, que les Russes sont partis pour Etampes. »

Le récit des horreurs commises à Pithiviers, pendant cette nuit terrible, n'a nullement été exagéré par le conseil municipal ; au contraire, il paraît certain que pour ne pas augmenter la douleur de plus d'une famille, cette assemblée a passé sous silence bon nombres de faits de violence et de brutalités dont elles avaient eu à souffrir. Je n'en citerai qu'un seul, dont le souvenir mérite d'être conservé, comme un exemple admirable de chasteté, de fidélité conjugale, qui égale les plus beaux traits de l'antiquité.

Une jeune femme, à peine âgée de vingt deux ans, Marie-Catherine-Élisabeth Prud'homme, née à Briarres-sur-Essonne, canton de Puiseaux, épouse de M. Jean-Charles Beauvais, épicier, fabricant de pain d'épice, menacée par des Cosaques qui avaient envahi sa maison, située rue du Gâtinais, avait essayé d'échapper à leurs outrages, en se réfugiant au second étage. S'y voyant poursuivie sans aucune chance de salut, elle n'hésita point, pour conserver son honneur, à se précipiter par la fenêtre, et se tua dans sa chute.

Pendant que le général russe laissait commettre à ses soldats toutes les atrocités, pour venger la mort de son neveu, il n'oubliait pas de lui faire rendre avec pompe les honneurs funèbres. Il paraît que la colonne qu'il commandait n'était accompagnée d'aucun pope ou prêtre russe, ou, peut-être, le jeune officier était-il catholique. Quoiqu'il en soit, Czernicheff voulut que les prières de l'église catholique fussent récitées pour le repos de l'âme du fils de sa sœur. Dès que le combat eût cessé, il envoya chercher M. Nicolas Proust, curé de Pithiviers, avec son clergé. Le corps du malheureux parlementaire, qui était resté gisant à l'entrée du Martroy, presque en face du parvis de l'église, à l'endroit où il avait été traitreusement atteint, fut relevé par les Cosaques et porté hors de la ville, suivi d'une nombreuse escorte, de l'état-major et du général en pleurs ; après les prières pour les morts, dites par le curé de Pithiviers, il fut inhumé vers 10 heures du soir, avec quatre des plus distingués de sa troupe, dans le champ dit de l'Orme-Mâle, près le château de la Folie, (4) où j'ai vainement cherché une pierre qui rappelât sa mémoire.

Ainsi, comme un des compagnons d'Enée, comme des millions d'autres envahisseurs, depuis que l'âge de fer gouverne le monde, ce jeune homme, noble rejeton d'une illustre famille, possesseur en Russie de palais, de domaines et de nombreux serfs, vint chercher la mort sur une terre étrangère et reçut la sépulture dans un champ inconnu :

... Lyrnessi domus alta sub Ida,

Lyrnessi domus alta, solo Laurente Sepulchrum.

Le lendemain, mardi 5 avril, à 11 heures du matin, le général fit cesser le sac de la malheureuse ville. Il donna le signal de ralliement, et à midi, ses Cosaques quittaient Pithiviers, se dirigeant sur Etampes.

Chemin faisant, ils pillèrent une partie des maisons et des fermes dans les villages qu'ils traversaient. En arrivant à Etampes, ils se disposaient à faire de même ; mais ils en furent empêchés par suite d'ordres supérieurs envoyés de Paris à leur général, après l'entrée de l'empereur Alexandre dans cette capitale.

(4). Je dois à l'extrême obligeance de M. De la Taille, curé doyen actuel de Pithiviers, la copie de la mention suivante, inscrite sur les registres de la paroisse de Pithiviers : — « Aujourd'hui, 4 avril 1814, sur les cinq heures et demie du soir, a été tué sur le Martroy, Charles-Florian Woinilowiez, capitaine russe. Sa mort fut suivie d'un pillage de dix-sept heures, ordonné par le général Czernicheff. Je lui ai donné la sépulture dans un champ près de la Folie, à dix heures du soir. Signé Proust, curé. »

Ainsi, la crise et le sac de Pithiviers furent les derniers faits de guerre de la campagne de 1814, dans le centre de la France. Dès le 6 avril, le général Allix avait adressé de Sens, au commandant de Montargis, l'ordre de faire connaître qu'une suspension d'armes, mettant fin aux hostilités, venait d'être conclue.

Aussitôt après leur départ de Pithiviers, les Cosaques y avaient été remplacés par une garnison de fantassins prussiens, qui observèrent dans tout le pays la discipline la plus sévère. Il y en eut même deux qui, convaincus d'avoir volé à Puiseaux une somme de cinquante francs, furent passés immédiatement à la schlague, malgré les instances du maire pour obtenir leur grâce. L'un de ces malheureux mourut des suites de ce supplice, dans le trajet de Puiseaux à Pithiviers.

Les Prussiens restèrent dans cette dernière ville et aux environs jusqu'au 10 août 1814, époque où ils se mirent en marche pour rentrer dans leur pays.

Depuis quelque temps déjà, les Cosaques avaient repris le chemin de la Russie, en sorte que vers le 20 août 1814 il ne restait plus dans le Gâtinais un seul soldat étranger.

Ils y revinrent malheureusement l'année suivante, après le désastre de Waterloo, et un corps de Bavaois occupa Montargis, Puiseaux et les environs, ne rencontrant aucune résistance, et sans commettre aucun acte de pillage ou de violence.

Vers la fin de septembre 1815, plus heureux que l'Alsace, la Lorraine et d'autres provinces, le Gâtinais était délivré de ces soldats étrangers.

Le rapide exposé que je viens de faire des événements dont le Gâtinais a été le théâtre en 1814, montre que ce pays fut alors l'un des plus favorisés de France. Néanmoins, pendant les deux mois, à peine, qu'il subit l'invasion étrangère, que de maux vinrent fondre sur les habitants ! Levée en masse de tout ce qui restait d'hommes valides, réquisitions de vivres, de chevaux et d'objets de toute espèce, contributions en argent, exactions, violences, pillages, canonnade et prise d'une ville ; mise à sac d'une autre, combats partiels et, comme on dit, insignifiants, bien qu'ils coûtent des hommes, incendie et destruction des instruments aratoires, ainsi que des portes et fenêtres des maisons, misère affreuse imposée pour longtemps à une partie de la population : voilà le tableau affaibli de ces deux mois d'invasion et de guerre.

Franchissons par la pensée un demi-siècle : que voyons-nous dans toute la France ? — Des routes, des chemins, des voies de fer, des canaux créés partout et admirablement entretenus ; le service quotidien de la poste aux lettres établi dans les moindres hameaux, rivalisant avec les prodiges de la télégraphie électrique ; des églises réparées, des écoles construites jusque dans les plus humbles villages ; l'instruction primaire en voie, je l'espère pour ma part, de devenir entièrement gratuite ; les bienfaits de la charité publique et privée soulageant toutes les misères, les peuples du monde entier et leurs chefs se donnant rendez-vous dans la capitale magnifiquement renouvelée, pour prendre part aux luttes et aux fêtes fécondes de l'industrie, des arts et du travail : Tel est le spectacle consolant de la paix.

Puisse-t-elle ne jamais plus être troublée !! Puisse la France respecter toujours l'indépendance de autres nations, afin qu'elles respectent également la sienne !

CONCLUSION

Ces lignes étaient écrites en 1868, en pleine paix ; à peine deux années s'étaient-elles écoulées, que la guerre éclatait, terrible, accablant la France de ses désastres, lui enlevant deux de ses plus belles provinces, et lui imposant une rançon qu'aucun peuple n'avait encore acquittée.

Ces malheurs, cette effroyable épreuve, ne m'ont jamais empêché de croire au prompt relèvement de notre chère patrie. Moins de dix ans se sont écoulés depuis la guerre et l'invasion de 1870-1871, et la France, grâce à la liberté dont elle jouit sous le gouvernement démocratique qu'elle s'est donné, grâce au travail, à l'intelligence, au patriotisme de ses enfants, est en voie de reprendre le rang que la force et le hasard lui avaient enlevé et qu'elle ne saurait perdre sans péril pour la civilisation du monde.

C'est donc avec une pleine confiance dans l'avenir que je termine ce récit, ne doutant pas que la sagesse et la modération de notre République sauront éviter les écueils d'une politique agressive, et maintenir, sans faiblesse, les bienfaits de la paix avec toutes les nations.

Puiseaux, le 1^{er} septembre 1879

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT

Noms des fonctionnaires et des maires cités

CHAPITRE I. Retraite de l'armée française après la campagne d'Allemagne en 1813. — Efforts tentés pour organiser la défense de la France. — Les armées ennemies envahissent son territoire. — Proclamations des généraux autrichiens et prussiens. — Victoires remportées par l'Empereur Napoléon ; elles ne peuvent arrêter la marche des alliés. — Positions qu'ils occupaient au commencement de février 1814.

CHAPITRE II. Description de l'ancien Gâtinais ; les rivières du Loing et de l'Essonne. — Forces françaises chargées de défendre le pays. — Première annonce de l'approche des Cosaques. — Envoi de poudre et de munitions à Nemours. — Inquiétude répandue dans les campagnes. — Service d'estafettes organisé par les maires. Appel des hommes de 20 à 60 ans, pour la levée en masse. — Encombrement des blessés dans les hôpitaux. — Attaque de Sens. — L'ennemi s'approche de la route de Lyon par le Bourbonnais. — Préparatifs de défense de Nemours. — Mesures prescrites pour arrêter l'ennemi. — Avis au maire de Puiseaux de l'arrivée des Cosaques à Ferrières.

CHAPITRE III. Rupture et défense du pont de Souppes. — Direction de l'ennemi vers la Loire, prévue par le maire de Bordeaux. — Les Russes menacent Montargis. — Ils passent le Loing à Souppes, occupent Châteaulandon et s'étendent jusqu'à Larchant.

CHAPITRE IV. Combat de Merlanval ; — Apparition de Cosaques à Puiseaux ; — Situation de cette ville ; — Proclamation de l'empereur Alexandre et ordre du prince Schwarzenberg lus aux habitants ; — Restitution d'objets enlevés par les Cosaques ; — Ils posent leur bivouac à Briarres-sur-Essonne ; — Ils en sont chassés par des dragons français ; — Effet produit à Puiseaux par leur fuite ; — Services rendus à cette ville par trois anciens militaires ; — La chanson des cuirassiers d'Eylau ; — Retour des Cosaques à Puiseaux ; — Danger couru par le maire et celui de Briarres.

CHAPITRE IV. Mouvement des Cosaques de Beaumont, Boynes et Beaune-la-Rolande, vers Pithiviers. — Montargis est mis en état de défense, mais sa garnison manque de vivres et de munitions. — Première apparition des Russes aux environs de la place. — Elle réunit de la poudre, des cartouches et deux canons. — Les Cosaques cernent la ville, qui est abandonnée sans combat par la garnison ; elle est occupée par l'ennemi qui ne fait que la traverser. — Enlèvement comme otages du maire et d'un habitant de Boynes. — Colonne russe détachée du côté de Pithiviers ; elle entre dans cette ville sans trouver aucune résistance. — Elle en est chassée par un détachement de dragons français. — Le maire de Pithiviers est emmené par les Russes. — Malheureuse méprise de l'infanterie française. — Protestation des habitants contre les droits d'octroi et autres, réclamés après le départ des Russes.

CHAPITRE V. Mouvement des Cosaques de Beaumont, Boynes et Beaune-la-Rolande, vers Pithiviers. — Montargis est mis en état de défense, mais sa garnison manque de vivres et de munitions. — Première apparition des Russes aux environs de la place. — Elle réunit de la poudre,

des cartouches et deux canons. — Les Cosaques cernent la ville, qui est abandonnée sans combat par la garnison ; elle est occupée par l'ennemi qui ne fait que la traverser. — Enlèvement comme otages du maire et d'un habitant de Boynes. — Colonne russe détachée du côté de Pithiviers ; elle entre dans cette ville sans trouver aucune résistance. — Elle en est chassée par un détachement de dragons français. — Le maire de Pithiviers est emmené par les Russes. — Malheureuse méprise de l'infanterie française. — Protestation des habitants contre les droits d'octroi et autres, réclamés après le départ des Russes.

CHAPITRE VI. Le général Soslaven tente d'enlever Orléans par un coup de main hardi. — Mesures prises pour défendre cette ville. — Les Cosaques s'emparent de Châteauneuf. — Ils se dirigent par Chécy sur Orléans. — Force de la garnison ; patriotisme des volontaires orléanais. — Sortie et combat du 18 février ; l'ennemi est repoussé. — Sa retraite précipitée à la nouvelle de la bataille de Montereau.

CHAPITRE VII. Attaque de Nemours par le général Platow ; situation de cette ville. Belle défense de la garnison composée de gardes nationaux et d'élèves de l'école militaire de Fontainebleau. La place est forcée de capituler après avoir épuisé toutes ses munitions. Les Cosaques occupent la ville ; réquisitions qu'ils exigent. — Ils l'abandonnent le 19 février.

CHAPITRE VIII. Heureuses suites de la victoire de Montereau. — Tout le Gâtinais délivré des Cosaques. — Maux qu'ils avaient causés au pays pendant dix jours. — Le général Allix à Nemours. — Désertion parmi ses soldats ; ordres qu'il prescrit. — Adresses demandées aux villes de Nemours et Montargis. — Résolution adoptée par le maire de Nemours. — Réquisitions pour les troupes françaises. — Épuisement des campagnes. — Instruction pour la levée en masse.

CHAPITRE IX. Retour de l'ennemi dans le Gâtinais. — Le général Allix se retire à Montargis ; ordres qu'il donne ; réclamations des maires et des sous-préfets de Montargis et de Pithiviers. — Condamnation à mort et exécution à Nemours de l'espion Violet. — Le curé de Pers reprend aux Cosaques des voitures qu'ils avaient enlevées. — Pillage de la malle-poste de Lyon. — Préparatifs de résistance à Montargis. — Humanité du général russe Platow ; dureté du prince de Schwartzemberg.

CHAPITRE X. Succès de l'ennemi ; sa marche en avant. — Le 4 avril, passage d'une colonne russe à Puiseaux ; elle se dirige vers Pithiviers pour y surprendre un convoi d'artillerie française. Le commandant de l'infanterie d'escorte prend la résolution de défendre la ville. — Un officier, le neveu du général russe, envoyé en parlementaire, est tué contrairement aux lois de la guerre. — Prise et sac de Pithiviers ; traitements barbares éprouvés par les habitants. — Admirable conduite d'une jeune femme. — Funérailles de l'officier parlementaire. — Départ des Cosaques pour Etampes. — Fin des hostilités en 1814. — Nouvelle occupation du Gâtinais par l'ennemi, en 1815. — Conclusion.